

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR LA
NOTION DE RÈGLE DE DROIT
EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 mars 1935, à 2 heures.

PAR

Adrien C. CORBU

Diplômé de l'Institut des Hautes Études Internationales de Paris.

Président : M. Louis LE FUR, professeur.

Suffragants { *MM. Georges RIPERT, professeur.*
Albert GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5^e)

1935

ESSAI

SUR LA

NOTION DE RÈGLE DE DROIT

EN DROIT INTERNATIONAL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR LA

NOTION DE RÈGLE DE DROIT

EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 mars 1935, à 2 heures.

PAR

Adrien C. CORBU

Diplômé de l'Institut des Hautes Études Internationales de Paris.

Président : M. Louis LE FUR, *professeur*.

Suffragants { MM. Georges RIPERT, *professeur*.
Albert GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5^e)

1935



AVANT-PROPOS

Le problème qui constitue l'objet du présent ouvrage est de ceux qui, au cours des recherches, s'imposent quelquefois d'eux-mêmes, véritable obstacle qu'il faut franchir si l'on ne veut pas tourner en rond ; c'est dire qu'on les subit plutôt qu'on ne les cherche. Quant à nous, un long chemin nous y a conduit sans possibilité de nous dérober. Des études sur l'organisation économique internationale, l'angoissante question qui résume l'immédiat des difficultés présentes et à venir, nous ont obligé de penser aux conventions internationales capables de la réaliser, et par là même, aux instruments juridiques appelés à les garantir. Entraînés dans le domaine du droit international positif, et pour peu qu'on voulût s'en tenir aux réalités, il fallait bien finir par se demander quelle pouvait être la valeur pratique de pareils instruments. Les données historiques, il faut l'avouer, n'étaient pas pour nous mettre en confiance ; celles des théories courantes dans la matière le furent encore moins.

La théorie classique du droit international affirme une existence certaine et complète d'un ordre juridique inter-

national, du moins en principe, car elle n'est plus si catégorique quant aux détails. Toutefois, elle doit être tenue pour très respectable parce qu'officiellement admise, mais bien imparfaite aussi puisqu'une doctrine non moins respectable par l'autorité de ses tenants fait de grands efforts pour l'amender, lorsque les faits eux-mêmes ne s'en chargent. Il arrive ainsi qu'au bout d'un laborieux périple autour de ces constructions théoriques, on retrouve la question qui s'obstine à demeurer entière : y a-t-il, peut-il y avoir un véritable droit international ? Autrement dit : sur le plan international, au-dessus des accords de volontés, au-dessus des impositions de la force brutale, y a-t-il quelque chose sur quoi un ordre juridique puisse prendre son point d'appui ? Ou, en employant une terminologie que nous aurons à justifier par la suite : Existe-t-il des règles de droit international ? En ce qui nous concerne, une réponse affirmative fut longue à devenir satisfaisante.

Le problème est immense, il touche au plus profond de l'étude du droit et entraîne à des révisions totales ; la tâche qu'il impose semble disproportionnée au cadre réduit du présent ouvrage. Il nous parut pourtant nécessaire de l'affronter, ne fût-ce que pour arriver au moins à le poser convenablement et en connaître ainsi de ses difficultés et des confusions qui s'ensuivent dans une matière où les termes employés généralement font preuve d'une variété de sens allant jusqu'à l'opposition¹. Ce problème, ne l'avoir

1. V. sur les difficultés dues à la terminologie flottante dans les études de droit : L. Le Fur, *Droit individuel et droit social*, in *Archives de Philosophie du Droit*, 1931, pp. 280 et 292 ; L. Le Fur, *Essai d'une définition du droit*, in *Revue critique de législat. comparée*, 1930, p. 299 (note) ; P. Cuche, *Pour une meilleure terminologie*, in *Archives de Philosophie du Droit*, 1931, p. 196.

pas résolu, c'est une question de forces ; l'avoir posé, ce fut une question de probité intellectuelle : nous ne pouvions nous y soustraire sans cesser par là même de croire au sérieux de cet ordre d'études. Dès lors, nous espérons qu'il nous sera pardonné et la témérité du sujet et les imperfections du développement ; c'est la nécessité de trouver un point d'appui pour nos recherches qui nous y poussa.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ORDRE JURIDIQUE INTERNATIONAL POSITIF ET LA NÉCESSITÉ D'UN CRITÉRIUM OBJECTIF DE LA RÈGLE DE DROIT INTERNATIONAL

1. — Le droit international, pour être conçu comme un droit véritable, c'est-à-dire en état de régenter d'une manière continue et complète les relations de la vie internationale, implique la notion d'un ordre juridique international. Admettre le contraire serait nous résigner dès le début à une contradiction que la logique rend inacceptable¹. L'analyse de cette notion d'ordre juridique sera notre point de départ et aussi l'occasion de poser les termes du problème qui nous occupe.

Le sens du mot *ordre* est celui d'une « cohérence quelconque fondée sur un rapport quantitatif, qualitatif, mécanique ou téléologique² »; il exprime toujours une « relation intelligible » et, en ce sens, il s'oppose au *désordre* qui peut être aussi un ordre, mais dont la relation est inintelligible par le fait d'une connaissance confuse ou d'une

1. V. G. Gurvitch, *Le temps présent et l'idée du droit social*, 1932, p. 103.

2. Cf. A. Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 4^e éd., p. 545 s. (V. notes de MM. J. Lachelier et D. Parodi).

absence de connaissance¹. Une relation devient intelligible, entre autres, parce que la place de chaque terme paraît déterminée conformément au principe de causalité, par exemple l'ordre naturel ; ou encore parce que le rapport semble rationnel, satisfaisant pour l'esprit, comportant une raison d'être propre, une valeur de finalité, d'où les idées d'ordre social, moral, esthétique et l'idée métaphysique d'ordre absolu. Ainsi « l'ordre social est d'une part l'ensemble des règles auxquelles les citoyens doivent se conformer ; de l'autre la soumission des citoyens à ces règles. Il s'oppose aux révolutions, à l'anarchie, à la désobéissance aux lois².

L'ordre juridique est un ordre social spécial, dû à des règles sociales spéciales, les règles juridiques ou règles de droit. Il est une « relation intelligible » en tant qu'il évoque une cohérence, un enchaînement dans les faits fondé sur l'idée de l'existence de normes juridiques traduites par des règles.

Donc en constatant dans la société internationale l'existence de règles de droit, on pourra conclure à l'existence dans une égale mesure d'un ordre juridique international et par conséquent, d'un droit international véritable.

2. — A première vue, la chose apparaît théoriquement des plus faciles et pratiquement déjà faite depuis longtemps. Des traités et manuels de droit international devenus classiques parlent de règles de droit international et en font le plus souvent l'élément principal de la défini-

1. V. H. Bergson. *L'évolution créatrice*, p. 252 s. (« Le désordre et les deux ordres. »)

2. Cf. A. Lalande, *op. cit.*, p. 546.

tion du droit international. Ainsi, M. Strupp, par exemple, commence ses « *Éléments du droit international public* » par l'affirmation¹ : « Le droit international envisagé quant au fond, est l'ensemble des *règles juridiques*² ayant pour objet les droits et les devoirs des États et des autres sujets du droit des gens » ; mais dans l'analyse qu'il donne des éléments de cette définition, il se contente seulement d'indiquer les catégories de règles : les conventions élaborées par les grandes conférences internationales, les règles juridiques internationales qu'arrêtent entre eux les représentants de deux ou de plusieurs États » et les résolutions de la Société des Nations³. Quant à savoir la raison pour laquelle on les considère comme règles juridiques, rien qui puisse nous l'expliquer.

D'autre part, le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale⁴ adopté par l'Assemblée de la Société des Nations le 13 décembre 1920, énumère lui aussi dans l'article 38 les règles que la Cour applique, mais évite de les qualifier de règles de droit. Même prudence dans la « Résolution adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations, le 26 septembre 1928, pour la présentation et la recommandation d'un acte général et de trois modèles de conventions bilatérales en matière de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire » ; dans la convention A, article 5 et article 31, on parle de « règles de fond ». De

1. V. Karl Strupp, *Éléments du droit international public universel, européen et américain*, 2^e éd., 1930, p. 2.

2. Souligné dans le texte.

3. Strupp, *op. cit.*, p. 3, 4.

4. Strupp, *op. cit.*, p. 654 ; Le Fur et Chkianer, *Recueil de textes*, 2^e éd., p. 605.

même, dans les « Modèles de traité collectif d'assistance mutuelle » (Traité D, art. 8) et les modèles de « Traité collectif de non-agression » (Traité E, art. 7) ¹.

Ainsi, d'un côté, une partie de la doctrine affirme l'existence des règles de droit international et avec des arguments que nous aurons à juger, de l'autre, dans les textes officiels, on ne rencontre presque nulle part cette précision et on ne trouve que « droit international », « règles », « règles de fond », « droit des gens », « principes du droit international ». Devant cette réserve, on est amené à se demander : Quelles sont ces règles ² ? Et d'abord, sont-elles vraiment des règles de droit ? Car, dans la réponse affirmative, nous sommes en présence d'un ordre juridique, d'un droit véritable et l'espoir de trouver un appui dans ses instruments pour l'organisation de la vie internationale est légitime. Sinon, cet appui doit être cherché ailleurs, dans le provisoire des arguments politiques, dans la force, dans la guerre, et on ne devrait plus se laisser abuser par des apparences trompeuses.

3. — Cette position difficile au point de vue théorique a de fâcheuses conséquences au point de vue pratique.

Les États, tout désireux qu'ils seraient d'arriver à une réglementation pacifique des conflits par des solutions juridiques, Cours de Justice ou Tribunaux arbitraux, ne peuvent qu'hésiter à s'y soumettre devant l'incertitude qui règne quant à l'existence et au contenu des règles de droit

1. Strupp, *op. cit.*, p. 747, 752, 779 et 788.

2. « Personne ne saurait dire à l'heure actuelle quelles sont exactement toutes les règles en vigueur; et une grande incertitude règne en ce qui concerne le travail qu'il faut entreprendre afin de donner au droit des gens toute l'autorité dont il a besoin, ainsi que sur la meilleure manière de le codifier. » A. Alvarez dans la Préface aux *Éléments du droit international* de K. Strupp, p. xvii.

devant être appliquées. Pour pouvoir admettre l'existence d'une sorte de législation internationale¹ dans les diverses conventions qu'arrêtent entre eux les États, ou dans les principes posés par les grandes conférences internationales, il faudrait encore les connaître, d'une manière précise, éventuellement apprécier leur juridicité. Le besoin d'une codification s'est fait sentir depuis longtemps et de nombreux essais ont été tentés² notamment aux Conférences de la Haye en 1899 et 1907, pour l'Europe, mais surtout en Amérique, grâce aux efforts de M. A. Alvarez³. Mais les résultats les plus intéressants ont été obtenus à la dernière Conférence de Codification réunie à La Haye en 1930, non pas dans la partie positive, mais dans ses résultats négatifs dont nous dirions, sans aucune malice, qu'ils sont les seuls positifs jusqu'à ce jour dans cette matière ; au moins dans un certain sens, celui des possibilités qu'ils ouvrent pour l'avenir en indiquant des voies plus fécondes pour l'étude de cette question. Rappelons ces résultats.

Sur l'initiative de la Société des Nations, conforme à une décision de son Assemblée du 27 septembre 1927 et après les travaux préparatifs d'un Comité réuni à Genève en février 1928 sous la présidence de M. le professeur Basde-

1. V. Strupp, *op. cit.*, p. 3.

2. V. Le Fur, *Précis de droit international public*, 1931, p. 197. sq. et Strupp, *op. cit.*, p. 27 sq.

3. V. A. Alvarez. *Le droit international américain*, 1910 ; id., *La codification du droit international*, 1912 ; id., *Le nouveau droit international public et sa codification en Amérique*, 1924 ; id., *Le droit international de l'avenir*, 1916 ; id., *La reconstruction du droit international et sa codification en Amérique*, 1928 ; id., *La codification du droit international*, in *Revue de Droit international*, 1929, t. II, p. 179 ; id., *La codification du droit international à l'International Law Association*, in *Revue de droit international*, 1931, t. I, p. 7 ; id., *Les résultats de la première Conférence de Codification*, in *Revue générale de Droit international public*, 1931.

vant, les représentants de 48 États, parmi lesquels d'éminents juristes, se sont rencontrés à La Haye en février 1930 pour tenter la codification de certaines matières du droit international et ont clôturé leurs travaux par un « Acte final de la Conférence pour la Codification du Droit international¹ », en date du 12 avril 1930.

Nous laissons de côté les résultats consignés en matière de nationalité et mer territoriale et l'échec dans celle de la Responsabilité des États, pour souligner les « Vœux généraux en vue de la codification progressive du droit international » qui s'ensuivirent et surtout le § II : « La Conférence estime désirable que les prochaines conférences pour la codification du droit international aient aussi à leur disposition de nouveaux travaux scientifiques. A cet effet, les Institutions internationales ou nationales pourraient entreprendre en temps opportun des études sur les questions fondamentales du droit international, notamment les principes, les règles et leurs applications, spécialement en ce qui concerne les points qui seront mis à l'ordre du jour de ces conférences. »

On ne peut s'empêcher de voir dans ce vœu, qui est en même temps un précieux aveu, l'écho des difficultés insurmontables auxquelles la Conférence s'est heurtée et, plus loin encore, le sens profond de la formule lancée il y a si longtemps par M. A. Alvarez, et qui visait avant tout à une « reconstruction » théorique du droit international². C'est d'ailleurs sur son initiative qu'on a présenté ce vœu et que

1. V. Strupp, *op. cit.*, p. 813.

2. V. A. Alvarez, *op. cit.* et *La méthode du droit international à la veille de sa codification*, in *Revue générale de Droit internat. public*, 1913, p. 725.

la Conférence l'a adopté, après avoir constaté au cours de ses réunions qu'on a contesté la valeur et l'existence de principes et de règles que les publicistes tenaient comme étant en vigueur¹.

4. — A cette occasion s'est révélé de la manière la plus saisissante le parfait désaccord qui règne entre les doctrines sur les données fondamentales du droit international qu'on tenait pour indiscutables. Aussi, ce n'était plus la codification qu'on discutait, car pour savoir si telle ou telle règle existe comme règle de droit international, il faut d'abord se mettre d'accord sur les sources de ces règles. Faut-il les chercher dans la volonté des États, exprimée par les conventions, dans la pratique internationale constatée dans la coutume, dans un droit naturel ou rationnel, ou dans les données de la science positive ? Question capitale dont la réponse est déterminante pour le critérium d'après lequel on puisse reconnaître la règle de droit international.

C'est la préoccupation qui se dégage du « vœu » de l'Acte final de la Conférence de La Haye. C'est tout le problème du « fondement » du droit international qui se trouve posé ainsi. La philosophie juridique en a fait un de ses sujets de prédilection, avec des fortunes très diverses d'ailleurs ; s'il y a un « besoin universellement senti par les juristes eux-mêmes, de remonter aux principes de leur science pour en juger les solutions² », nous souscrivons entièrement à la constatation de M. Aillet, que la philosophie du droit au lieu de poser des principes *à priori* ou de les déduire d'une

1. Cf. Strupp, *op. cit.*, p. 630.

2. Cf. Aillet, *Sur les rapports de la philosophie et du droit*, in *Archives de Philosophie du droit et de Sociologie juridique*, 1931, p. 362.

conception métaphysique, devrait être simplement une théorie de la pratique, une philosophie de la vie du droit, une réflexion critique sur les faits (idées, sentiments, croyances) qui constituent la vie juridique » et « à l'image de la philosophie des sciences de la nature, étudier, approfondir la marche même de la science d'où l'on part, et non vouloir la régenter¹ ». (Ce dont on n'a pas été toujours convaincu et d'où s'ensuivirent de nombreuses confusions et un certain discrédit pour cette sorte d'études.)

Cette conception de la philosophie du droit s'accorde très bien avec l'idée qui se trouve à la base du programme de « reconstruction » du droit international de M. Alvarez, qui, entre autres, consiste à soumettre à une critique rigoureuse les données fondamentales, conceptions, principes, règles, etc., pour les adapter aux nécessités de la vie des nations et qui indique comme méthode de travail de n'employer que « des données essentiellement positives : l'observation de la vie internationale dans le temps et dans l'espace, ainsi que les résultats des sciences politiques et sociales² ».

5. — De ce qui précède apparaissent les grandes lignes de notre problème en même temps que le plan et la méthode de travail qui semblent s'imposer.

Les difficultés techniques du droit international rendues plus apparentes par ses carences successives se résument dans celle de *reconnaître* les véritables règles de droit parmi toutes celles qui se prétendent l'être. Un critérium objectif

1. *Ibid.* p. 363; v. aussi, *Revue de Métaphysique et de Morale*, mars 1911 (Compte rendu sur A. Lévi).

2. Cf. A. Alvarez. Préface de K. Strupp, *op. cit.*, p. xxvi-xxvii et la *codification du Droit international*, Paris, 1912.

de la règle de droit international est nécessaire pour réaliser un accord entre les doctrines, divergentes. Mais ici une précision s'impose pour éviter toute confusion future. Il s'agit bien d'un instrument critique, de connaissance, et non pas d'un principe d'action pratique. Donc, il n'est pas question d'un accord à réaliser sur l'existence pratique de certaines règles, ni du meilleur contenu de ces règles, et encore moins de la manière de poser des règles de droit international, mais uniquement de connaître les conditions théoriques d'existence de la règle de droit international.

La confrontation des principales doctrines juridiques nous montrera comment ce problème se présente dans chacune d'elles ; nous tenterons ensuite un essai de synthèse qui nous conduira à esquisser un critérium théorique de la règle de droit et les conclusions auxquelles son application au droit international nous mèneront.

Comme nous l'avons déjà dit au début de ce chapitre, ce n'est pas dans le vain espoir d'une solution définitive que nous abordons ce problème, mais dans celui plus modeste d'arriver à le poser de manière à lui faire voir des côtés nouveaux et à susciter ainsi d'autres hypothèses et d'autres solutions¹.

1. La tâche nous fut facilitée en quelque sorte par le précieux instrument de travail que représente pour cette question la plupart des études publiées par les Archives de Philosophie du Droit et de sociologie juridique (16 cahiers parus depuis 1931), Paris, Sirey, et aussi par l'apparition de quelques ouvrages récents où l'on a systématisé le matériel prodigieux de la littérature du droit international ; L. Le Fur, *Précis de Droit International public*, 1931 ; G. Scelle, *Précis de Droit des Gens*, Paris, 1932-1934 ; G. Gurvitch, *Le temps présent et l'idée du droit social*, 1932.

CHAPITRE II

LES DOCTRINES JURIDIQUES ET LEUR CRITÉRIUM DE LA RÈGLE DE DROIT

SECTION PREMIÈRE

La théorie classique du droit international.

6. — On désigne généralement sous ce nom la théorie en quelque sorte officielle, qui se trouve à la base de la pratique des relations internationales et qui est adoptée par la plupart des traités et manuels de spécialité.

Elle fut déduite, par voie de conséquence logique, de la théorie générale du droit construite elle-même sous l'influence des grands postulats individualistes qui ont inspiré la révolution de 1789. Forcée pour servir une cause, cette théorie générale ne doit pas être regardée comme un effort de connaissance, mais d'action ; elle n'est ni descriptive ni explicative de la réalité ¹, mais simplement hypothétique, et a constitué un instrument précieux pour la réalisation juridique d'un ordre social estimé désirable. Considérée sous cet angle, elle mérite toute l'attention, car elle a fait ses preuves ; grâce à ses subtilités, elle a pu servir tour à

1. V. J.-J. Rousseau, *Le Contrat social*, l. I, chap. 1.

tour deux causes apparemment opposées : la garantie des libertés individuelles et la consolidation théorique de l'État tout-puissant.

Cette doctrine, qu'une partie de la critique contemporaine relègue non sans raison au passé, a trouvé une application prestigieuse dans la construction théorique de l'ordre juridique interne, ce qui est explicable, car les théories « après coup » des juristes et philosophes n'avaient pas besoin d'être vraies, mais seulement commodées pour la technique juridique qui ne voulait que traduire dans des formules acceptables pour l'esprit, un ordre qui *existait* en fait. C'est lorsqu'on essaya de l'utiliser pour démontrer l'existence possible d'un ordre juridique international qu'elle laissa voir toute la fragilité de ses prémisses.

7. — La théorie classique du droit international¹ a une double source². D'une part, la doctrine française individualiste qui voyait le fondement du droit international dans l'obligation des États, — personnes égales et souveraines titulaires de droits fondamentaux, — de respecter réciproquement ces droits³. De l'autre, la doctrine allemande qui essayait d'appliquer au droit international la théorie ingénieuse de l'auto-limitation posée par Ihering⁴ et reprise par Zorn, Kauffman, Wenzel et Jellinek surtout⁵.

1. V. G. Scelle, *Précis de Droit des Gens*, 1932, p. 34 sq.

2. Duguit, *Traité de Droit constitutionnel*, 3^e éd., t. I, p. 713 sq.

3. V. A. Pillet, *Les droits fondamentaux des États*, in *Revue Générale de Droit International Public*, 1898, p. 66 sq. et 236 sq. ; Nys, *Le droit international, les principes, les faits*, 3 vol., 1912 ; Despagnet, *Droit int. Public*, 1910 ; Pradier-Fodéré, *Traité de droit international*, 8 v., 1895-1906, qui donne une analyse des droits fondamentaux des États ; cit. par Duguit, *op. cit.*, p. 717.

4. V. Ihering, *Der Zweck im Recht*, 1880, t. I, p. 344 sq.

5. V. Jellinek, *Allgemeine Staatslehre*, 1900, p. 302 sq. et Duguit, *La doctrine allemande de l'auto-limitation de l'État*, in *Revue de Droit Public*, 1919, p. 161 sq.

L'État a créé le droit public interne en se limitant soi-même par un acte unilatéral de volonté, suivant le critère de ses propres intérêts ; les États déterminés par le même critère pourront créer le droit international en se limitant eux-mêmes par une convention, ou une union des volontés (*Vereinbarung*)¹. Mais le droit international étant une création de l'État, « si l'observation du droit international se trouve en conflit avec l'existence de l'État, la règle de droit se retire en arrière, parce que l'État est placé plus haut que toute règle de droit particulière... le droit international existe pour l'État et non les États pour le droit international » remarque Jellinek² lui-même.

C'est montrer du coup la fragilité de la construction. D'ailleurs, comme le Doyen Duguit l'indique³, dès qu'on admet la notion de personnalité et de souveraineté de l'État, l'idée d'un droit international s'évanouit ; en droit interne, cette conception aboutit à l'État personne souveraine et supérieure qui règle les rapports des individus, personnes subordonnées, ce qui théoriquement peut être défendu, parce que pratiquement apparent ; mais en droit externe, s'il s'agit de rapports entre États, personnes souveraines, donc égales, elle cesserait de l'être au moment de l'apparition d'une volonté supérieure imposant une règle de droit.

8. — On a présenté aussi une autre hypothèse⁴ qui rallie

1. Cette théorie a trouvé ses sources dans la théorie de la volonté commune (*Gemeinwille*) de Triepel qui inspira aussi Anzilotti. V. *infra*, n° 8.

2. Jellinek, *op. cit.*, p. 340.

3. Cf. Duguit, *op. cit.*, p. 714.

4. Défendue par Anzilotti, Verdross, Latiterpracht, etc. ; V. Strupp, *op. cit.*, p. 3 ; G. Scelle, *op. cit.*, p. 37 sq.

aujourd'hui la plupart des partisans de la théorie classique : la force obligatoire du droit international serait basée sur la reconnaissance de la part des États d'une norme fondamentale « *pacta sunt servanda*¹ » axiome qui, se tenant à la base des autres normes, « n'est pas susceptible d'une démonstration ultérieure du point de vue de ces normes elles-mêmes » et « doit être pris comme une valeur objective absolue... hypothèse première et indiscutable² ». En ce cas, le principe « *pacta sunt servanda* » aurait commencé la carrière de norme juridique fondamentale comme norme ajuridique ou préjuridique et n'est devenue obligatoire juridiquement qu'à partir du moment où les États se seraient convaincus que l'obligatorité est investie de conséquences juridiques, engageant en cas de lésion de la norme fondamentale (à laquelle se réfèrent toutes les lésions d'une norme internationale quelconque) la responsabilité de l'État délinquant³.

De l'ensemble de cette théorie, il résulte que le droit international est « un droit entre les États (non au-dessus d'eux) et entre autres sujets du droit international⁴ ».

Ensuite, que les États étant égaux entre eux, le droit international ne serait qu'un « droit de coordination et non un droit de subordination » et par conséquent « les États ne sont pas liés que par les normes qu'ils ont accepté libre-

1. Cf. Fauchille, *Droit international public*, t. I, p. 6-10.

2. Cf. Anzilotti. *Cours de droit international*, 1929, t. I., p. 44, sq., v aussi : J. L. Briery : *Le fondement du caractère obligatoire du droit international*, in *Recueil des cours de l'Acad. de Droit International de La Haye*, t. XXXIII, 1928, p. 546 sq. Il admet qu'à la base du fondement de la validité du droit international se trouve un axiome qui est en dehors du droit. V. G. Scelle. *Op. cit.*, p. 38, sq.

3. Cf. K. Strupp, *op. cit.*, p. 8.

4. *Ibid.*, p. 10.

ment et volontairement¹ ». Ce principe a reçu, d'ailleurs, une consécration officielle dans un arrêt de la Cour Permanente de Justice Internationale qui constate que « les règles de droit liant les États procèdent... de la volonté de ceux-ci... manifestée dans des conventions ou dans des usages acceptés généralement comme consacrant des principes de droit²... ». Même pour la coutume internationale, en tant que pratique uniforme, cette théorie présume une acceptation de la part des États par la fiction d'un accord tacite³ résultant d'actes concluants.

Cette conception d'un droit international de pure coordination paraît « nettement contradictoire⁴ » car toute coordination implique un principe ordonnateur et dans cette théorie, on ne pourrait le trouver que dans les manifestations de volonté des États qui, pour en constituer un, devraient à leur tour se mettre d'accord sur un principe de finalité quelconque. Or, il n'en est question nulle part; cette doctrine positiviste et formaliste laisse en dehors de son cadre des préoccupations de cette espèce. Le seul point commun des volontés autonomes des États se trouve dans l'opposition de leur propre individualité ayant comme but leur intérêt particulier et comme moyen un équilibre de forces. C'est un principe de fait et l'ordonnancement auquel il peut conduire ne sera jamais qu'un ordre de fait qui n'a de commun avec un ordre juridique qu'une terminologie abusivement usurpée.

1. *Ibid.*, p. 11.

2. V. arrêt n° 9 de la C. P. J. I., sur le cas « Lotus », p. 18.

3. K. Strupp, *op. cit.*, p. 13.

4. V. G. Renard, *Les bases philosophiques du droit international*, in *Archives de Philosophie du Droit*, 1931, p. 469.

9. — De tous ces efforts doctrinaux, il ne résulte que trop la position difficile de la théorie classique du droit international. Tous les systèmes proposés se réduisent au fond à l'idée de convention, de contrat ; or, ces accords de volonté ne peuvent se faire que dans un « vide juridique¹ ».

Cette idée de contrat conduit à une contradiction au point de vue de la logique. Le contrat présuppose lui-même l'existence d'une règle de droit — celle qui assure la valeur obligatoire des contrats, donc d'un ordre juridique préexistant qui se trouve être justement celui qu'on veut créer par le contrat. Et comme on ne peut pas admettre l'existence d'un ordre juridique « sui generis » qui soit autre chose qu'un ordre juridique tout en en étant un, on ne peut conclure qu'à l'impuissance de ces théories d'accorder la conception contractuelle au dogme de la souveraineté des États. D'ailleurs, cette théorie contractuelle présente encore un point vulnérable. Si une règle juridique est posée à l'occasion d'un traité de paix, par exemple, du point de vue strictement contractuel, du point de vue de l'autonomie de la volonté, ce traité n'est pas un contrat parce qu'imposé par le vainqueur au vaincu ; « il n'engendre à l'encontre du vaincu aucune obligation juridique, au vainqueur aucune sécurité² ».

Que peut-on déduire quant à la conception de la règle de Droit international ? Dans l'ensemble de cette théorie, l'accent est posé sur la volonté des États ; cette volonté, malgré les efforts de la doctrine, reste en principe, com-

1. Cf. Gurvitch : *Le temps présent et l'idée du droit social*, p. 103.

2. Cf. Renard, *art. cit.*, p. 469 et 470.

plètement autonome et n'est déterminée que par des raisons de fait.

On affirme comme règle de Droit international la règle constatée dans une convention élaborée par une grande conférence internationale (depuis la guerre sous l'égide de la Société des Nations) ou celle arrêtée entre eux par les représentants de deux ou plusieurs États ; enfin, les résolutions de la Société des Nations même¹.

« Il y a norme de droit international public, liant juridiquement les parties, dès que deux ou plusieurs (États) conviennent de règles qui les obligeront² ».

Cela revient à dire qu'il n'y a pas de règle de droit du tout, car « il n'y a pas de droit véritable là où on se trouve en présence d'une règle volontairement consentie et qui ne lie que pour le temps où on l'accepte³ ». Ou plutôt qu'il y a dans la pratique internationale des règles qui sont peut-être des règles de droit, mais qu'on ne peut pas distinguer des autres, faute d'un critérium objectif. Dans la théorie classique, le problème de ce critérium ne se pose même pas ; elle l'ignore. C'est à partir de l'Acte final de la Conférence de La Haye de 1930 que la question fut en quelque sorte « officiellement » ouverte par le vœu⁴ de ces « études sur les questions fondamentales du Droit international » à entreprendre.

Les juristes, les philosophes, les sociologues n'ont pas attendu cette initiative pour commencer leurs recherches.

1. Cf. K. Strupp, *op. cit.*, p. 3.

2. *Ibid.*, p. 4.

3. Cf. L. Le Fur, *Nécessité d'un droit international*, p. 8. Dans le même sens, Duguît, *Traité de Droit constitutionnel*, t. I.

4. V. *supra*, p. 12.

Les positions prises par cette théorie positiviste-formaliste étaient intenable ; ce n'est pas en ignorant les difficultés qu'elle pouvait les écarter. L'élaboration de prestigieux traités méthodiques où le droit international était présenté comme un droit évolué, codifié et en plein rendement, d'un côté, les flagrants désaveux des faits, de l'autre, constituaient les principaux éléments d'un tableau fait pour éveiller les moindres velléités critiques. Cela d'autant plus que la voie était ouverte depuis la querelle de tous les temps entre partisans du positivisme juridique et ceux d'un droit naturel. Des théories multiples et variées ont été proposées ; nous les examinerons par la suite et jugerons des solutions qu'elles offrent au problème de la règle de droit en général et de droit international en particulier.

SECTION II

Les doctrines du droit objectif.

10. — Nous venons de constater que la seule manifestation de volonté des États n'est pas suffisante pour créer un ordre juridique.

C'est un système à la base duquel on ne retrouve toujours que la force qui impose ; la carrière de la règle de droit est strictement liée aux fluctuations de cette force qui forme son support et dans une telle mesure qu'elle ne joue plus son rôle et on finit par identifier la force et le droit. L'ordre qui se réalise grâce à de telles règles n'est donc qu'un ordre de fait. Pour qu'il soit un ordre de droit il faut que « la relation intelligible¹ » de cet ordre soit constituée

1. V. *supra*, n° 1.

par des règles de droit dont le principe qui les impose soit trouvé en elles-mêmes. Sur ce point tous ceux qui prennent position contre le positivisme formaliste de la théorie classique du droit international sont d'accord sur la nécessité théorique et l'existence pratique d'un droit objectif. Quant à cette notion d'*objectif*, les théories se séparent suivant le sens qu'elles lui donnent ; c'est ce qui détermine leurs méthodes et décide de leurs conclusions.

En effet, le mot « objectif¹ » a un sens général, celui d'indépendant de la spontanéité individuelle², valable pour tous les esprits. Toutefois, une nuance s'établit : se trouvant commun à tous les esprits *intuitivement* en tant que donné par la raison, ou parce que existant en dehors et indépendamment de la conscience et apparaissant *inductivement* à celle-ci par l'observation et l'expérience ?

Suivant l'une ou l'autre des réponses possibles, des théories sont construites dont on peut faire sans trop de scrupules deux grands groupes seulement. D'une part, les théories idéalistes qui appuient l'objectivité de la règle de droit sur l'idée de justice découverte par la raison avec la collaboration de l'intuition, — ce sont les théories du droit naturel, — de l'autre, celles du positivisme sociologique qui espèrent tirer cette objectivité de la stricte observation des faits par les rigueurs de la méthode des sciences positives. Il est entendu que cette première classification sommaire n'est que méthodique ; en réalité, toutes

1. Cf. Lalande. *Vocabulaire technique et critique de la Philosophie*, p. 525 et Supplément, p. 90-91.

2. En ce sens, on peut dire de l'ensemble du droit positif qu'il est objectif par rapport aux droits individuels qui sont subjectifs. Nous n'en retiendrons pas ici cette distinction qui prête à confusion.

ces théories présentent pour la plupart des combinaisons d'un dosage extrêmement varié entre leurs éléments ; c'est ce qui constitue d'ailleurs l'originalité de chacune. Mais nous estimons qu'on peut sans encombre les partager entre les deux catégories mentionnées plus haut, suivant qu'elles posent l'accent sur l'une ou l'autre de ces deux tendances, car nous aurons l'occasion de constater que, malgré les efforts et les espoirs de leurs auteurs, les concessions faites à droite ou à gauche n'arrivent guère à effacer les traits caractéristiques qui marquent leurs théories définitivement. Les points de départ sont trop opposés pour que des positions intermédiaires soient possibles. Nous espérons qu'un aperçu même rapide sera édificateur.

A. — *Les théories du droit naturel.*

11. — La doctrine du droit naturel constitue la réaction¹ logique et de tous les temps contre les abus du positivisme juridique formaliste qui, en droit interne, veut que la loi soit le droit parce que loi, et en droit international, la convention, soit la loi, donc le droit, uniquement parce que convention.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de présenter, même sommairement, toutes les théories sur le droit naturel et les développements auxquels elles engagent ; des ouvrages désormais classiques l'on fait avec autorité et nous engageons le lecteur à s'y rapporter². Ce que nous

1. « Il fallait une doctrine qui, ne demandant rien à Dieu, ne cédât pourtant rien aux hommes. La raison découvrit ce droit écrit dans la nature. » G. Ripert, *La Règle Morale*, 1927, p. 12.

2. V. notamment : A. Ahrens, *Cours de droit naturel*, 8^e éd., 1892 ; A. Boistel,

essayerons ici, sera d'examiner dans l'idée d'ensemble qui se dégage de ces théories, leur contribution à la question du critérium de la règle de droit. Si nous nous rapportons incidemment à l'une ou l'autre des théories particulières du droit naturel, c'est que nous les avons estimées caractéristiques pour le point en discussion.

Mais tout d'abord, une précision s'impose : le droit naturel dont nous avons à nous occuper n'est nullement ce prétendu droit de la nature que nous a légué la philosophie du XVIII^e siècle et suivant laquelle il y aurait un droit naturel immuable, déterminé par l'état de nature préexistant à l'état social. Cela fut une déformation « ad hoc » de la notion classique du droit naturel, rejeté aujourd'hui par l'ensemble de la doctrine qui revient ainsi à la conception traditionnelle, et qui se noue par Grotius et saint Thomas d'Aquin¹ à Aristote. La possibilité d'une fâcheuse confusion entre ces deux conceptions si différentes du droit naturel a déterminé certains auteurs à essayer d'autres appellations ; ainsi M. Le Fur propose entre autres, celle de droit rationnel² que nous nous

Cours de philosophie du droit, 1899 ; Leclerc. *Cours de droit naturel*, 1927-1933 ; Charmont, *La renaissance du droit naturel*, II^e éd., 1927 ; F. Geny, *Science et technique en droit privé positif*, t. II (*L'irréductible droit naturel*), 1915, t. IV (*Le conflit du droit naturel et de la loi positive*) ; M. Hauriou, *Le droit naturel et l'Allemagne* in « *Le Correspondent* », 1918 ; L. Le Fur, *La théorie du droit naturel depuis le XVII^e siècle et la doctrine moderne*, dans *Rec. des Cours de l'Acad. de Dr. internat. de La Haye*, t. XVIII, 1927 ; id. *Le droit naturel et le droit rationnel ou scientifique*, dans *Rev. de droit international* (Lapradelle), 1927 ; id. *Le fondement du droit*, d., la *Rev. « Les Lettres »*, 1925 ; A. Piot, *Droit naturel et réalisme*, 1931 ; G. Renard, *Le droit, l'ordre et la raison* (conférence d'introduction philosophique à l'étude du droit), 1927 ; G. Ripert, *Droit naturel et positivisme juridique*, in *Annales de la Faculté d'Aix*, 1918.

1. V. Martyniak, *Le Fondement objectif du droit d'après Saint Thomas*, 1931.

2. V. L. Le Fur, *La théorie du droit naturel depuis le XVI^e siècle et la doctrine moderne* (rec. des cours de l'Acad. de Dr. International de La Haye, t. XVIII).

permettons d'estimer des plus heureuse car elle traduit admirablement le propre de ce droit « conforme à la nature raisonnable de l'homme ».

12. — Qu'on l'appelle droit naturel ou rationnel, ou scientifique, droit moral comme M. Dabin¹ ou droit idéal comme M. G. Davy², il présente toujours quelques points communs dans toutes les théories contemporaines, identités qui sont dues à la manière traditionnelle de poser la doctrine du droit naturel. Elle repose sur l'idée aristotélienne et thomiste suivant laquelle l'homme, par ses facultés — sens et esprit — est capable d'une connaissance vraie des choses, la vérité étant la conformité de la connaissance à la chose connue³. Grâce à cette possibilité de connaissance, il peut saisir les lois de la conduite humaine individuelle ou sociale qu'il trouve dans la réalité dont la conscience n'est que le reflet ; cela expliquerait l'uniformité qu'on remarque entre ces lois, même quand elles sont exprimées par des consciences travaillant séparément. Dans la recherche de ces normes de conduite interviennent des principes évidents par eux-mêmes, que la raison impose, à savoir que l'homme, tout comme la société, recherche son bien, ce vers quoi il tend naturellement — conservation et progrès de son être — et évite son mal, la perte ou la diminution de son être. Cette idée de bien constituerait le fondement de toute règle juridique. Le Droit formé par ces

1927, pp. 379, 385, 393, 439, aussi *Droit individuel et Droit social*, in *Archives de Philosophie du droit*, 1931, p. 297.

1. V. J. Dabin, *La philosophie de l'ordre juridique positif*, 1929.

2. V. G. Davy, *Le droit, l'idéalisme et l'expérience*, p. 43.

3. Cf. Saint Thomas, *Somme...* I, quest. 85, art. 6, cit. par M. Réglade, *Essai sur le fondement du droit*, dans *Archives de Philosophie du Droit*, 1933, II, p. 169.

règles juridiques est le droit naturel et il a ainsi une existence objective, conséquence de la nature raisonnable de l'homme, et des conditions naturelles de la vie sociale¹. La raison, en tant qu'appliquée à découvrir le lien logique entre les circonstances de faits et la conduite à suivre, prend le nom de *justice* et le bien poursuivi par elle est le *bien commun*, milieu indispensable à la réalisation du bien particulier de chaque homme².

« Le droit naturel est cette justice elle-même, entendue non comme une sentimentalité, mais comme une réalité métaphysique démontrée par la raison » ; il est « la donnée métaphysique du droit positif, et le droit positif est la résultante de cette donnée métaphysique, conjuguée avec des données empiriques du milieu social envisagé : données historiques, économiques, psychologiques, etc... Le droit naturel est une condition d'existence du droit positif, comme la raison est une condition nécessaire de tout exercice de la pensée³. »

13. — Quant au contenu du droit naturel, M. Le Fur, reprenant une distinction qui se trouvait déjà dans les enseignements thomistes, sépare une partie qui reste invariable, le droit naturel proprement dit, qu'il ramène à trois règles fondamentales : l'obligation de respecter les engagements librement pris, l'obligation de réparer tout préjudice injustement causé et le respect de l'autorité. L'autre partie serait constituée par le droit rationnel ou scienti-

1. Cf. M. Réglade, *art. cit.*, p. 171.

2. *Ibid.*, p. 173, 175.

3. V. G. Renard, *Le droit, la logique et le bon sens* (Conférences d'introduction philosophique à l'étude du droit 1925, p. 10).

fique trouvé par la raison travaillant sur des données historiques, économiques, variables avec les besoins des sociétés auxquelles ce droit s'applique¹. Ce droit à contenu progressif est aussi le droit naturel « en perpétuel devenir » de M. Renard².

Le droit naturel serait ainsi un « ensemble de règles objectives, antérieures à la volonté de l'homme et s'imposant à elle, constatées et non créées par la raison³ ».

Il apparaît n'être au fond qu'un principe de jugements de valeur, une règle spéciale d'action, un impératif pratique, une sorte de « squelette de la moralité sur lequel viennent s'insérer et prendre appui tout un système organisé de relations fonctionnelles entre les hommes⁴ ». Et justement comme principe de jugements de valeur il exerce une influence considérable sur le droit positif; celle-ci se manifeste suivant M. Aillet⁵ d'abord par une fonction à la fois critique, politique et morale en ce sens qu'il peut être invoqué contre les abus du droit positif, de la loi injuste qui révolte la conscience.

Ensuite une fonction positive de légitimation morale du droit existant, par la loi morale, dans ce qu'elle a d'humain et d'éternel et qui « dans la conscience commune est

1. V. Le Fur : *La théorie du Droit naturel*. in Rec. de Cours de l'Acad. de Dr. internat. de La Haye, t. XVIII, 1927, p. 350 sq. et *Droit naturel et Droit rationnel* dans Rev. Droit International.

2. G. Renard, *Le droit, l'ordre et la raison* (conf. d'introduc. philosophique à l'étude du droit, 3^e série). Paris, Sirey, 1927, p. 29.

3. V. L. Le Fur, *op. cit.*, p. 354.

4. Cf. R. Hubert : *Contribution à l'étude sociologique des origines de la notion du droit naturel*, dans Archives de Phil. du droit, 1933, t. II, p. 108.

5. V. Aillet, *La signification méthodologique de l'idée du Droit naturel*, dans Archives de Philosophie du Droit, 1933, t. II, p. 34.

déjà un droit qui contrôle le droit¹ ». Une autre fonction serait celle d'inspiration et de détermination du contenu du droit, suivant la nature de l'homme telle que la raison s'appuyant sur l'expérience permet de la déterminer. Seulement, au lieu d'en appeler à une révélation métaphysique ou religieuse, c'est d'abord aux méthodes positives des sciences physiologiques, psychologiques, morales et sociales que l'on s'adresse pour déterminer les éléments permanents et les éléments variables de cette nature. Et ce n'est pas seulement suivant la nature de l'homme que cette fonction d'inspiration et de détermination du droit positif s'exerce, mais aussi suivant une nature des choses que la raison découvre s'appuyant sur les données réelles économiques et sociales.

Toutes ces influences exercées par le droit naturel représente dans l'ensemble une « double fonction de spiritualisation et d'adaptation au réel² du droit positif.

C'est une activité de « contrôle³ » qu'il développe en somme, contrôle rendu nécessaire par la nature métaphysique de l'homme en quête d'une finalité et de normes qui lui permettent de l'atteindre en repoussant ce qui contredit cette finalité. Le droit naturel a, bien entendu, toute l'autorité nécessaire pour exercer ce contrôle sur le droit positif soit comme inspireur, soit comme droit positif lui-même, parce qu'ayant une existence autonome il s'impose de lui-même à la raison en tant que conforme à la réalité de la nature traduite dans l'idée d'un ordre

1. Cf. Aillet, *art. cité*, p. 36.

2. *Ibid.*, p. 39.

3. *Ibid.*, p. 44.

naturel. De ce point de vue, son objectivité serait en principe irréprochable et on pourrait être tentés de dire que la règle de droit est celle conforme au droit naturel.

14. — Mais une difficulté survient justement lorsqu'on se demande dans quelle mesure la conformité avec le droit naturel peut constituer un critérium de la règle de droit.

Nous venons de constater que la valeur théorique du droit naturel consisterait surtout dans l'objectivité qu'il oppose grâce à son autonomie, au droit positif en tant que produit d'une volonté qui se détermine elle-même.

Il s'agit maintenant de constater, non plus l'objectivité du droit naturel telle qu'elle apparaît dans la théorie dont nous avons présenté plus haut une esquisse sommaire et sur laquelle on peut être d'accord, mais telle que les possibilités d'application pratique de cette théorie nous la montrent. Comment, par quels moyens peut-on connaître le droit naturel ?

Les sources profondes du droit naturel se trouvent dans la nature de l'homme et des choses qui font partie d'un ordre universel qui est à la fois physique et moral ; la raison, s'appuyant sur les données réelles de la nature physique, données d'expérience, arrive à la connaissance des lois scientifiques, de causalité, mais non pas à la connaissance des lois normatives pour laquelle ne suffit plus « la raison raisonnante travaillant sur les données de l'expérience¹ ».

Suivant M. Le Fur², il faut faire appel aux « sens spiri-

1. V. Le Fur, *Droit naturel et réalisme* : dans *Archives de Philosophie du droit*, 1931, p. 226-27.

2. V. Le Fur, *Le Fondement du droit*, extr. de la *Rev. Les Lettres*, p. 13 sq.

tuels de l'homme » sui sont les sens du vrai, du beau, du bien, de l'utile et surtout du juste qui les ramène tous à l'unité par la synthèse dans la notion de bien commun, déterminante pour la construction du normatif. Ces sens nous donnent directement, sans raison logique, intuitivement, les notions de beau, de bien, de juste, de même que les sens corporels nous donnent les autres sensations.

C'est ce que M. Géný appelle « forces psychologiques plus obscures (subconscience, croyance, sentiments) »¹, car il fait les mêmes distinctions dans l'activité qui conduit à la découverte du droit naturel : « d'une part interroger la raison et la conscience pour découvrir en notre nature intime les bases mêmes de la justice, d'autre part s'adresser aux phénomènes sociaux pour saisir les lois de leur harmonie et les principes d'ordre qu'ils requièrent. Telle est la double tâche à remplir : la seconde ayant sa base ferme dans ce qu'on peut appeler la nature des choses positives, représentée par l'ensemble des conditions qui forment comme l'atmosphère de la vie juridique extérieure, la première reposant sur un fond plus intime, qui échappe à l'observation et à l'expérience sensible, mais n'impose pas moins ses exigences à la réalisation pratique du droit »².

Même idée chez M. Renard lorsqu'il affirme³ que « le droit naturel est à base d'observation. D'abord l'observation de la nature humaine, telle que l'introspection nous la révèle et dans toute la complexité qu'elle y découvre.

1. V. F. Géný, *Science et technique*, t. II, p. 360 sq.

2. Cf. F. Géný, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, 1899, p. 472.

3. V. E. Renard, *Le droit, l'ordre et la raison* (conf. d'introduct. philosoph. à l'étude du droit, 1927, p. 234).

Et puis l'observation sociale telle qu'en usent les tenants du droit comparé et les sociologues eux-mêmes : *celle-ci se faisant l'auxiliaire de celle-là*¹ mais les données de l'observation doivent être traitées par la raison ».

15. — Or, nous voilà arrivés au point touchant notre problème d'extrêmement près.

Tant qu'on se trouve sur le terrain ferme des données réelles de la nature physique et des jugements de réalité on est dans la plus parfaite objectivité, car les lois de causalité obtenues grâce aux rigueurs des méthodes positives sont synonymiques, c'est-à-dire valables pour tout autre esprit. Mais lorsqu'on s'engage sur le plan incliné des « sens spirituels », « forces psychologiques plus obscures (subconscient, croyances, sentiment) » ou simplement de l'« introspection » que la découverte du droit naturel nécessite, on finit par s'éloigner de l'objectivité et, de jugement de valeur en jugement de valeur, on peut choir dans les plus subjectives des considérations esthétiques.

Nous savons bien que la théorie du droit naturel, en prévision de ces objections, nous assure au préalable qu'étant donnée la nature de l'homme, qui par postulat est identique², tous ces sens spirituels, sentiments découverts par l'introspection, ne peuvent être qu'identiques à leur tour et les conclusions qu'ils inspirent, communes à tous les êtres pensants. Seulement, une distinction s'impose et il nous semble que les théoriciens du droit naturel la négligent : la nature humaine est identique, nous l'ad-

1. C'est nous qui soulignons.

2. « La notion traditionnelle du Droit naturel repose sur l'observation du fonds commun par lequel tous les milieux historiques se relient les uns aux autres », dit M. Georges Renard, *La théorie de l'Institution*, 1930, p. 391, n° 1.

mettons bien, mais l'instrument pensant, raison et sens spirituels compris, s'il est identique en son principe, il est aussi infiniment varié dans ses réalisations, différencié par son évolution. Sans aller chercher dans les exemples plus frappants, il faut admettre qu'entre individus appartenant à une même civilisation et bénéficiant d'un même degré de développement de leurs facultés intellectuelles il y aura toujours de grosses différences de *sensibilité* qui feront que le produit de l'introspection soit très varié avec chaque individu. On nous répondra encore que l'activité de ces sens spirituels n'est pas absolument libre de s'aventurer au delà des limites que la raison et les données de l'expérience le lui permettent¹; mais on voudrait bien savoir où se trouvent et par quoi sont indiquées ces limites ? A quel moment les « forces psychologiques plus obscures » doivent faire marche-arrière pour ne pas nous entraîner dans les abîmes de la fantaisie. Lorsqu'on affirme, guidé par les sens spirituels travaillant sur des données d'expérience, que telle règle est de droit naturel, qu'est-ce qui peut confirmer cette assertion. La conformité avec l'opinion d'une majorité triomphant par le nombre, ou d'une minorité s'imposant par son infaillibilité ? Deux solutions que les idées qui se trouvent à la base du droit naturel repoussent *de plano*. Serait-ce plutôt la conformité avec une conception philosophique, une certaine métaphysique qu'il faut accepter au préalable si l'on veut avoir l'intel-

1. « L'idée d'une *vraie nature des choses* est peut-être l'illusion éternelle du juriste, comme de l'artiste et du savant; mais c'est une illusion féconde qui conduit à brider la fantaisie et à serrer de plus près la réalité. » V. Aillet, *La signification méthodologique de l'idée de Droit naturel*, dans *Archives de Philosophie du droit*, 1933, t. II, p. 41.

gence du droit naturel ? Dans ce cas, l'objectivité du droit naturel ne serait que syndoxique, n'existerait que pour ceux qui sont d'accord avec cette métaphysique en tant que capables d'expériences psychologiques semblables ; les autres, étant considérés dans l'erreur, faisant fausse route, devant être convertis, peut-être. Et, avec M. Ripert, de se demander « Quels arguments va-t-on donner à ceux qui ne sont ni théistes, ni spiritualistes ? Comment les forcer à admettre cet irréductible droit naturel, que seule l'intuition révèle¹ ? » Ici apparaît très nettement la caractéristique du droit naturel : doctrine d'*action* et non pas théorie de *connaissance*.

Ces doctrines étant essentiellement actives, « elles n'attachent guère de prix à leur dialectique et... en toute hypothèse, celle-ci se pliera aux exigences du but puisqu'elle n'existe que pour lui. Voilà pourquoi, elles adoptent incontinent le style à la mode, passent de la théologie à la métaphysique, et de celle-ci à la science. Voilà pourquoi encore elles s'embarrassent peu des arguments... pour s'en tenir, avec amour aux développements normatifs² ».

16. — La théorie du droit naturel voulant donner à l'ordre normatif qu'elle crée un surplus de prestige par une apparence d'objectivité, a essayé de combiner les jugements de valeur qui se trouvent à la base de cet ordre normatif avec des jugements de réalité³. Or, il arrive, ainsi

1. V. G. Ripert. *Droit naturel et positivismes juridiques*, dans *Annales de la Faculté d'Aix*, 1918, p. 23.

2. V. J. P. Haesaert, *Fondement du Droit naturel*, dans *Arch. de Phil. du droit*, 1933, t. II, p. 218.

3. V. G. Gurvitch, *Une philosophie antinomique du droit : Gustave Radbruch*, dans *Arch. de Phil. du Droit*, 1932, p. 553.

que le constatait avec beaucoup de raison M. Gurvitch dans une autre occasion, que « les jugements de valeur et les jugements de réalité sont infiniment plus opposés que ne le sont la réalité et les valeurs elles-mêmes¹ ». Il en résulte qu'il n'y a pas de fusion possible entre ces deux sortes de jugements. Le moindre jugement de valeur introduit dans le plus solide système de jugements de réalité anéantit complètement leur objectivité ; la nature interprétée cesse d'être la nature pour n'être que l'interprétation. Erreur de méthode dont le droit naturel se ressent. Si les affirmations du droit naturel ne peuvent être appuyées en fin de compte que sur la constatation peu concluante que « le cœur a des raisons que la raison ne connaît pas² » et puisque le cœur joue un si grand rôle dans cet ordre de choses, on peut s'inscrire en faux toutes les fois que le droit naturel se réclame d'une parfaite objectivité.

Le droit naturel en tant qu'instrument d'action sur la société et son droit positif, est un instrument admirable du point de vue pratique, mais vulnérable du point de vue critique puisqu'il laisse des questions sans réponse satisfaisante pour la logique.

« Toutes les fois que l'on a eu l'illusion de dégager du droit naturel des directions plus nettes, ces directions ont été en réalité suggérées par un parti pris religieux ou métaphysique, devenu une habitude de notre pensée.

1. Sur jugements de valeur et jugements de réalité, v. : Höffding, *La pensée humaine*, 1911 ; Baldwin, *La pensée et les choses*, 1908 ; Durkheim, *Les jugements de valeur et les jugements de réalité*, in *Rev. de métaphysique et de Morale*, 1911 ; Goblot, *La logique des jugements de valeur*, 1927 ; Bouglé, *Leçons de Sociologie sur l'évolution des valeurs*, 1929.

2. V. L. Le Fur, *Droit naturel et réalisme*, dans *Archives de philosophie du droit*, 1931, p. 227.

L'habitude étant une seconde nature, ainsi s'explique la confusion¹. »

Il nous sera donc bien difficile de trouver un critérium objectif pour la règle de droit dans sa conformité avec le droit naturel, le contenu de ce droit étant obtenu par des méthodes qui, d'un côté, ne nous garantissent que très relativement cette objectivité et de l'autre, entretient une confusion entre la morale et le droit, qui prête beaucoup à la critique².

Dire d'une règle quelconque, qu'elle est règle de droit parce que conforme au droit naturel, ce serait aller un peu loin et un peu vite. La conformité avec le droit naturel n'est rien autre que la conformité avec un système de valeurs à la base duquel se trouve le bien, le juste, valeurs supérieures, l'on veut bien, mais qui en tant que valeurs, ne peuvent pas s'imposer autrement que grâce à une adhésion arrationnelle. Le bien est bien, parce qu'il est bien, comme le juste, comme le beau, comme toute autre valeur, et reste essentiellement subjectif parce que indémontrable. Et alors, pour ceux dont les notions de bien et de juste se trouvent être sensiblement différentes par rapport aux autres membres d'une collectivité, y aura-t-il d'autres règles de droit, ou pas de règles de droit du tout, suivant l'ampleur de ces différences ?

Sans vouloir diminuer par là les vertus de la doctrine que nous venons d'examiner et que nous avons soulignées plus haut, il nous semble pourtant qu'on ne peut conclure

1. V. P. Cuche, *Conférence de philosophie du droit*, 1923, p. 32.

2. V. les observations récentes de M. N. Politis dans son article sur « *Les influences de la doctrine de L. Duguit sur le développement du Droit international* », dans *Arch. de Philos. du Droit*, 1932, p. 79 et 80.

que par la négative à la question de savoir si elle est en état de nous offrir un critérium objectif de la règle de droit. La doctrine du droit naturel est une doctrine active, normative, d'une grande importance dans la vie du droit positif, mais ne présente qu'une valeur toute relative au point de vue critique ; elle affirme, mais ne démontre pas. Cela peut suffire amplement pour l'action, mais non pour la connaissance. La notion de règle de droit qui se dégage de la théorie du droit naturel est loin de pouvoir constituer un point de ralliement et la lutte engagée entre ses partisans et adversaires en est la preuve éclatante.

B. — *Les théories sociologiques du droit.*

17. — Si la doctrine du droit naturel fut la réaction depuis toujours de l'idéalisme contre le formalisme du positivisme juridique, les théories sociologiques du droit constituent à leur tour une double réaction contre les deux premières manières d'envisager le droit. A toutes les deux, elles reprochent leur artificialité, leur manque d'objectivité et leur oppose sa positivité scientifique. Des solutions proposées, hâtons-nous de le dire, il ne résulta qu'un troisième terme dans un problème déjà assez embrouillé.

Les vues de l'École Sociologique française, sa méthode positive et les perspectives attrayantes qu'elle ouvrait aux recherches sur le problème moral, ne pouvaient pas ne pas tenter les juristes soucieux de se tenir sur un terrain plus ferme à la fois que celui du droit naturel et celui du positivisme juridique classique.

Avec l'apparition des Règles de la Méthode Sociolo-

gique de M. Durkheim, la sociologie, considérant les faits sociaux comme des choses¹, pouvait aspirer à se constituer en véritable science positive dont le but sera de dégager par l'observation des éléments généraux, les types sociaux et des relations constantes, les lois. Donc, indépendance vis-à-vis de toute philosophie, par l'écartement des grandes hypothèses génératrices de division dans les spéculations métaphysiques, à la base de cette méthode ne se trouvant que le principe de causalité posé non comme une nécessité rationnelle, mais comme postulat empirique, produit d'une induction légitime, tel qu'il l'a été dans le monde physique.

Dans ces conditions, la méthode sociologique apparaît parfaitement objective, et la *connaissance* des faits sociaux pleinement assurée par son emploi rigoureux. Pouvoir se débarrasser des fondements théologiques et métaphysiques de la morale, la constituer comme science positive en la considérant comme tout autre produit de la nature des choses, soumis à ses propres lois, réalité qu'on peut connaître et expliquer en tant que donnée extérieure, tel fut un des buts qu'on espérait atteindre par cette méthode. « Une morale, même quand elle veut être théorique, est toujours normative, et précisément parce qu'elle est toujours normative, elle n'est jamais vraiment théorique », dit M. Lévy-Bruhl². Par conséquent, la seule morale théorique possible est la science des mœurs qui, forcément, ne sera pas normative. Mais de cela, il ne s'ensuit pas que la science de la morale reste sans application pratique. Sur toute

1. V. Durkheim, *Règles de la méthode sociologique*, p. 20 sq.

2. V. Lévy-Bruhl, *La morale et la science des mœurs*, p. 12.

science peut se fonder une technique, un art rationnel ; sur la science de la morale pourra bien se fonder l'art rationnel de la conduite capable d'améliorer la morale, le droit. Ainsi, M. Durkheim, tout en reconnaissant qu'il « ne peut être question d'assigner à une société des fins qu'elle ne voudrait d'aucune manière, dont elle n'aurait aucune idée, dont elle ne sentirait aucun besoin ¹ » admet que « nous pourrons par la science anticiper les variations qui sont en train de se produire et que réclame un nouvel ordre des choses ; nous pourrions ainsi les prévoir, et les prévoyant, les vouloir par avance ² ». Et pour déterminer ce *vouloir* pour lui donner un motif, il fait appel à la distinction du *normal* et du *pathologique* car, pour les sociétés comme pour les individus, la santé est bonne et désirable, la maladie au contraire est la chose mauvaise qui doit être évitée ³.

18. — Mais, si la position de la science des mœurs en tant que « connaissance » est inébranlable, parfaitement objective, les conceptions d'une technique, d'un art moral rationnel apparaissent beaucoup moins solides. Nous rencontrerons ici des difficultés aussi grandes que celles présentées par le droit naturel, et le problème paraît tout aussi insoluble ; là, nous étions en présence d'une parfaite normativité, mais dont les fondements théoriques fléchissaient ; ici, nous avons affaire à une méthode théoriquement irréprochable, mais qui conduit à une normativité qui l'est moins.

1. V. Durkheim, *Année Sociologique*, X^e année, p. 368.

2. Cf. Durkheim, *Division du travail social*, p. 40.

3. Cf. Durkheim, *Règles de la méthode sociologique*, chap. III (le normal étant caractérisé extérieurement par la généralité et le pathologique par l'accidentel).

La morale, les sociologues l'expliquent par ses causes, mais ils ne la justifient pas ; bien plus, ils la montrent injustifiable comme issue en partie de conditions historiques périmées, souvent irrationnelles pour nous aujourd'hui. Mais on peut se demander alors, si la morale dans ces conditions répond encore à nos besoins spirituels, à tout ce que ces besoins présentent d'idéal, et aussi, si elle ne diminue la force du sentiment moral¹. L'art rationnel de M. Lévy-Bruhl peut nous indiquer les meilleurs moyens pour atteindre nos fins, mais quant à ces fins, il ne nous les donne pas ou presque pas. « La science, en nous apprenant à discerner ce qui est possible pour nous de ce qui ne l'est pas, fera apparaître en même temps quelles fins il est raisonnable de poursuivre². »

Et puis « libre à la métaphysique — dit toujours M. Lévy-Bruhl — ou si l'on me permet le mot, à la métamorale, de s'attacher aux problèmes de la destinée de l'homme, du souverain bien, etc., et de continuer d'y appliquer la méthode traditionnelle³ ».

Donc, d'un côté, M. Lévy-Bruhl semblant laisser la recherche des fins à la charge de la méthode traditionnelle, retient pour l'art moral rationnel le soin de choisir entre elles celles capables « d'améliorer » la moralité ; de l'autre, M. Durkheim, proposant la distinction du normal et du pathologique, voyait là une possibilité de trouver des finalités. Mais dans les deux cas, nous constatons que le problème des fins ne reçoit pas de solution, car choisir entre des

1. Cf. D. Parodi, *Le Problème moral et la pensée contemporaine*, 3^e éd., 1933, p. 40.

2. Cf. L. Lévy-Bruhl, in *Revue Philosophique*, juillet 1906, p. 13.

3. *Ibid.*, p. 14.

fins ceux qui peuvent « améliorer » la morale ou distinguer le « normal », parmi les faits sociaux, cela suppose déjà des fins préexistantes par rapport auxquelles ces discriminations puissent être faites. D'ailleurs, M. Durkheim a relevé lui-même ces objections : « Mais alors, dira-t-on, la réalisation du type normal n'est pas l'objectif le plus élevé qu'on puisse se proposer ; et pour le dépasser, il faut aussi dépasser la science¹ ». Et la vérité est que tout le système se dirige en fin de compte vers un rationalisme² qui nous mène bien loin de la science des mœurs, simple connaissance, sans préoccupation d'action, théorique et non normative.

Ce fut peut-être le grand tort des maîtres éminents de la sociologie de se laisser entraîner vers une contradiction logique en tentant de démontrer l'utilité pratique de la sociologie en tant que science. Ils ont été amenés à confondre par la suite, la si importante distinction qu'ils venaient de faire au début entre le théorique et le normatif, et qui leur permit de constituer la sociologie en science véritable. De cela se ressentirent aussi les juristes qui, sous leur influence, ont adopté ces points de vue et appliqué ces méthodes à la recherche du droit objectif.

19. — Ainsi, le doyen Duguit³, par exemple, du « fait » de la solidarité sociale, de l'interdépendance qui oblige les hommes de vivre en société, fait exclusivement d'observation, déduit le caractère obligatoire de la règle de droit,

1. Durkheim, *Les Règles de la Méthode Sociologique*, p. 80 (note).

2. V. Parodi, *op. cit.*, p. 65 sq. et F. Génys, *Science et Technique*, t. II, p. 151.

3. V. Duguit, *l'État, le droit objectif et la loi positive*, 1901 ; *Traité de Droit Constitutionnel*, 3^e éd., 1928 ; *Le droit social, le droit individuel et la Transformation de l'État*, 1911 ; *Transformations du Droit public*, 1913.

et du sentiment que la masse des individus a de cette socialité il déduit la sanction, en tant que manifestation de contrainte matérielle. « Il ne faut pas dire que la règle sociale est devenue norme juridique au moment où l'État, les gouvernants l'ont reconnue, constatée, formulée et sanctionnée, mais bien au moment où la masse des esprits ont eu la conscience plus ou moins nette, mais certaines, que les gouvernants devaient normalement et régulièrement intervenir pour imposer le respect de cette règle¹ ». Si plus tard² il ajoute au sentiment de socialité le sentiment de justice auquel la sanction doit être conforme, cela ne raffermirait pas beaucoup la position déjà prise. Il reste toujours qu'à l'origine de la règle de droit objectif se trouvent des faits sociaux traduits par les sentiments de socialité et de justice manifestés dans la plus grande masse des consciences individuelles. Mais ici, deux objections s'imposent et la critique n'a pas tardé de les soulever ; d'abord, ces sentiments même régis par la société entière, ne restent pas moins des manifestations individuelles, infiniment variables, ce qui introduit un élément subjectif nuisible à l'objectivité de la règle de droit. Ensuite, ces sentiments manifestés sont des faits eux-mêmes ; ils peuvent très bien expliquer le mécanisme de la règle de droit, sa causalité, mais ne peuvent pas fournir la règle même qui est règle de but, norme, et implique une finalité. « Du simple fait, il est impossible

1. V. Duguit, *Traité de Droit Constitutionnel*, 3^e éd., t. I, p. 112.

2. Ce n'est qu'à la 2^e éd. de son *Traité* (1920) que M. Duguit a introduit le « sentiment de justice », tel que la masse des consciences individuelles le conçoit, comme générateur de jugements de valeur nécessaire à la normativité ; V. M. Réglade, *La théorie générale du droit dans l'œuvre de L. Duguit*, in *Archives de Philosophie du Droit*, 1932, p. 34 sq. ; v. aussi G. Renard, *Autour des idées de M. Duguit*, broch. Sirey, 1923.

de faire sortir le devoir ; comme le remarque Bergson après Henri Poincaré, la science constate et ne commande pas ¹. »

Pourtant M. Scelle ² va encore plus loin que le doyen Duguit dont il est l'un des éminents disciples. La solidarité exerce sur l'homme une contrainte biologique et la loi sociale, la règle de droit ne sont à l'origine que simplement des lois biologiques. Mais, comme il admet aussi que les règles de droit, sont en même temps des lois de buts, des normes, en tant qu'actes volontaires, il ne voit là aucune incompatibilité. « Une loi physique ou chimique, dit-il, ne cesse pas d'être une loi physique ou chimique, à partir du moment où ayant été constatée, elle est utilisée dans un but déterminé³. » Et plus loin : « Les normes de conduite humaine peuvent parfaitement être déterminées par l'observation des règles biologiques de la vie de l'individu et de la vie des groupes. La médecine est certainement une science d'observation et, pourtant, la prescription d'un médecin est une norme⁴ ». Mais à cela, on peut objecter de même que lorsque cet argument a été présenté par M. Lévy-Bruhl⁵, à savoir que le médecin se propose au préalable une fin, la santé physique qui n'est plus objet de contestation et du moment qu'il tient ainsi le *normal*, ses prescriptions peuvent être des *normes*. Mais pour la

1. V. Le Fur, *Le fondement du droit dans la doctrine de L. Duguit*, in Arch. de Phil. du Droit, 1932, p. 195 sq. ; G. Davy, *Le problème de l'obligation chez Duguit et Kelsen*, in Arch. de Phil. du Droit, 1933, p. 10 sq. ; M. Réglade, *Essai sur le fondement du droit*, in Arch. de Philos. du Droit, 1933, t. II, p. 166.

2. G. Scelle, *Précis de Droit des Gens*, 1932, p. 2 sq. ; id. *La doctrine de L. Duguit et les fondements du droit des gens*, in Arch. de Phil. du Droit, 1932, p. 102 sq. ; v. aussi M. Réglade, *Essai sur le fondement du droit*, in Arch. de Phil. du Droit, 1932, t. II, p. 166.

3. V. G. Scelle, *art. cit.*, p. 102.

4. *Ibid.*, p. 104.

5. V. D. Parodi, *Le problème moral et la pensée contemporaine*, p. 44.

norme de conduite humaine, ce « normal » ne peut pas être donné par la loi biologique, car celle-ci ignore tout ce qui est aspiration, idéal, voire fantaisie dans la conduite de l'homme, et qui pourtant entrent en ligne de compte. M. Scelle d'ailleurs, reconnaît le rôle important que jouent ces sentiments d'utilité ou de justice dans les possibilités d'application des règles sociales et il en fait les « éléments secondaires ¹ » de la règle de droit ; mais comme il estime « impossible de dire *a priori* que des règles normatives en opposition avec la conscience collective et le sentiment de justice dominant dans une société déterminée, soient par cela même contraires au droit objectif » ; et comme il ajoute un peu plus loin que « le droit positif est censé traduire la nécessité sociale jusqu'à preuve du contraire, c'est une hypothèse nécessaire, *mais ce n'est qu'une hypothèse* ² », il s'ensuit une conception du droit positif très radicale. Le droit objectif peut se trouver en même temps en contradiction avec la conscience collective et avec le droit positif, ce qui est évidemment possible étant donné qu'« il se peut parfaitement que la norme sociale scientifique soit l'œuvre d'une infime minorité d'observateurs sociaux ». Et dans cette situation de normativités contradictoires, si des réajustements n'interviennent pas de la part de la conscience collective ou de l'autorité étatique, de violents rétablissements d'équilibre en faveur du droit objectif se produisent : la révolution pour le milieu étatique, la guerre pour le milieu interétatique ³. Mais alors, on peut se demander

1. V. G. Scelle, *art. cit.*, p. 105.

2. Souligné dans le texte.

3. Cf. G. Scelle, *art. cit.*, p. 106.

qu'est-ce qui peut déterminer la conscience collective ou l'autorité constituée à procéder aux réajustements nécessaires puisqu'il peut arriver que toutes deux ignorent la norme sociale scientifique ; et même, si elles en ont connaissance, quel sera le motif déterminant ? Un instinct de conservation sociale, ou une autre norme supérieure qu'on ne nous indique nulle part ? « L'observation à elle seule est manifestement impuissante à établir que l'interdépendance sociale soit *bonne en soi*. Et, supposé acquis ce point, comment en induire, sans l'assistance d'un principe moral supérieur, que pareil bien doive être poursuivi » ? nous dit M. Gén^y¹.

C'est l'opposition habituelle du droit et du fait, de l'idéal et du réel que la critique invoque toujours contre le réalisme qui inspire les sociologues comme Durkheim et Lévy-Bruhl, ou les juristes comme Duguit et ses disciples, creusant ainsi un fossé chaque fois plus profond entre les doctrines philosophiques et les doctrines positives du droit. A cela, un seul remède, nous dit M. Davy : retourner à la sociologie et à son postulat : « l'existence d'une réalité, d'une conscience, d'une volonté collective distincte de la réalité, de la conscience et de la volonté individuelle. D'où l'on tire : 1^o que, distincte de l'individuelle, cette réalité collective n'en a plus la subjectivité, mais est au contraire objectivement observable ; 2^o qu'extérieure et supérieure à l'individuelle, mais pourtant donnée comme elle dans l'expérience, la conscience collective peut apparaître à l'individu, comme le foyer donné et observable de son

1. F. Gén^y, *Science et technique*, T. II ; p. 251-252.

idéal¹ ». Mais recourir à la conscience collective n'est pas pour résoudre le problème. Si la conscience collective a une existence distincte² des consciences individuelles, elle ne peut être constatée que dans ses manifestations sociales, simple faits ; et si elle ne se constate que dans l'individu³ dont elle modifie la propre conscience, cela se pourra dans des degrés variables pour chaque individu et se traduira par autant de consciences subjectivement différentes.

20. — Dès lors, nous sommes obligés de constater que les méthodes positives, sociologiques et juridiques, n'offrent non plus un critérium complet de la règle de droit. D'une part, la loi sociologique à l'indicatif (causalité) ne peut pas nous donner la norme puisque, logiquement, elle manque de finalité ; d'autre part, la norme sociologique à l'impératif, par la manière dont elle introduit la finalité (primauté du « normal » pour M. Durkheim, conformité avec la « masse des consciences individuelles » pour M. Duguit, ou avec la « conscience collective » pour M. Davy) ne présente pas, à notre avis, une objectivité suffisante ; ni le « normal » ni le « sentiment de la socialité et de la justice » ne nous semblent être autre chose que des fins secondaires dont on ne peut avoir l'intelligence que

1. V. G. Davy, *Le droit, l'idéalisme et l'expérience*, p. 100.

2. « Personne n'a jamais pu saisir en quoi consistait cette conscience collective ; les sociologues mêmes de l'école de Durkheim, quand on les pousse dans leurs derniers retranchements, hésitent à proclamer sa complète autonomie ; lorsque tous les autres abandonnent de plus en plus cette conception (L. Le Fur, *Droit individuel et droit social*, in Arch. de Phil. du Droit 1931, p. 304.

3. V. « G. Davy, *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui*, 1931, p. 192 : « Ce qui est ainsi réalisé au-dessus des individus, ce n'est pas la société sujet collectif opposé au sujet individuel, c'est plutôt l'idée de la société, idéal collectif s'incarnant dans des individus dont une raison supérieure à assimiler les désirs et les vouloir... » (cité par M. Le Fur, *art. cit.*, p. 305).

par rapport à des fins supérieures qu'on ne nous indique pas.

Quant à la « conscience collective », on voudrait bien savoir ce que c'est au juste et où peut-on la trouver sinon dans les consciences individuelles qui ne peuvent être que sociales (donc collectives) par leur formation — l'homme isolé étant une chimère — et individuelles par leur manifestation.

La prétention de fonder le droit sur des données purement scientifiques est antiscientifique d'après la conception même que le positivisme sociologique se fait de la science, et les postulats métaphysiques introduits en fin de compte dans ces théories y font d'autant plus triste figure que c'était bien contre eux qu'on était parti en guerre¹.

On ne peut s'empêcher de constater avec M. Davy « combien n'est-il pas difficile de rendre compte scientifiquement de ces jugements de valeur sans lesquels il n'y aurait pas plus de droit que de morale et qu'il faut pourtant arriver à fonder autrement que dans la subjectivité d'une conscience individuelle, même d'élite, qui les émettrait² ! » Et si en examinant ces doctrines du droit objectif, nous avons pu avoir l'impression que ce problème est insoluble, ne faut-il pas voir là plutôt une manière défectueuse de le poser, une mauvaise méthode ? Une révision des données du problème s'impose avant de décider de son insolubilité.

1. M. Duguit, par exemple, dans la préface du *Traité du Droit Constitutionnel*, 3^e éd., se propose de constater les faits, n'affirmer comme vrai que ce que l'on constate par l'observation directe et bannir du domaine juridique tous les concepts de croyances métaphysiques ou religieuses, qui prêtent à des développements littéraires, mais qui n'ont rien de scientifique (p. xv). Cela n'a pas empêché ses critiques de le présenter avec beaucoup de raison comme « un moraliste tout de même, et surtout ». V. M. Waline, *Les idées maitresses de deux grands publicistes français; Léon Duguit et Maurice Hanriou*. Année Politique française et étrangère, 1928, pp. 387 sq.

2. G. Davy, *Le droit, l'idéalisme et l'expérience*, p. 52.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE L'OBJECTIVITÉ DANS L'ORDRE NORMATIF JURIDIQUE ET SA MÉTHODE

21. — Les efforts doctrinaux pour la construction théorique du droit objectif auxquels nous venons d'assister, tout méritoires qu'ils soient, ne nous laissent pourtant pas l'impression d'avoir abouti. La notion de règle de droit à laquelle on arrive n'est pas utilisable pour ce que nous nous sommes proposé au début de nos recherches. La tâche poursuivie par les théories examinées plus haut était celle d'assurer l'objectivité de cet ordre normatif et de ses fins nécessaires par une participation aussi large, aussi complète que possible des données de la réalité, données d'expérience ; prétention tout à fait légitime devant la perspective de se voir réduit ou au théologisme ou au formalisme creux du positivisme juridique, auxquels on voulait justement échapper.

Et pourtant, il nous semble que la faiblesse des constructions tient précisément dans cet alliage qu'on essaye de réaliser. Dans les doctrines du droit objectif de tendance idéaliste comme la théorie du droit naturel, nous avons

constaté un solide point de vue normatif, mais qui n'est obtenu que grâce à une participation très réduite des données d'expérience, l'accent étant posé sur l'intuition ; dans celles de tendance positive, exprimée par les théories d'inspiration sociologique, nous étions en présence d'une large contribution de données d'expérience, produits d'induction, mais aussi, et pour cause, d'une bien discutable normativité. Le reproche qu'on pourrait leur faire serait en un mot, que le *droit objectif* de la théorie du droit naturel n'est pas assez *objectif* et celui des théories sociologiques n'est pas suffisamment *droit*, déficience du critique d'une part, du normatif de l'autre.

Y aurait-il peut-être antinomie entre les notions de droit et d'objectif ? Peut-on bien concevoir des règles de droit s'imposant comme *universellement valables*¹ (qu'elles soient ou non reconnues pour telles au moment où l'on parle) ? C'est le sens même du mot objectif². Mais la notion de droit objectif appartient à l'ordre normatif, l'objectivité du droit ne pouvant être appréciée que par rapport à un sujet conscient, donc ne pouvant être constatée que par un jugement de valeur. Dès lors, comment veut-on obtenir un surplus d'objectivité en appelant aux données d'expérience qui se constatent par des jugements de réalité ? En quoi un jugement de réalité peut-il justifier un jugement de valeur, puisque les jugements de valeur ne se justifient pas, se confessent !

Il nous semble qu'il y a impossibilité totale de combiner

1. Bien entendu, *théoriquement valables* et non pas *pratiquement applicables*, ce qui est tout différent et dont la confusion constituerait ici une source de graves erreurs.

2. Cf. A. Lalande, *Vocabulaire de la Philosophie*, p. 530.

les données de la science positive avec le normatif en vue d'obtenir d'une façon *immédiate*, comme résultat, une modification du normatif ou l'accroissement de son objectivité. D'abord parce que tout théorique positif introduit dans le normatif cesse d'être positif¹; comme nous l'avons déjà dit, la nature interprétée cesse d'être nature pour ne rester qu'interprétation. Ensuite, parce que ces deux éléments sont d'ordre différents, voire opposés; le positif est à l'indicatif; sa matière, ce sont les faits, son instrument le jugement de réalité, sa méthode l'induction, son résultat la loi naturelle, la connaissance; le normatif est à l'impératif, sa matière ce sont les valeurs, son instrument le jugement de valeur, sa méthode l'intuition, son résultat, la règle, l'action. Or, suivant M. Kantorowicz cité par M. Haesaert² « l'exactitude objective peut bien exister dans le domaine de la connaissance, non dans celui du sentir, du vouloir, du devoir : il y a des vérités en soi, mais des valeurs pour moi, pour nous, pour vous, bref pour des individus ou des collectivités données ». Et M. Haesaert ajoute : « S'il est exact qu'il n'y a pas dans la conduite sociale des hommes une norme objective, des ordonnancements nécessaires, dont la connaissance rédigée en formules constituerait le droit exact, comme le déterminisme des phénomènes naturels s'est traduit en lois scientifiques, s'il est constant que notre comportement dépend de l'ordre

1. Nous donnons ici au mot *positif* le sens usité en sociologie, c'est-à-dire « au point de vue de la connaissance: ce qui est donné, présent à titre de fait par expérience, alors même qu'on n'en connaît pas la raison d'être ». Cf. A. Lalande, *Vocabulaire*, p. 596 sq.

2. V. J. P. Haesaert, *Fondement du droit naturel*, in *Archives de Philosophie du droit*, 1933, t. II: p. 222.

des valeurs — il faut accepter ce fait, et en tirer cette conséquence : c'est notre idéal particulier que nous confrontons avec le droit positif et qui nous servira de critère. Le débat doit se transporter dans le domaine subjectif ¹ ». Et, si d'autre part, la science positive est incapable de nous fournir à elle seule un normatif quelconque, faut-il en conclure que l'objectivité du droit est une chimère ? La réponse dépend de la manière dont on pose la question.

Nous avons vu que la notion d'objectif est une représentation de droit, non de fait ; donc un peut considérer une règle de droit comme objective, c'est-à-dire valable pour tous les esprits, mais cette objectivité est pure normativité : valable parce que nous la considérons telle, comme évidente, et cette évidence est le produit d'un accord sur des postulats de finalité. Mais si on se demande s'il existe des règles de droit objectives, valables pour tous les esprits comme conséquence d'un accord entre des jugements de réalité, la réponse ne peut être que négative. On peut constater l'existence, en fait, des règles de droit considérées valables pour tous les esprits, donc objectives, mais ce n'est pas cette constatation de fait qui leur accorde l'objectivité ou qui puisse l'accroître d'une façon immédiate.

Cela ne veut pas dire qu'entre le théorique et le normatif, entre l'indicatif et l'impératif, il n'y a aucune influence possible. Si « entre eux ne passe pas de route ¹ », comme on dit, cela doit être entendu : pas de route immédiate, directe. Mais nous reconnaissons toutefois sur le plan moral une influence de la science positive sur le normatif, seulement,

1. *Ibid*, p. 210.

cette influence ne peut être que médiate, dans le temps. Le progrès de notre connaissance positive modifie sans cesse nos jugements de valeur, donc notre finalité, mais l'opération ne se passe pas dans notre conscient ; c'est pourquoi lorsqu'une pareille fin modifiée, transformée, nous revient dans le conscient, nous paraît donnée, évidente, s'imposant d'elle-même, mais toujours comme un produit arationnel, donc sans possibilité pour nous de remarquer cette modification que seule l'observation de l'évolution des normes dans le temps peut nous révéler.

Devant l'impossibilité d'une intervention immédiate de l'indicatif de la science, faut-il se résigner à regarder le normatif comme inspiré seulement par l'instinct qui, chez l'homme, est tellement réduit au profit de la raison raisonnante, et cette raison ne pouvant intervenir efficacement d'aucune manière ? Un normatif condamné à être éternellement aveugle, tâtonnant, voué à toutes les expériences douloureuses ? Telle n'est pas notre impression et nous croyons qu'en changeant de méthode, une solution pourrait être envisagée.

22. — Puisque dans le domaine moral il semble impossible de combiner d'aucune manière et en aucun dosage le théorique (à l'indicatif) et le normatif (à l'impératif) pour des incompatibilités dont nous avons pu apprécier l'importance, n'essayons plus pareille expérience. Considérons ces deux disciplines séparément : d'un côté la science positive, de l'autre les disciplines normatives.

L'observation nous révèle deux sortes de constatations possibles pour la conscience : les unes, formulées exclusivement à l'indicatif (ce qui est, a été ou sera) constatant

des existences et répondant à la question « comment », sont exprimées par les jugements de réalité ; elles constituent ce qu'on appelle généralement la conscience psychologique et conduisent uniquement à la connaissance. Les autres résultent des préférences (valeurs) que l'esprit humain, par une faculté qui lui est propre, établit entre les produits de la conscience psychologique et s'expriment par des jugements de valeur ; en répondant à la question « pourquoi » elles indiquent en même temps le motif de ces préférences et prennent en fin de compte la forme impérative comme une conséquence logique de leur construction. Elles constituent la conscience morale et ne visent que l'action. Mais, c'est toujours l'observation des faits qui l'indique, cette distinction entre la conscience psychologique et la conscience morale n'est que théorique, dans la vie pratique les deux sortes de constatations de la conscience ne se trouvant jamais séparées, bien du contraire, le plus souvent confondues et s'influencent réciproquement. C'est ce qui explique toute la complexité des états psychologiques.

La connaissance basée seulement sur des jugements de réalité est une connaissance scientifique qui tend à établir des ressemblances ou dissemblances (classification) ou des séries régulières de phénomènes (lois naturelles — lois statistiques régissant des ensembles de phénomènes individuellement indéterminés — grands nombres, etc.) et constitue la science. La connaissance basée sur les jugements de valeur tend à établir des normes, des règles, une connaissance au sens large, en vue d'action, et constitue la technique, l'art. « La science est pour le savoir et l'art

pour le pouvoir ; la science pour la connaissance, et l'art pour la volonté et pour l'action. La science cherche, constate, décrit, explique, rend compte, figure... voilà le point de vue de la causalité ; l'art en toutes ses variétés, est une puissance créatrice¹ » Ce n'est pas seulement une distinction méthodique : « en chacun de nous il y a deux hommes : le savant, celui qui a fait table rase, qui par l'observation, l'expérimentation et le raisonnement veut s'élever à la connaissance de la nature ; et puis l'homme sensible. l'homme de tradition, de foi ou de doute, l'homme de sentiment... Les deux domaines sont distincts, et malheur à qui veut les faire empiéter l'un sur l'autre dans l'état si imparfait des connaissances humaines² ! », disait Pasteur.

La science positive (la sociologie, la science des mœurs de M. Lévy-Bruhl ou la science des faits moraux de M. A. Bayet) débarrassée de toute préoccupation normative pourra beaucoup mieux remplir sa mission ; en ce qui nous concerne, elle pourra nous donner, non pas des règles de droit comme dans l'enthousiasme des premières heures certains auteurs ont pu le penser, ni une histoire naturelle du droit telle qu'elle fut envisagée par M. Ch. Boucaud³, mais la loi naturelle, *la condition d'existence* de la règle de droit en tant que fait social, phénomène observable. A son tour, le normatif pourra revenir à ses justifications logiques par l'opposition des valeurs individuelles aux valeurs collectives ; confrontation de finalités qui offre à l'action

1. V. G. Renard, *Le droit, la logique et le bon sens*, 1925, p. 104.

2. V. Meutré, *Compte rendu de Descour, Pasteur et son œuvre*, in *Revue des Jeunes*, 1921, 3^e vol., p. 658 sq.

3. V. Ch. Boucaud, *Qu'est-ce que le droit naturel*, 1909 ; il espère construire un droit objectif en suivant le sens de l'évolution des institutions juridiques.

la garantie de la sélection des plus fortes, des mieux ancrées dans l'esprit, dans les tendances idéales des hommes à un moment donné de leur existence. Le droit naturel s'oppose alors au droit positif, non pas parce que conforme à la réalité, ou à la raison, mais parce que plus fortement voulu, senti, traduisant mieux les aspirations humaines vers un idéal à un moment donné ; ce sera l'idée force qui travaille et s'oppose à la force du fait qui s'impose abusivement, contrariant ainsi l'idéal de justice des hommes.

23. — Le normatif n'est pas une science, ne peut pas l'être, cela se dégage suffisamment, nous l'espérons, des développements antérieurs ; le droit, la morale sont des systèmes d'impératifs, des disciplines, et dès lors ne peuvent pas être en même temps des systèmes d'indicatif, donc des sciences. Cette construction serait-elle illogique ? Si dans le langage courant on parle de sciences normatives, de sciences morales ou sciences juridiques, c'est parce que le mot science a deux sens : un sens large, celui de savoir, connaissance rationnelle ou simplement habileté technique dans un art ou un métier, et qui est responsable des nombreuses confusions qu'il engendre ; un sens strict qui est celui que nous employons ici et qui signifie « ensemble de connaissances et de recherches méthodiques ayant pour but la découverte des lois des phénomènes¹ ». Dans cette acceptation, la science ne comporte ni téléologie, ni jugements de valeur ; ses conclusions concordantes ne résultent ni de conventions arbitraires, ni des goûts ou des inté-

1. V. A. Cuvillier, *Petit vocabulaire de la langue philosophique*, p. 95. Cf. A. Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la Philosophie*, p. 735 sq.

rêts individuels qui leur sont communs, mais de relations objectives qu'on découvre graduellement et que l'on confirme par des méthodes de vérification définies.

Si le normatif n'est pas une science, il peut très bien être objet de science, de connaissance, d'observation qui peut conduire à la découverte des lois naturelles : les lois naturelles du normatif, en tant que phénomène social. Donc, le droit, la morale peuvent être objet de science¹ au sens strict du mot, c'est-à-dire connaissance du général, comme ils peuvent aussi être objet de science au sens large, connaissance du concret et en ce sens on appelle science juridique la connaissance d'une législation ou de son histoire, par exemple.

La règle de droit objectif, objet de science au sens strict (science positive) peut être étudiée, à l'indicatif, non seulement *extérieurement*, comme phénomène, mais *intérieurement*, dans son contenu normatif, l'impératif, car un impératif, simple constatation psychologique personnelle ou énoncé par autrui, peut être considéré comme un fait et ce fait peut être l'objet de connaissance, de science. Mais l'examen du contenu normatif de la règle de droit ne peut intéresser la science que dans la mesure où il conditionne des faits sociaux ou la règle elle-même, en tant que phénomène social ; aucune considération normative, aucun jugement de valeur ne peut avoir lieu, car cela n'entre point dans le système d'indicatifs qu'est la science positive.

24. — Aussi, nous nous proposons de distinguer dans ce qu'on appelle aujourd'hui, d'un terme un peu général à

1. V. R. Capitant, *L'illicite*, t. I (*L'impératif juridique*), p. 7 sq.

notre sens, science juridique¹, d'une part, l'art juridique, œuvre de moraliste qui représente le « pourquoi » de la technique juridique dont on peut dire qu'à son tour c'est le « comment » de cet art. Tout le travail d'exégèse s'englobe ici, et en plus, cette partie de la philosophie juridique qui n'est que métaphysique, toutes deux spéculations qui ne peuvent se dispenser de valeurs, par rapport auxquelles leurs constructions s'échafaudent. De l'autre, l'étude du droit en tant que phénomène social, qui renonce aux préoccupations finalistes pour se contenter uniquement des rapports de causalité; c'est la science du droit au sens strict du mot, à notre avis seul acceptable, et dont la technique prend nom de méthode. Cela comprendrait la sociologie juridique et cette partie de la philosophie juridique qui, dans d'autres ordres d'études s'appelle déjà philosophie de la science et, dépourvue de jugements de valeur, représente le jeu d'hypothèses appelées à ouvrir la voie, à précéder la science de laquelle elle procède comme un subtil prolongement.

Ceci aurait un premier avantage, celui de tirer au clair les positions respectives, aujourd'hui un peu confuses, de la philosophie juridique, la science juridique et la sociologie juridique. Car on voudrait bien savoir comment on établit la distinction entre science du droit et sociologie juridique, par exemple, sans contredire d'une manière flagrante le sens des deux termes ? Pour être opposés, ou bien le terme « science » est pris dans un sens si large qu'il perd toute signification, ou celui de « sociologie » ne veut plus rien

1. M. Gény, par exemple, fait entrer dans la science entre autres des « vérités morales » qu'on ne saurait concilier avec une notion stricte de la science. V. *Science et Technique*, t. IV, p. 147.

dire ; pour être synonymes, nous ne voyons vraiment pas pourquoi compliquer une terminologie déjà assez alourdie. En effet, si l'on distingue l'art juridique comme discipline à part faisant partie de l'art moral, science du droit et sociologie juridique ne font qu'un. La sociologie, en somme, par la découverte du *social*, n'est qu'un principe actif appelé à féconder et à constituer comme sciences positives des disciplines qui ne l'étaient pas encore ; elle est une interprétation nouvelle de faits anciens¹, une méthode pour trouver d'autres principes d'explication pour les faits sociaux².

Dès lors, nous aurons, d'un côté, la morale avec entre autres, ses formes juridiques et des prolongements métaphysiques inévitables, de l'autre, la science du droit, science positive du phénomène juridique et ses spéculations hypothétiques, la philosophie de la science du droit. Il nous semble utile d'indiquer à cette occasion que le présent ouvrage se place uniquement du point de vue de cette seconde catégorie d'études.

Évidemment, on pourrait ne voir dans ces quelques précisions de terminologie et de méthode qu'un simple jeu de mots et nous opposer que, pratiquement, toutes ces activités intellectuelles coexistent, liées d'une façon intime dans un même sujet pensant, — et en cela nous sommes parfaitement d'accord. Il nous semble pourtant nécessaire qu'elles soient parallèles, mais distinctes et non confondues, si l'on veut être préservé d'erreurs de raisonnement qui pourraient nous conduire à de trop flagrantes contradic-

1. Cf. Small and Vincent, « *An Introduction to the study of Society* ».

2. Cf. W. Dilthey, « *Einleitung in die geisteswissenschaften* », Leipzig, 1923, pp. 422, 423 sq.

tions d'avec les faits, la réalité. Cette discrimination que nous venons de faire plus haut a son importance et nous aurons l'occasion de constater que grâce à elle et à la méthode de recherches qu'elle indique, des hypothèses qui n'avaient cours que sur le crédit personnel de leurs auteurs se trouvent confirmées positivement et peuvent devenir des solides points d'appui pour des constructions théoriques ou des réalisations pratiques, tandis que d'autres sont réduites à leur véritable condition de simples affirmations gratuites.

25. — La science du droit, ainsi envisagée, aura pour but de nous faire connaître les éléments du phénomène règle de droit et sa loi naturelle, sa causalité, c'est-à-dire le rapport constant entre les éléments de ce phénomène ou entre celui-ci et d'autres phénomènes, ce qui nous permettra de constater l'existence, donc la présence éventuelle de la règle de droit ; en un mot, les conditions nécessaires à son existence comme phénomène, conditions autant extérieures qu'intérieures, — du contenu normatif — cela, bien entendu, toujours au point de vue causal et non normatif. Il est entendu que cette connaissance scientifique de la règle de droit ne poursuit aucune normativité, ne se préoccupe pas des fins ; elle n'est que constatative, explicative et constructive ; connaissance théorique, en un mot. Elle ne pourrait même pas être autre chose puisque toutes ses constatations sont à l'indicatif et n'occasionnent aucun jugement de valeur. Ce qui intéresse pour le moment, c'est de pouvoir arriver à affirmer que lorsque telles conditions de milieu et de forme extérieure et tels caractères généraux du contenu (du point de vue des effets sociaux

qu'il peut produire en tant qu'impératif) sont réunies, la règle sociale envisagée est une règle de droit. Cela pourrait constituer le point de vue d'un critérium de la règle de droit qui nous permettra d'affirmer que : la règle constatée comme règle de droit, même ne se trouvant pas dans le droit positif existant, est une règle de droit ; par contre, que la loi positive qui ne remplit pas les conditions de ce critérium n'est pas une règle de droit, mais simplement une disposition de l'autorité qui s'impose par la force dont elle dispose momentanément.

Nous croyons pouvoir déduire que la notion de règle de droit ainsi déterminée, présente les caractéristiques que nous lui avons estimées nécessaires :

a) Une normativité irréprochable, son impératif étant logiquement pur, aucune considération de justification envers la science positive ne venant alourdir sa force active : « cela doit être » parce que nous sommes d'accord que « cela est bon, bien, juste, etc. », et nous le croyons fermement à cause des finalités qui nous inspirent et qui s'imposent à la raison sans pouvoir être raisonnées. Aucune théorie ne pourra jamais nous dire le pourquoi de nos fins ultimes ; tout ce qu'elle peut faire sera de nous démontrer leur caractère arationnel et par là faiblir leur force active qui reste la seule mesure de valeur d'une fin en tant que fin parmi d'autres. Quant à leur hiérarchie, elle s'établit d'elle-même, spontanément, dans une société donnée et comme nous sommes dans un domaine exclusivement de pratique et d'action, on pourra ajouter : suivant le principe que les individus croient ce qu'ils *peuvent* croire et que de l'entrechoc des fins proposées et acceptées, individuelles

et sociales se constituent par la loi d'équilibre les normes, les règles d'action, donc les règles de droit aussi.

b) Une objectivité complète, parce que son existence, en tant que phénomène social est établie avec l'exclusion de toute considération normative, de tout jugement de valeur et de tout impératif. Nous disons de telle règle sociale, constatée ou affirmée, que c'est une règle de droit parce qu'elle correspond aux conditions théoriques d'existence de la règle de droit par sa constitution, le milieu où elle se développe et les caractéristiques de son contenu normatif et cela suivant le critérium positif que nous aurons établi. Autrement dit, objectif parce que opposé à toute appréciation morale sur la finalité du contenu normatif de la règle de droit, appréciation qui ne peut être que subjective.

* * *

Le but que nous poursuivons par la recherche d'un critérium de la règle de droit sera atteint dans la mesure où ce critérium pourra satisfaire à toutes les garanties d'objectivité qu'on est en droit d'exiger d'un instrument appelé à réaliser un accord entre opinions aussi divergentes que possible.

Un pareil résultat ne peut être obtenu qu'en suivant une méthode qui n'implique aucun jugement de valeur, donc aucune source de désaccord irrémédiable ; car si pour les jugements de réalité, il y a une possibilité de contrôle en cas de désaccord, ce contrôle est impossible dans le monde des valeurs. Dans ces conditions, la seule méthode

qui s'impose est celle des sciences positives qui s'applique aux seuls faits et s'attache uniquement à la découverte des lois des phénomènes, donc à la connaissance tout simplement, à l'exclusion de toute considération normative. Et par loi, il ne faut entendre ici que « la constatation de certains faits se reproduisant suivant un certain ordre. Ce n'est donc pas la désignation de cause et d'effet, mais seulement l'observation de phénomènes antécédents et conséquents¹ ».

Par la séparation toute méthodique, mais absolue que nous proposons entre le théorique de la science positive et le normatif des disciplines morales, nous croyons possible d'arriver, non pas à la découverte (dans le sens de création) de règles de droit objectives, comme le sociologisme l'a peut-être pensé, mais à la *connaissance théorique des conditions d'existence de la règle de droit*. Cela nous permettra, espérons-nous, de trouver une réponse à la question de savoir s'il y a, s'il peut y avoir des règles de droit sur le plan extra-étatique et, par là, franchir les premières difficultés théoriques et pratiques du droit international.

3. Cf. R. Capitant, *L'illicite*, t. I (*L'impératif juridique*), 1928, p. 2.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE CRITÉRIUM OBJECTIF DE LA RÈGLE DE DROIT

26. — La règle de droit se présente à l'examen le plus sommaire comme une règle de conduite que les membres d'une société donnée se proposent de respecter. En cela elle constitue un phénomène social et peut être considérée comme un fait observable, objet de connaissance, donc science au sens strict du mot.

Elle peut être, en même temps, objet de science au sens large, de technique, d'art, disons-nous, lorsqu'en la considérant du point de vue moral on lui accorde des valeurs suivant les possibilités qu'elle présente comme moyen d'atteindre des fins préalablement posées ou constitue elle-même une fin. Ce point de vue ne sera pas le nôtre ici, et nous l'avons mentionné afin d'éviter toute confusion possible sur le but de cette étude qui reste, comme nous l'avons déjà annoncé, celui de tirer de l'analyse des faits les conditions du phénomène règle de droit.

Nous avons distingué précédemment une conscience psychologique qui se contente de jugements de réalité — constatations qui ne peuvent être formulées qu'à l'indi-

catif — et une conscience morale qui établit des préférences sous l'influence de l'affectivité et dont les constatations exprimées par des jugements de valeur peuvent occasionner des impératifs; nous dirons même plus, mènent fatalement à des impératifs, de par leur nature.

Les constatations de la conscience morale constituées en système, s'appellent *normes*¹ et lorsqu'elles sont formulées en vue d'une action, prescrivant ce qui doit être fait dans un cas déterminé, mais ne contenant pas le motif de l'action, prennent nom de *règles*².

La moindre analyse nous montre que tous ces impératifs se trouvent *hiérarchisés* dans la conscience morale d'un individu, occupant des rangs d'importance en rapport avec leur intensité d'injonction commandée par l'échelle des valeurs personnelles qui ont déterminé ces impératifs. Seulement, cette échelle de valeurs s'établit dans la conscience morale de chaque individu sous des influences externes à lui, notamment sociales, résultat de la vie en commun, de l'éducation, des traditions, etc.; il s'ensuit que les hiérarchisations des impératifs dont nous avons parlé plus haut ne se réalisent pas tout à fait librement, suivant les fantaisies personnelles, mais en quelque sorte dirigées par la société, et de ce fait nombre de points communs peuvent se trouver entre elles, cela d'autant plus lorsqu'il s'agit d'individus appartenant à une communauté plus ferme, ayant subi les mêmes influences extérieures.

1. « Type concret ou formule abstraite de ce qui doit être, en tout ce qui admet un jugement de valeur: idéal, règle, but, modèle... » (A. Lalande, *Vocab. technique*, p. 521).

2. *Ibid.*, p. 595.

Ce qu'il y a de ressemblant, de concordant, de commun entre les hiérarchies individuelles d'impératifs (normes et règles) constitue les impératifs sociaux, normes et règles sociales. C'est une première constatation qui s'impose logiquement, autant que comme produit d'observation, et sur laquelle il serait superflu d'insister. Quant à savoir si ressemblant, commun, par identité de la nature humaine, par imitation, éducation, etc., cela ne nous intéresse guère ici.

Par contre, ce qu'il y a de non concordant, de dissemblant entre la hiérarchie d'impératifs d'un individu et celle des impératifs sociaux, constitue pour cet individu jusqu'à une certaine limite la justification de sa personnalité distincte, et au delà, un motif de réaction, voire de répression de la part de la collectivité lorsque cette limite est dépassée de manière à troubler par des manifestations extérieures discordantes la vie de cette collectivité.

27. — La hiérarchisation des impératifs individuels qui conduit à la constitution des règles sociales se fait suivant les degrés d'importance que les individus, membres d'une société donnée, accordent à ces règles d'après l'influence qu'ils leur attribuent sur la marche de la vie sociale, et cela en conformité avec les finalités qu'ils se sont proposés.

Mais l'importance attribuée par la conscience morale peut se trouver être une fausse appréciation par rapport à l'importance réelle, de fait, constatée par la conscience psychologique. Entre les deux, un équilibre s'établit, basé sur des concessions réciproques, de sorte que ce qui préside en fin de compte à la hiérarchisation des règles sociales

dans les consciences morales est un donné idéal plus ou moins corrigé par l'expérience.

Ainsi, au plus bas de l'échelle des règles de conduite se trouvent les simples *modes*, manières de s'habiller, de parler, etc., puis, en suivant de proche en proche une infinité de nuances, on rencontre les règles de *morale*, et au sommet, les règles de *droit*. Si le respect des premières peut être négligeable pour la vie d'une société, pour les secondes il est de plus en plus désirable et finit aux dernières par être obligatoire. Nous avons avancé que ce qui préside à cette hiérarchisation est l'importance fonctionnelle attribuée à ces règles de conduite pour la vie sociale; nous croyons tenir la preuve de cette affirmation du fait que, plus on monte l'échelle de ces règles, plus grandes sont les garanties que prend la collectivité en vue d'assurer leur respect. Si pour la mode la sanction satirique semble suffisante, pour les règles de morale, les sanctions éthiques peuvent présenter déjà un commencement d'organisation extérieure de sanction (boycottage, persécutions) tandis que pour les règles de droit qui sont les règles de morale les plus importantes, la sanction est toujours extérieure et le plus souvent fortement organisée.

C'est dans cette organisation tant extérieure qu'intérieure, — formule et sanction en rapport avec son importance, — que consistent les garanties prises par la société pour assurer leur respect.

En ce qui concerne la formule, c'est un impératif conditionnel pour les règles de moindre importance, un impératif catégorique pour certaines règles de morale et pour toute règle de droit. Quant à la sanction, celle de l'impé-

ratif conditionnel la porte en lui-même « s'il est fondé sur une donnée exacte¹ ». Il est, en effet, l'indication d'un moyen pour atteindre un but. Si le moyen indiqué est vraiment la cause de l'effet désiré, la sanction de l'impératif conditionnel sera la non-réalisation de l'effet désiré². La sanction de l'impératif catégorique ne peut venir, par contre, que de l'intervention extérieure de l'homme en vue d'accroître le respect et d'assurer l'efficacité de la règle ; lorsque l'individu prend conscience de la sanction de l'impératif catégorique, celui-ci se double d'un impératif conditionnel qui, en tant qu'impératif intérieur est de nature à renforcer l'observation de la règle en question : « ne tue pas » et « ne tue pas si tu veux éviter la sanction ».

De ce qui précède, une autre constatation qui se dégage est que la règle de droit apparaît comme *la règle la plus nécessaire à la vie de la société ou elle est constatée*. Mais cela ne serait pas assez pour constituer un critérium de la règle de droit. Quelques objections, et non des moindres, peuvent apparaître.

28. — Les individus sont en même temps les membres de plusieurs sociétés. Si, à l'intérieur de chacune d'elles, des règles de droit peuvent prendre naissance comme « les plus nécessaires », toutes ces sociétés prétendraient à les organiser intérieurement et extérieurement, en vue d'assurer leur respect, par des formules impératives et par des sanctions ; et comme pratiquement, ces sociétés se trouvent superposées, tout en ayant des conditions d'existence

1. V. R. Capitant, *op. cit.*, pp. 13 sq., 50 sq., 89 sq., sur l'impératif catégorique et l'impératif conditionnel.

2. *Ibid.*, p. 51.

différentes, il s'ensuivrait qu'on se trouverait en présence d'une foule de règles qui toutes seraient « de droit » et de l'antagonie desquelles il ne résulterait que désordre social et confusion. Même en introduisant l'idée d'une autorité supérieure entre elles, qui arriverait à les coordonner, la situation n'est pas plus nette ; d'abord, cette autorité ne sera qu'une force qui s'impose et qui sera arbitraire vis-à-vis des règles de droit et des ordres juridiques se trouvant sous cette autorité ; ensuite, cette autorité reste toujours suspendue au provisoire des équilibres de forces qui lui servent de soutien. Le spectacle serait celui d'une anarchie totale et pourtant tel n'est pas le tableau de la réalité de tous les jours. C'est que, probablement, les choses se passent autrement. C'est d'ailleurs ce qui peut être constaté dans ce que certains appellent aujourd'hui, la société internationale ; les mêmes individus étant considérés membres en même temps d'une société étatique et de sociétés extra-étatiques, il en résulterait autant d'ordres juridiques antagonistes qui théoriquement s'annihilent et dont la conséquence serait une absence totale d'ordre juridique international ; et cependant, pratiquement, il ne s'ensuit pas un état de guerre perpétuelle, comme on le constate bien.

L'explication serait qu'en réalité, il n'existe pas seulement une hiérarchie des règles sociales, telle que nous l'avons vue, mais aussi une hiérarchie entre les sociétés possibles pour le même groupe d'individus. Et cette hiérarchie s'établit suivant le même processus que celui rencontré pour les règles sociales.

L'homme dans sa conscience morale, établit une hiérar-

chie entre les diverses sociétés auxquelles il appartient, ou vers lesquelles il tend (communautés de situation ou d'action) ; cette hiérarchisation se fait toujours suivant l'importance qu'il leur accorde, importance déterminée par les possibilités que ces sociétés lui offrent pour la réalisation des fins dont il a conscience.

Des changements dans la hiérarchie des sociétés, s'opèrent suivant les vérifications de la pratique de chaque instant et ainsi, cette hiérarchie s'établit finalement par un équilibre dynamique, entre les données normatives de la conscience morale et les données réelles d'expérience de la conscience psychologique. Ce qu'il y a de commun entre ces hiérarchisations individuelles constitue l'échelle de valeurs sociales de ces sociétés possibles, de même que ce qu'il y a de concordant entre les hiérarchies de finalités individuelles représente les fins sociales. Or, au sommet de l'échelle d'importance des fins sociales, il y en a qui demandent à être poursuivies, réalisées, avant toutes autres, qui revêtent ainsi le caractère de fins nécessaires ; ces fins nécessaires seront plus facilement ou exclusivement réalisables dans certaines sociétés qui deviendront pour cette raison les conditions de ces fins et se trouveront pour le même motif au sommet de l'échelle de valeurs sociales des sociétés possibles, comme *sociétés nécessaires*. Pour l'ordonnance et le fonctionnement de ces sociétés nécessaires, des règles sociales s'établissent et parmi elles, suivant le processus que nous avons déjà vu, des règles plus nécessaires apparaissent, comme les mieux organisées pour réaliser leur fonction régulatrice, les règles de droit.

Nous nous trouvons ainsi en présence d'une théorie

dont le point de départ se trouve dans la constatation d'un fait psychologique, l'existence dans la conscience humaine de fins morales hiérarchisées, et le point terminus, dans une définition qu'on pourrait esquisser de la manière suivante : *Pour un groupe social donné, la règle de droit est la règle nécessaire à l'existence de la société elle-même nécessaire à la réalisation des fins premières de ses membres : la règle-condition de la société-condition des finalités-condition de ses membres.* Cette notion de nécessité dont nous faisons l'élément principal d'un critérium objectif de la règle de droit, nous la prenons dans le sens d'opposé à contingent, c'est-à-dire « qui ne peut être autrement, ni ne pas être », « rapport d'un moyen à une fin, d'une condition à un conditionné, si cette fin ne peut être atteinte que par ce moyen, ou si ce conditionné ne peut être réalisé que sous cette condition¹ ».

29. — Examinons maintenant ces trois éléments entre lesquels nous avons établi ces rapports de nécessités.

La finalité est en rapport de nécessité avec l'individu, car elle est la condition même de sa réalisation en tant qu'individu humain, doté d'une conscience psychologique et morale à la fois. Ensuite, ces fins que, d'après la hiérarchie sociale des finalités, se proposent les membres d'une société comme étant les premières à être réalisées, constituent à leur tour un conditionné, dont la condition est cette société et celle-ci seulement, dans le cadre de laquelle la réalisation de ces fins est possible plus facilement. Un troisième rapport de nécessité existe entre cette société comme conditionné et la, ou les, règles de conduite sociale,

1. Cf. A. Lalande, *Vocabulaire*, p. 511 ; A. Cuvillier, *Petit Vocabulaire*, p. 76.

seules à rendre possible son existence, comme condition.

D'après ce critérium, nous dirons d'une règle de morale qu'elle est, ou n'est pas, une règle de droit, dans la mesure où cette règle de morale peut se trouver ou non dans les rapports de nécessité établis plus haut ; de même, pour une règle de droit naturel, ou pour une disposition législative qui en dehors de ces rapports de nécessité n'est qu'une disposition d'autorité dont le respect n'est en fonction que de la durée et de l'intensité de cette autorité, situation de fait et non de droit.

Nous pourrions avancer donc, que les conditions d'existence phénoménologique de la règle de droit sont : 1^o une *finalité* socialement hiérarchisée qui est implicite à tout groupe humain ; 2^o une société déterminée qui soit le milieu nécessaire à l'éclosion de ces fins dans l'ordre de leur hiérarchie, et que nous appellerons *société nécessaire* pour la distinguer des autres sociétés possibles pour les membres du même groupe. Puisque nous avons posé le premier de ces éléments comme implicite, arrêtons-nous au second.

Nous avons dit de la société nécessaire qu'elle est celle qui conditionne la réalisation des fins qui se trouvent au plus haut de l'échelle des fins sociales ; il faudra souligner qu'il n'est pas question ici d'une hiérarchisation sur la base de l'éthique, mais sur celle de la nécessité vitale. C'est dire que la société qui garantit la vie de ses membres est certainement la société nécessaire à ces membres et les règles de conduite qui garantissent l'existence de cette société, règles les plus haut placées au respect parmi les autres règles sociales, sont des règles de droit.

Quelle serait la situation d'une disposition législative,

loi formelle, qui serait, supposons, en contradiction flagrante avec cette règle de droit ? Elle ne se maintiendrait que tant et si elle serait imposée par la force brutale, et foulée aux pieds dès que ce soutien lui manquerait. Donc, la règle de droit ainsi conçue apparaît comme un véritable droit objectif, supérieur au droit positif, dont les qualités normatives seraient intactes parce que issues d'une finalité sociale, et l'objectivité irréprochable parce que toute intervention personnelle de jugements de valeur, donc subjectifs, est exclue comme inutile à sa formulation. Point n'est besoin de faire appel à l'idée de bien, de juste, sources d'interprétations personnelles, par exemple, pour cette notion de règle de droit qui s'impose comme un rapport nécessaire des faits

Il est évident que l'utilité du critérium proposé plus haut n'est que théorique ; qu'il ne peut pas servir à une appréciation de juridicité, à une distinction pratique directe, effective, entre des règles sociales existantes pour les partager en règles de droit et règles qui ne sont pas de droit. Et, c'est d'ailleurs ce que nous nous sommes proposés dans cette étude, car ce que nous attendons de ce critérium théorique n'est pas la solution immédiate et complète de toutes les difficultés pratiques, mais une notion de la règle de droit qui, par son objectivité, puisse débayer le terrain devant la question de savoir s'il peut exister théoriquement, et de quelle manière, des règles de droit international.

En transportant sur le plan extra-étatique, ce qui reste acquis des développements précédents, nous aurons l'occasion de constater, par les conclusions qui s'imposeront, son utilité théorique.

CHAPITRE II

LA RÈGLE DE DROIT INTERNATIONAL

30. — L'analyse que nous avons faite de la notion règle de droit, nous a présenté comme un trait caractéristique sa qualité de règle-condition de la société-condition d'un groupe d'individus pouvant appartenir en même temps à d'autres sociétés. Armés de ces premiers résultats, nous voilà maintenant arrivés devant la question qui se trouvait au point de départ de nos recherches : peut-on concevoir, et de quelle manière, l'existence des règles de droit international ? Puisque nous n'avons pas estimé suffisantes les affirmations courantes dans la matière, tâchons d'en trouver une réponse dont on puisse faire la démonstration. A ce but, nous essayerons de transporter sur le plan international ce qui nous a semblé acquis des développements précédents. Nous examinerons dans une première section la notion correspondant sur ce plan à celle de société-condition ou société nécessaire et il nous suffira, à notre avis, de constater la possibilité d'existence d'une société internationale nécessaire pour pouvoir conclure que la règle-condition de cette société ne peut être que la règle

de droit international, ce dont nous nous occuperons dans la deuxième section de ce chapitre.

SECTION PREMIÈRE

La Société Internationale comme société « nécessaire ».

31. — Il serait peut-être superflu de nommer ici toutes les conceptions, infiniment variées, qu'on peut rencontrer sous le vocable de société internationale¹; toutes les illusions, traduisant toutes les aspirations possibles, ont voulu donner un contour plus ou moins précis à cette collectivité que l'on entend tantôt comme la totalité du genre humain, en confondant humanité et société internationale, tantôt comme représentant des groupes très larges ou très restreints d'États ou d'individus appartenant à des catégories les plus variées. Dans cette expression de société internationale, chacun a pu mettre ce que bon lui semblait, en en faisant un de ces mots passe-partout, bons à tous les usages, prêtant à toutes les confusions.

Cela vient du fait que dans son emploi on n'a jamais été d'accord préalablement, ni sur la notion de « société », ni sur celle d'« international ». Ce n'est pas la place de nous étendre sur cette question; nous dirons pourtant que par « société » on entend généralement tout aussi bien une relation nécessaire, qu'une association volontaire; quant à « international », pour les uns veut dire rapport de relation, de collaboration entre éléments qui se complètent

1. V. à ce sujet, P. Fauchille, *Traité*, t. I, I^{re} partie. Introduction pp. 1-205; J. S. Reeves, *la Communauté internationale*, in *Recueil des Cours Acad. de La Haye*, n° 3, 1924.

pour les autres rapports d'opposition, voire de subordination. Il est évident que dans ces conditions, étant donné le grand nombre de combinaisons possibles entre tous ces sens contradictoires, la notion de société internationale peut varier à l'infini et devenir ainsi une source de confusions et d'erreurs. Nous tâcherons, pour notre part, sinon d'éclairer définitivement la question, du moins préciser notre terminologie pour que nos développements ultérieurs gardent, eux, un sens.

32. — En ce qui concerne la société, excluons dès le début toute notion d'association contractuelle et autre où le facteur volonté réfléchie peut entrer pour une part et qui est un sens complètement étranger à l'ordre de nos préoccupations présentes. Dans un sens large, le mot société désigne « un ensemble d'individus entre lesquels il existe des rapports organisés et des services¹ », notion qui peut s'appliquer aussi bien au groupe d'humains que d'animaux et qui est trop vague pour l'usage que nous voulons en faire. En un sens plus strict, société veut dire « ensemble d'individus dont les rapports sont consolidés en institutions et même le plus souvent garantis par l'existence de sanctions, soit codifiées, soit diffuses, qui font sentir à l'individu l'action de la contrainte de la collectivité² ». En ce sens on peut dire de la société qu'elle est ce milieu propre à ses membres, où leurs aspirations, leurs finalités trouvent les meilleures conditions de réalisation, ce qui fournit et la volonté et le pouvoir d'organisation qui conduit à ces institutions et aux sanctions. De la sorte, la

1. V. La Lande, *Vocabulaire*, p. 777.

2. *Ibid.*; E. Durkheim, *Les Règles de la Méthode Sociologique*, ch. 1.

notion de société se précise. car elle ne peut plus être employée pour désigner n'importe quel groupe humain, mais celui-là seulement où peuvent prendre naissance des institutions et des sanctions et dont l'organisation est susceptible par là même de devenir une organisation juridique. C'est ce que M. Bergson appelait récemment une « société close ¹ ».

Quant à la notion d'international, puisqu'il faut faire le choix d'un sens précis, nous proposons celui étymologique qui veut désigner un rapport « entre » collectivités, *inter-gentes*, à l'exclusion de ceux d'opposition ou de subordination, car, pour ces derniers, il existe d'autres vocables : antinational, anational, supranational², etc. Ainsi, internationalisation ne voudra pas dire dénationalisation ou disparition de la nation, mais simplement relations, collaboration là où il y avait précédemment isolement.

Nous croyons d'ailleurs qu'à l'origine de ces déviations de sens, se trouve toujours une même cause d'ordre psychologique. Ainsi, dans l'espèce, les premières résistances, théoriques ou pratiques, rencontrées dans l'isolement des nations par ceux qui dans leurs aspirations les voulaient rapprochées, en collaboration, les ont amené à voir une contradiction entre des termes qui ne pouvaient logiquement que se compléter³ et s'attaquant à la nation pour réaliser l'international, dépasser leur but sans se rendre

1. H. Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion*, 1931, p. 187 sq.

2. V. A. Snow, *Le droit des Nations*, in *Rev. gén. Droit Intern. Publ.*, 1912, pp. 309-318.

3. V. W. Rappard, *Nationalisme and the League of Nations to day* (Conférence à l'Inst. des Relat. Internat. à Genève en 1933) in *American Political Science Quarterly*, oct. 1933, pp. 731-737.

compte, et obtenir peut-être un résultat tout autre que celui recherché; conséquence de la prédominance du point de vue politique, de l'action, au détriment de celui de la connaissance.

33. — Avec ces quelques précisions préliminaires, passons maintenant à l'examen de la société internationale. Ce que nous nous proposons, c'est de voir en quoi et comment peut constituer la société internationale une société nécessaire dans le sens de société-condition de ses membres. Une question s'impose de prime abord : de quels membres ? Qui sont ceux pour lesquels la société internationale peut constituer leur condition d'existence ? Deux hypothèses sont possibles ; nous les envisagerons successivement.

La première : les *individus*, comme membres de cette société internationale qui représenterait pour eux la condition de leur existence par le fait que c'est dans ce milieu uniquement que leurs aspirations, leurs finalités pourraient être réalisées favorablement. Mais alors cette société internationale d'individus ne se distinguerait en rien d'une société nationale par exemple, qui elle aussi pourrait être une société nécessaire d'individus, et dont la précédente ne constituerait que la réplique dans de plus grandes dimensions. Et, dans ce cas, il faudrait conclure qu'il n'y a qu'une seule société nécessaire possible, la société d'individus et que les distinctions en sociétés nationales et internationales sont vides de sens. Seulement, le spectacle de la réalité est là pour nous aviser qu'on fait fausse route. Nous voyons bien qu'un homme peut faire partie de plusieurs sociétés à la fois, de dimensions et de natures différentes (famille, corporation, église, État, etc.) mais qu'une

seule représente pour lui la société nécessaire, celle qui lui assure la possibilité d'exister comme membre de toutes les autres. Or, pour l'individu, telle que la situation se présente aujourd'hui à l'observation, celle-ci ne peut être que la société nationale, communauté d'origine, de traditions, de sentiments, d'aspirations, qui lui permet d'être ce qu'il est et de se réaliser tel qu'il se conçoit. Et la preuve, est que c'est cette société nationale qui, aujourd'hui, sauf de rares exceptions, apparaît comme « nécessaire » sous la forme de l'État national, institution supérieure capable de s'organiser juridiquement, c'est-à-dire sur la base des règles de droit qui ne peuvent prendre naissance qu'à l'intérieur d'une société nécessaire, comme nous avons eu déjà l'occasion de le constater. Seulement à l'ombre de cette société nécessaire, société-condition, qu'est l'État, l'individu peut appartenir aussi à d'autres sociétés, même extra-étatiques, religieuses, d'activités, etc. ; et cette société nécessaire, l'État, si elle devait disparaître, elle serait automatiquement remplacée par une autre de la même nature (dans le cas d'annexion territoriale par exemple). Il résulte donc que pour l'individu, la seule société nécessaire ne pouvant être que la société étatique, la société internationale n'est pour lui qu'une société de second ordre, comme toute autre à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État, et à laquelle il peut appartenir d'une manière ou d'une autre, mais non pas nécessairement.

La deuxième hypothèse se désigne d'elle-même, la première n'étant ni satisfaisante pour la logique, ni conforme à la réalité des faits : si la société internationale ne peut pas être une société nécessaire pour des individus, elle pourrait

l'être pour des *sociétés* d'individus, membres en tant que telles d'une communauté plus vaste. Car entre les sociétés elles-mêmes peut se reproduire sur une échelle plus élevée le même processus générateur de relation sociale, par la *similitude* entre ces groupes et par la *division du travail* qui résulte de leurs différences de qualités physiques et morales. Or, sur le plan international, les sociétés qui s'imposent d'abord à l'observation sont les États, eux-mêmes sociétés nécessaires d'individus. Et la question se pose alors ainsi : les États peuvent-ils se trouver être les membres d'une société qui soit nécessaire à leur existence en tant qu'États ? Il est évident que, théoriquement, rien ne s'oppose à l'affirmative, pratiquement la chose restant à être appréciée pour chaque cas suivant la situation de fait : degré d'interdépendance économique, par la division, la spécialisation du travail entre les différents États, ou d'interdépendance morale par la similitude des aspirations comme conséquence des civilisations semblables dans la structure et le degré.

Dans la mesure où cette interdépendance économique ou morale constitue pour des groupes leur condition d'existence, ceux-ci se trouvent par rapport les uns aux autres en l'état de société nécessaire. Lorsqu'il s'agit de groupes de l'ordre des nations, cette société pourra prendre le nom de société internationale nécessaire. L'exemple d'une pareille société, due à un état d'interdépendance morale par la similitude d'aspiration nous est donné, à un certain moment de son évolution, par la société chrétienne et particulièrement par la société catholique. Son caractère de société internationale nécessaire vers les XII^e et XIII^e siècles

ne fait pas de doute quand on pense qu'elle fournissait de véritables règles de droit aux communautés diverses, membres de cette vaste société. Il suffit de se rappeler les règles d'après lesquelles s'organisaient du point de vue de la chrétienté les rapports entre les groupes nationaux, entre autres, les fameuses Paix de Dieu et Trêve de Dieu¹.

Quand le lien social de la similitude d'aspirations religieuses entre les groupes nationaux fut dépassé en importance à l'époque moderne par celui de la division du travail, une nouvelle société internationale se dessina et se développa, à ce point qu'aujourd'hui, même si on niait son existence, elle se ferait sentir à chaque instant par l'enchaînement des relations de toutes sortes qui fait que le moindre trouble dans l'économie nationale d'un membre trouve immédiatement son écho dans un déséquilibre produit chez les autres.

34. — De ce qui précède, la conclusion qui s'impose est 1° qu'une société internationale nécessaire est non seulement théoriquement possible, mais constatable dans son existence historique, par l'observation des faits ; 2° que cette société internationale nécessaire n'est pas une société d'individus, mais de groupes d'individus, les nations, représentées par leur principale institution, l'État.

La tendance d'introduire à tout prix l'individu comme membre direct de la société juridique internationale, nous la considérons comme un excès de zèle dû à l'enthousiasme des internationalistes et au manque de distinction entre

1. V. Le Fur, *Précis de Droit International public*, 1931, pp. 24 sq. ; G. Ripert, *La règle morale*, 1927 ; E. Chenon, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat du I^{er} au XX^e siècle*, 1913 ; Esmein, *Cours Élémentaire d'histoire du Droit français*, II^e part., chap. III.

société internationale tout court et société juridique internationale, ce qui, à notre sens, est tout différent¹. Cette tendance ne peut avoir que deux conséquences, également fâcheuses : obscurcir la théorie du droit international par les confusions qu'elle cultive ; entraver le développement normal de la vie internationale par l'hostilité montrée à la « réalité » nation-État en faveur de la « fiction » individu-membre de la société internationale, si paradoxale que cette qualification respective puisse paraître ; mais nous croyons pouvoir l'affirmer, après les développements de la première partie de ce chapitre : dans la société internationale nécessaire, société juridique, l'individu ne peut pas figurer comme membre de cette société, à moins de se résigner à une contradiction de la logique et des faits.

II^e SECTION

La règle-condition de la société internationale nécessaire ou règle de droit international.

35. — Après avoir établi la possibilité d'existence d'une société internationale comme société nécessaire à ses membres, il nous reste à préciser la position de sa règle-condition comme règle de droit.

1. A ce point de vue, la position prise par M. James Brown Scott est caractéristique ; sa thèse est « que l'individu est, sans contestation possible, l'unité « première d'une communauté internationale ; que l'État n'est qu'un élément « secondaire et intermédiaire ; que la communauté internationale elle-même est « l'unité suprême synonyme d'humanité et lui est identique ; que la communauté « est pour la même raison la somme totale des États composant la communauté... « que, dès lors, la communauté internationale, qu'elle soit organisée ou non « possède à un seul et même instant le droit d'imposer sa volonté de la même « manière aux individus et à l'État ». Cf. *l'Individu, l'État et la communauté internationale*, pp. 49-50 ; *l'Universalité du droit des gens*, p. 122 sq.

Nous avons vu plus haut¹ comment s'effectue, à l'intérieur d'une société nécessaire, le processus de hiérarchisation de ses règles de conduite ; les règles qui apparaissent ainsi comme les plus importantes entre toutes autres pour la conservation et la vie de cette société, nous les avons nommées règles de droit. Il en sera de même pour la société internationale, en tant que société nécessaire. Parmi les règles de conduite que les États, membres de la société internationale, respectent, il y en aura quelques-unes dont l'observation conditionne l'existence même de cette société nécessaire. Celles-ci seront les règles de droit international qui pourront constituer la base d'un ordre juridique extra-étatique.

Mais les sociétés internationales nécessaires peuvent être multiples s'il s'agit de groupes distincts d'États se trouvant dans des rapports de société, et dont ce rapport serait une condition pour leur existence comme États ; comme nous l'avons déjà montré, il ne peut y avoir qu'une seule société nécessaire pour un même groupe de membres, donc autant de sociétés nécessaires que de groupes distincts. On peut envisager, ainsi, l'existence de sociétés internationales nécessaires régionales, dont les États membres peuvent appartenir en même temps à d'autres sociétés internationales, plus vastes ou plus restreintes, mais qui n'étant pas des sociétés nécessaires, ne seront pas non plus des sociétés internationales juridiques. Dans cette situation, des États, dans le cadre régional de leur société nécessaire peuvent entretenir des rapports qui seront

1. V. *supra*, n° 26-29.

juridiques, et en même temps, en dehors, dans un cadre plus vaste, des rapports de société avec d'autres États, qui ne sont et ne peuvent être juridiques, mais des rapports qui découlent de situations de fait. C'est ce que les événements se sont chargés de nous démontrer toutes les fois qu'on avait commis l'erreur de faire une estimation trop large de l'étendue d'une société internationale nécessaire, juridique ; les différends apparus ne se sont pas tranchés suivant le droit, mais suivant la force.

On nous opposera peut-être qu'avec cette conception si stricte de la société juridique internationale, le champ du droit international se trouve considérablement restreint et beaucoup de relations qu'on tenait pour juridiques ne soient plus que des situations de fait ; mais nous avouons ne pas voir en quoi il serait plus avantageux de garder ces illusions, si tôt ou tard la réalité des faits doit nous obliger de constater leur caractère d'illusions, car elles nous apparaissent bien comme des simples affirmations traduisant des aspirations vers un idéal, qui ne reste qu'un idéal.

Il faudra donc dire que la règle de droit international ne peut fonctionner que là où elle prend naissance, c'est-à-dire entre États et à l'intérieur d'une société nécessaire qui sera de ce fait une société juridique. Ensuite, qu'il peut y avoir autant de règles de droit et de systèmes de ces règles que de sociétés internationales nécessaires ; cela justifie la prétention de distinguer un droit international européen, américain ou asiatique, et un exemple frappant nous fut donné récemment, à l'occasion du conflit sino-japonais, quand on a prétendu que d'après les conceptions locales du droit international, il n'y avait pas état de guerre entre

les deux pays, malgré les hostilités, cependant que pour le droit international européen ou américain, cet état de guerre ne faisait pas de doute.

Quant à la question de savoir comment ces différences de règles et de systèmes de règles de droit international pourront s'accorder, il nous semble que nos démonstrations précédentes indiquent virtuellement la réponse ; lorsque ces sociétés internationales régionales à caractère nécessaire se trouveront dans les conditions de constituer à leur tour une société nécessaire plus vaste, cette nouvelle société secrètera elle-même ses règles qui en l'organisant juridiquement, réaliseront cet accord. Mais jusqu'alors, les systèmes distincts de règles de droit international auront leur vie propre et justement, du fait qu'elles sont distinctes, indiqueront un état d'isolement entre les sociétés internationales qu'ils régissent.

36. — Si la vie de la règle de droit international se passe dans une société d'États, quelle est la situation de l'individu vis-à-vis de ces règles ? Nous dirons tout de suite que ces règles ne le concernent pas directement, leur rôle étant d'organiser des rapports entre collectivités constituées. L'individu, membre de la société nécessaire État est régi par les règles de droit existantes dans l'État et il ne faut pas se tromper sur la nature des rapports d'individus appartenant à des États différents : si une règle de droit leur est applicable, c'est parce qu'un accord existant entre les règles des États respectifs, comme membres d'une société internationale nécessaire a fourni cette règle et non pas parce que surgie des rapports individuels sur le plan international. Dans l'hypothèse contraire, lorsque cette

dernière règle serait en contradiction avec les règles de droit de l'État, le chemin serait libre pour la discussion oiseuse de la prééminence entre droit étatique et droit international et, de la sorte, pour toutes les complications inutiles qui en découlent. Notre manière d'envisager le problème de la règle de droit écarte totalement cette question comme ne pouvant être posée logiquement. Ce sont les législations internes des États, établies suivant les règles de droit organisant la société juridique internationale en tant que société nécessaire, qui font naître des situations juridiques pour l'individu dans ses relations avec d'autres individus appartenant à des États différents, ou avec des États mêmes, dans ce dernier cas, l'État agissant comme simple particulier capable de contracter, d'après nous, seule relation possible entre l'individu et l'État sur le plan international.

Donc, lorsqu'on dit que l'individu est sujet de droit international, il faudra l'entendre comme étant régi dans ses rapports internationaux par des règles juridiques nationales se trouvant uniformément dans le droit des États, comme une conséquence de la société internationale juridique que ces États peuvent constituer à un moment donné. Cela, autant pour la loi formelle que pour la règle de droit objectif. En ce sens, le droit international positif, formel, applicable aux individus, ne peut pas avoir une existence distincte du droit étatique, car il est ce droit même. Une existence distincte ne peut être reconnue que pour le droit international organisant les rapports sociaux des membres de la société internationale qui sont, comme nous l'avons vu, des collectivités, les États nationaux pour le monde occidental, par exemple.

37. — Des constatations précédentes, on peut tirer quelques conclusions encore, en ce qui concerne la distinction traditionnelle d'un droit international privé et sa nature propre. De ce qu'on appelle aujourd'hui de ce nom, tout ce qui regarde les rapports et la condition des individus ressortissants d'États différents, apparaît, en somme, comme du droit privé national par son essence¹ dont les dispositions se trouvent en accord avec les législations civiles des autres États comme une conséquence de l'organisation juridique de la société internationale à laquelle tous appartiennent. Si on attribue à cette branche du droit privé national le nom d'international, cela ne peut être que dans le sens d'une qualification de la spécialité des rapports de droit privé qu'il régit — comme on dit droit commercial par exemple — mais non dans celui d'une sphère d'activité plus large que celle du droit privé national. Et comme cette spécialisation au sein du droit privé national d'une part, ne présente pas de traits distincts trop accusés, de l'autre peut prêter à confusion par l'emploi du mot « international », il vaudrait mieux simplifier la terminologie et renoncer de qualifier d'internationaux ces rapports de droit privé entre individus ; cela d'autant plus que l'existence d'un droit privé international peut être envisagé quant aux rapports des États entre eux en tant que rapports de droit privé, dans leurs relations commerciales, financières, par exemple.

*
* * *

1. Cf. E. Bartin, *Principes de droit international privé*, 1930-32, t. I, introduction, pp. 1-60.

38. — En touchant à la fin de cette étude, essayons de nous résumer. Partis de la constatation des difficultés pratiques du droit international, nous nous sommes arrêtés à sa première difficulté théorique que nous estimons responsable de toutes les autres : celle de pouvoir démontrer positivement l'existence même des règles de droit international, question de principe, purement théorique, qu'on ne peut pas résoudre par de simples affirmations ou négations aprioriques. L'apport des doctrines juridiques examinées à ce sujet s'est montré fatalement réduit, leurs préoccupations d'ordre normatif nuisant à l'objectivité de leurs constatations théoriques positives. Par la méthode que nous nous sommes proposés de suivre comme indiqué par ces difficultés mêmes, nous nous sommes bornés à examiner les conditions phénoménologiques de la règle de droit, en négligeant toute considération normative. Nous avons renoncé ainsi, de plein gré, à la position avantageuse du moraliste pour celle bien plus modeste qu'offre l'observation des faits et la déduction logique. En examinant les conditions d'existence de la règle de droit en tant que phénomène social, nous les avons trouvées dans une série de rapports nécessaires entre les sociétés et leurs membres ; transposées sur le plan international nous avons constaté que ces rapports restent les mêmes et par conséquent, l'existence objective de la règle de droit international devient théoriquement possible parce que positivement démontrable. Et si nous sommes obligés de constater aussi que nos conclusions coïncident avec des affirmations courantes, voire classiques dans la théorie générale du droit international, il nous reste la consolation d'avoir tenté,

en ce qui nous concerne, une démonstration là où, habituellement, on s'est contenté d'affirmer. Faut-il être déçu de ces maigres résultats ? Nous ne le pensons pas, car le propre de l'esprit positif dans lequel nous nous sommes cantonnés n'est pas de proposer des solutions grandioses, totales, immédiates, mais de procéder par vérifications partielles d'hypothèses suggérées par l'observation des faits, vérifications dont l'assemblage méthodique conduit à des explications chaque jour plus rapprochées de la réalité, en tant qu'elle peut nous être connaissable. Cette connaissance positive, si elle bride l'idéal, nous épargne aussi bien des expériences désagréables et en cela il nous semble qu'aujourd'hui, dans le domaine international, la chose est peut-être plus nécessaire que jamais.

VU :

Le Président de la Thèse,

LOUIS LE FUR

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE ¹

A. — Ouvrages généraux.

- AHRENS (H.). — *Cours de droit naturel ou de philosophie du droit*, 1 vol. in-8°, 565 p., Bruylont-Christophe, Bruxelles, 1860.
- *Encyclopédie juridique ou Exposition organique de la science du dr. privé, public et international, sur les bases de l'éthique*, 2 vol. in-8°, Paris, 1880.
- ANZILOTTI (D.). — *Cours de Droit international*, t. I, « Théorie générale », trad. G. Gidel, 1 vol. in-8°, 586 p., Sirey, Paris, 1929.
- BARTIN. — *Principes de Droit international privé*, 2 vol. in-8, Domat-Montchretien, Paris, 1930-1932.
- BINDER (J.). — *Philosophie des Rechts*, 1 vol. in-8°, G. Shilke, Berlin, 1925.
- BOISTEL (AL.). — *Cours de philosophie du droit, professé à la Fac. de Droit de Paris*, 2 vol. in-8°, Fontemoing, Paris, 1899.
- DUGUIT (L.). — *Traité de droit Constitutionnel*, 5 vol. in-8°, de Boccard, Paris, 1927.
- FAUCHILLE (P.). — *Traité de Droit International Public*, 2 t. en 5 vol., in-8°, Rousseau, Paris, 1922.
- KELSEN (H.). — *Allgemeine Staatslehre*, 1 vol. in-8°, 433 p., Springer, Berlin, 1925.

*) Le cadre réduit du présent ouvrage nous a imposé d'éviter les citations trop nombreuses qui auraient alourdi ses développements. Nous avons estimé toutefois utile de donner ici une liste d'ouvrages et articles de revues qui, au cours de notre information personnelle, nous ont semblé intéressantes, autant pour leur conformité avec les points de vue qui nous sont propres, que pour leurs positions différentes. Comme le problème envisagé touche à plusieurs domaines et implique des investigations très variées, nous serions très heureux si ces indications bibliographiques pouvaient servir d'autres études plus poussées de ces questions.

- LAWRENCE (T. J.). — *Les principes de droit international*, trad. par MM. J. Dumas et A. de Lapradelle (sur la 5^e éd.), 1 vol. in-8°. Oxf. Univ. Press, New-York, 1920.
- LE FUR (L.). — *Précis de Droit International Public*, 1 vol. in-16, 583 p., Dalloz, Paris, 1931.
- LISZT (F. von). — *Le Droit International. Exposé systématique* (trad. franç. d'après la 9^e éd. all. de 1913 par G. Gidel), 1 vol. in-8°, 400 p., Pedone, Paris, 1928.
- LOUTER (J. DE). — *Le droit international public positif*, 2 vol. in-8°, Univ. Press., Oxford, 1920.
- NYS (E.). — *Le droit international. Les principes, les théories, les faits*, 3 vol., in-8°. 1^{re} éd. Fontemoing, Paris, 1912.
- PRADIER-FODÈRE. — *Traité de Droit International public européen et américain*, 8 vol. in-8°, Pedone, Paris, 1885-1906.
- REDSLOB (R.). — *Histoire des grands principes du droit des gens depuis l'antiquité jusqu'à la veille de la grande guerre*, 1 vol. in-8°, 500 p., Rousseau, Paris, 1923.
- STAHL — *Histoire de la philosophie du droit*, trad. par Chauffard, 1 vol. in-8°, Paris, 1880.
- STAMLER. — *Lehrbuch der Rechtsphilosophie*, 1 vol. in-8°, Berlin, 1922.
- STRUPP (K.). — *Eléments du droit international public universel européen et américain*, 2^e éd., 3 vol. in-8°. Edit. Internat., Paris, 1930.
- WESTLAKE (J.). — *Traité de Droit International*, trad. d'après la 2^e éd., 1 vol. in-8°, 760 p. Dot., Carnegie, Oxford-Paris, 1924.

B. — Ouvrages divers.

- AKZIN (B.). — *Les problèmes fondamentaux du Droit international public* (thèse Paris), 1 vol. in-8°, 1929.
- ALVAREZ (A.). — *La codification du droit international. Ses tendances, ses bases*, 1 vol. in-8°, 294 p., Pedone, Paris, 1912.
- *Le nouveau droit international public et sa codification en Amérique*, 1 vol. in-8°, 65 p., Rousseau, Paris, 1924.
- *La reconstruction du droit international et sa codification en Amérique*, 1 vol. in-8°, 359 p., Rousseau, Paris, 1928.
- *Principes du Droit international nouveau* (Cours à l'Inst. des H. Et. Int., 1929-30), 1 vol. in-4°, 224 p., « Les Cours de Droit », Paris, 1930.
- ANNALES de l'Institut Intern. de Sociologie, t. XVI. *Sociologie de la Guerre et de la Paix*, 1 vol. in-8°, 315 p., Giard, Paris, 1931.
- ANTHONY (R.). — *La force et le droit. — Le prétendu droit biologique*, 1 vol. in-12, Alcan, Paris, 1917.
- BALDWIN (J. M.). — *Psychologie et sociologie. L'individu et la société*, 1 vol. in-18, Giard, Paris, 1910.
- BAETS (Abbé de). — *Les bases de la morale et du droit*, 1 vol. in-8°, Alcan, Gand-Paris, 1892.

- BAUER (A.). — *Les mœurs et les impératifs de la morale*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1922.
- BAYET (A.). — *La science de faits moraux*, 1 vol. in-16, VIII-136 p., Alcan, Paris, 1925.
- BELOT (G.). — *Études de morale positive*, 2 vol. in-8°, XIX-288 et 290 p., Alcan, Paris, 1921.
- BERGSON (H.). — *Les deux sources de la morale et de la religion*, 1 vol. in-8°, Alcan, Paris, 1931.
- BEUDANT (CH.). — *Le droit individuel et l'État. Introduction à l'étude du droit*, 1 vol. in-8°, 2^e éd., Rousseau, Paris, 1891.
- BOISTEL (AL.). — *Principes de métaphysique nécessaires à l'étude de la Philosophie du Droit*, 1 vol. in-8°, Fontemoing, Paris, 1899.
- BONNARD (R.). — *L'origine et l'ordonnement juridique*, dans *Mélanges M. Hauriou*, p. 52-77, 1 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1929.
- BONNECASE (J.). — *Science du droit et romantisme. — Le conflit des conceptions juridiques en France de 1880 à l'heure actuelle*, 1 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1928.
- *Introduction à l'étude du droit*, 1 vol. in-8°, 398 p., 2^e éd., Sirey, Paris, 1931.
- BONNUCCI (A.). — *L'orientazione psicologica dell'etica e della filosofia del diritto*, 1 vol. in-8°, 380 p., Bartoli, Peggione, 1907.
- BONNET (P.). — *Le droit en retard sur les faits*, 1 vol. in-16, 153 p., Libr. Gén., Paris, 1930.
- BOUGLÈ (C.). — *Leçons de sociologie sur l'évolution des valeurs*, 1 vol. in-12, 287 p., A. Colin, Paris, 1922.
- *Le Solidarisme*, 1 vol. in-16, 208 p., Giard, Paris, 1924.
- *La sociologie et le droit comparé. — La sociologie et le droit naturel*, dans « *Philos. scientif. et sociologie* ». Conf. à la Sorbonne, 1 vol. in-12, 276 p., F. Nathan, Paris, 1926.
- BOURQUIN. — *Règles générales du droit de la paix*, dans *Recueil des cours de La Haye*, 1931, n° 35, 1 vol. in-8°, 232 p., Sirey, Paris, 1932.
- BOUTROUX (EM.). — *De l'idée de loi naturelle dans la Science et la Philosophie contemporaine* (cours en 1892-93), 1 vol. in-8°, 144 p., Vrin, Paris, 1925.
- BRIÈRE (Y. DE LA). — *La communauté des Puissances. D'une communauté inorganique à une communauté organique*, 1 vol. in-8°, 391 p., Beauchesne, Paris, 1932.
- BRIERLY (J.). — *Le fondement du caractère obligatoire du droit international*, dans *Rec. cours Acad.*, La Haye, t. XXIII, Hachette, Paris, 1928.
- BROWN-SCOTT (J.). — *Le progrès du droit des gens*, 1 vol. in-8°, Edit. Intern., Paris, 1931.
- BRÜCK (O.). — *Les sanctions en droit international public* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 284 p., Pedone, Paris, 1933.

- BRUNHES (J.). — *Conditions de géographie humaine de la S. D. N.*, dans « Vers la S. D. N. », 1 vol. in-8°, Giard, Paris.
- BUREAU (P.). — *La Science des Mœurs. Introduction à la méthode sociologique*, 1 vol. in-8°, 328 p., Bloud et Gay, Paris, 1923.
- CAPITANT (R.). — *L'Illicite. — T. I. L'impératif juridique*. (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 230 p., Dalloz, Paris, 1928.
- CARRÉ DE MALBERG (R.). — *Contribution à la théorie générale de l'Etat, spécialement d'après les données fournies par le droit constitutionnel français*, 2 vol. in-8°, 1^{re} éd., Sirey, Paris, 1920-22.
- CAULLET (P.). — *Eléments de sociologie : la science et l'art; lois et hypothèses; systèmes et utopies*, 1 vol. in-8°, xv-356 p., 2^e éd., Rivière, Paris, 1930.
- CHAILLEY (P.). — *La nature juridique des traités internationaux, selon le droit contemporain*, 1 vol. in-8°, 343 p., Sirey, Paris, 1932.
- CHALLAYE (Félicien). — *Philosophie scientifique et philosophie morale* 1 vol. in-16, 652 p., F. Nathan, Paris, 1923.
- CHARMONT (J.). — *La renaissance du droit naturel*, 1 vol. in-8°, 223 p., 2^e éd., Duchemin, Paris, 1927.
- CHENON (E.). — *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat du I^{er} au XX^e siècle*, 1 vol. in-8, Paris, 1913.
- CIMBALI (G.). — *Il concetto dello filosofia del diritto nell' organizzazione dei rapporti internazionali*, 1 vol. in-8°, 579 p., Torino, 1912.
- CIPRIANI. — *Studi sulle concezioni fondamentali della filosofia del diritto*, 1 vol. in-8°, 150 p., Torino, 1913.
- COLLETTE (J.). — *Les principes du droit des gens dans la jurisprudence de la C. P. J. I.* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, vi-207 p., Berger-Levrault, Paris, 1931.
- CONSTANTINOFF (J.). — *La codification du droit international et l'unification législative* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 240 p., Duchemin, Paris, 1929.
- CORNEJO (M.-H.). — *L'équilibre des continents*, Col. « Les Quest. du Temps présent », 1 vol. in-16, 250 p., Alcan, Paris, 1931.
- CORNIL (G.). — *Le droit privé. Essai de sociologie juridique simplifiée*, 1 vol. in-16, xvi-148 p., Giard, Paris, 1924.
- CRESSON (A.). — *Le Probleme moral et les philosophes*, 1 vol. in-18, A. Colin, Paris, 1933.
- CRUET (J.). — *La vie du droit et l'impuissance des lois*. 1 vol. in-12, Flammarion, Paris, 1908.
- CUCHE (P.). — *En lisant les juristes philosophes*, 1 vol. in-16, de Gigord, Paris, 1919.
- *Conférences de philosophie du droit*, 1 vol. in-16, 128 p., Dalloz, Paris, 1928.
- DABIN (J.). — *La Philosophie de l'ordre juridique positif, spécialement dans les rapports de droit privé*, 1 vol. in-8°, 791 p., Sirey, Paris, 1929.

- DAMIENS, BOUGLÉ, HAUSER, etc. — *Philosophie scientifique et sociologie*. (Confér. à la Sorbonne, 1925), 1 vol. in-8°, 276 p., F. Nathan, Paris, 1925.
- DAVY (G.). — *Eléments de Sociologie. I. — Sociologie Politique*, 1 vol. in-16. 232 p., Delagrave, Paris, 1921.
- *Le droit, l'idéalisme et l'expérience*, 1 vol. in-16, VIII-168 p., Alcan, Paris, 1922.
- *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui*, 1 vol. in-8°, Alcan, Paris, 1931.
- DEFROIDMONT (J.). — *La science du droit positif*, dans « Bibl. franç. de Phil. » 1 vol. in-12°, p. 376., Desclée de Brouwer, Paris, 1933.
- DELOS, LEHMANN, DAVEL, PRELAT. — *La Société Internationale*, 1 vol. in-12, 169 p., Gigord, Paris, 1928.
- DELOS (J.-T.). — *La société internationale et les principes du droit public*, 1 vol. in-8°, XVIII-344 p., Pedone, Paris, 1929.
- DEL VECCHIO (G.). — *La S. D. N. au point de vue de la philosophie du droit international*, dans Rec. des cours Acad. La Haye. n° 38, 1931.
- *Il concetto della natura e il principio del diritto*, 1 vol. in-8, M. Zanichelli, Bologna, 1922.
- DELWAIDE. — *La définition du droit. Son objectivité*, 1 br. in-8°, 55 p., Larcier, Bruxelles, 1908.
- DEPLOIGE (S.). — *Le conflit de la morale et de la sociologie*, 1 vol. in-4°, 424 p., Alcan, Louvain-Paris, 1911.
- DEREVITZKY (P.). — *Les principes du droit international dans la jurisprudence de la C. P. J. I.*, 1 vol. in-8°, Pedone, Paris, 1932.
- DEVAUX (J.). — *Traité élémentaire de Droit International Public*, 1 vol. in-8°, XII-536 p., Sirey, Paris, 1935.
- DJUVARA (M.). — *Le fondement du phénomène juridique. Quelques réflexions sur les principes logiques de la connaissance juridique*. (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1913.
- *Teoria generala a dreptului* (*Enciclopedia juridica*). 3 vol. in-16°. I, 278 p., II, 589 p., III, 269 p., Socec. Bucuresti, 1930.
- DILTHEY (W.). *Einleitung in die Geisteswissenschaften*, 1 vol. in-8°, Leipzig, 1923.
- DONATI (B.). — *Fondazione della scienza del diritto. Parte prima di una introduzione all scienza del diritto*, 1 vol. in-8°, Padova, 1929.
- DREZGA (T.). — *Les problèmes fondamentaux du droit des gens et la C. P. J. I.* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 187 p., Sirey, Paris, 1931.
- DUGAST (F.). — *Les lois sociales devant le droit naturel*, 1 vol. in-8°. Giard, Paris, 1900.
- DUGUIT (L.). — *Le Congrès de droit international d'Anvers* (Rapp. prés. à la Fac. de Dr. de Caen), 1 vol. in-8°, Paris, 1886.
- *L'Etat, le droit objectif et la loi positive*, 1 vol. in-8°, 623 p., Paris, 1901.
- *Les transformations du droit public*, 1 vol. in-12, A. Colin, Paris, 1913.
- *La Doctrine allemande de l'autolimitation de l'Etat*, 1 br. in-8°, Giard, Paris, 1920.

- DUGUIT (L.). — *Le droit social, le droit individuel et les transformations de l'Etat*, 1 vol. in-16°, 160 p., 3^e éd., Alcan, Paris, 1922.
- DUMAS (J.). — *Les sanctions de l'arbitrage international*, 1 vol. in-8°, xv-432 p., Pedone, Paris, 1905.
- DUPRAT (G.-L.). — *La contrainte sociale et la guerre*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1928.
- DUPUIS (Ch.). — *Le droit des gens et les rapports des grandes puissances avec les autres Etats*, 1 vol. in-8°, 544 p., Plon, Paris, 1921.
- DURAS (V. H.). — *La Paix par l'organisation internationale*, 1 vol. in-18°, Giard, Paris, 1910.
- DURKHEIM (E.). — *Sociologie et Sciences sociales* (dans « De la méthode dans les sciences » ouvr. collect., t. I, p. 259-285), 2 vol. in-16°, Alcan, Paris, 1909.
- *Jugements de valeur et jugements de réalité*, dans Rev. de Métaph. et de Morale, juillet 1911.
- *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, 1 vol. in-8°, 617 p., Alcan, Paris, 1912.
- *Les Règles de la méthode sociologique*, 1 vol. in-18°. Alcan, Paris, 1919.
- *De la Division du Travail social*, 1 vol. in-8°, 3^e éd., Alcan, Paris, 1926.
- EFREMOFF (J.). — *La Conciliation Internationale*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. XVIII, 1927, p. 5-184.
- EHRLICH (E.). — *Grundlegung der Soziologie des Rechts*, 1 vol. in-8°, 409 p., 2^e éd., Duncker u. Humbold, München, 1928.
- FEILCHENFELD (Dr E.). — *Völkerrechtspolitik als Wissenschaft*, 1 vol. in-8°, Vahlen, Berlin, 1922.
- FIGLIO (P.). — *Le droit international codifié et sa sanction juridique*, trad. Antoine, 1 vol. in-8°, Pedone, Paris, 1911.
- FONDATEURS DU DROIT INTERNATIONAL (Les). (F. de Victoria, A. Gentilis, F. Suarez, Grotius, Zouch, Pufendorf, Bynkershoek, Wolf, Watel, de Martens) par div.; préf. de A. Pillet, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1904.
- FOUILLÉE (A.). — *La science sociale contemporaine*, 1 vol. in-12°, Hachette, Paris, 1880.
- *La critique des systèmes de morale contemporains*, 1 vol. in-8°, 411 p., Alcan, Paris.
- *L'idée moderne du droit*, 1 vol. in-16°, 408 p., Hachette, Paris, 1920.
- GARNER (J. W.). — *Le développement et les tendances récentes du droit international* dans Rec. des cours Acad. La Haye, n° 33, 1931.
- GÉNY (F.). — *Science et Technique en droit privé positif. Nouvelle contribution à la critique de la méthode juridique*, 4 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1914.
- *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, 2 vol. in-8°, t. I, 446 p., t. II, 422 p., 2^e éd., Libr. gén. Droit et Jurisp., Paris, 1932.

- GIANNI (Gr.). — *La coutume en droit international* (thèse Paris), 1 vol. in-8°. 184 p., Pedone, Paris, 1934.
- GIDEL (G.). — *Droits et Devoirs des nations, théorie classique des droits fondamentaux des Etats*, dans *Rec. des Cours de l'Acad.*, La Haye, t. X, p. 541-599, 1925.
- GIVANOVITCH (Th.). — *Système de philosophie juridique synthétique* (thèse Paris), 1 vol., 101 p., Rousseau, Paris, 1927.
- GOBLOT (Ed.). — *Le système des sciences*, 1 vol. in-16°, 270 p., A. Colin, Paris, 1922.
— *La logique des jugements de valeur. Théorie et applications*, 1 vol. in-8°, Colin, Paris, 1927.
- GOUET (Y.). — *La coutume en Droit constitut. interne et en droit constit. international* (thèse Paris), 1 vol. in-8°, 168 p., Pedone, Paris, 1932.
- GRAMAIN (P.). — *Les droits internationaux de l'homme* (thèse Paris), 1 vol. in-8°, 243 p., Edit. Internat., Paris, 1933.
- GRASSERIE (R. DE LA). — *De la structure politique de la société*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1896.
— *Les principes sociologiques du droit public*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1911.
— *Des obstacles imprévus au pacifisme*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1914.
- GREEF (DE). — *Les lois sociologiques*, 1 vol. in-18°, 183 p., Alcan, Paris, 1893.
— *Systèmes et faits sociaux. Introduction à la sociologie*, 1 vol. in-8°, Rivière, Paris, 1911.
- GROPPALI (A.). — *Le problème du progrès du droit*, 1 br. in-8°, Giard, Paris, 1907.
- GUERRY (E.). — *Recherches sur la personnalité internat. de l'individu*, 1 vol. in-8°, 280 p., Ed. de la Vie Universit., Paris, 1924.
- GURVITCH (G.). — *Les tendances actuelles de la philosophie allemande*, 1 vol. in-8°, 236 p., Vrin, Paris, 1930.
— *L'idée du droit social, Notion et système du droit social. Histoire doctr. depuis le XVII^e s. jusqu'à la fin du XIX^e s.*, 1 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1932.
— *Le temps présent et l'idée du droit social*, 1 vol. in-8°, Vrin, Paris, 1932.
- GUYE (R.). — *La Fédération Européenne, vers l'entente politique par l'organisation économique* (Prix de la Rev. des Vivants), 1 vol. in-8°, Paris, 1931.
- HABERT (O.). — *L'école sociologique et les origines de la morale*, 1 vol. in-16°, VII-304 p., Rivière, Paris, 1923.
- HADJISIOS (D. A.). — *Les sanctions internationales de la S. D. N.*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1920.
- HAURIQU. — *Les Facultés de droit et la sociologie*, 1 br. in-4°, 31 p., Thorin et fils, Paris, 1893.
— *Principes de droit public*, 1 vol. in-8°, 734 p., Larose et Tenin, 1909.

- HAURIUO. — *La théorie de l'institution et de la fondation. Essai de vitalisme social*, dans « La Cité mod. et les transf. du Droit ». Cahiers de la Nouvelle journée. T. IV, p. 2, Bloud et Gay, Paris, 1925.
- HAUSER (H.). — *Essai d'une définition et d'une classification des sciences sociales*, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1902.
- *La Paix économique*, 1 vol. in-18, 186 p., A. Colin, Paris, 1935.
- HEILBORN (P.). — *Les sources du droit international*, dans Rec. des Cours de l'Acad. de la La Haye, t. XI, p. 5-63, 1926.
- HENRION (Ch.). — *La nation et le droit des gens* (thèse Nancy), 1 vol. in-8°, 168 p. Edg. Thomas, Nancy, 1911.
- HEYKING (A. DE). — *La conception de l'État et l'idée de la cohésion ethnique*, 1 vol. in-8°, 155 p., Rousseau, Paris, 1927.
- HÖFFDING. — *La pensée humaine*, 1 vol. in-8, Alcan, Paris, 1911.
- HUBER. — *Die soziologischen Grundlagen des Völkerrechts*, 1 vol. in-8°, 201 p., Rothschild, Berlin, 1928.
- HUBERT (R.). — *Le sens du réel*, 1 vol. in-8°, Alcan, Paris, 1901.
- IHERING. — *La lutte pour le droit*, trad. O. de Meulenaere, 1 vol. in-8°, Marescq, Paris, 1890.
- *L'évolution du droit*, trad. par O. de Meulenaere, 1 vol. in-8°, Marescq, Paris, 1901.
- JELLINEK (G.). — *Allgemeine Staatslehre*, 1 vol. in-8°, 798 p., 2^e éd., Springer, Berlin, 1905.
- JITTA. — *La Rénovation du droit international sur la base d'une communauté juridique du genre humain*, 1 vol. in-8°, 190 p., Nijhoff, La Haye, 1919.
- JOHANNET (R.). — *Le Principe des Nationalités*, 1 vol. in-8°, LVI-538 p. Nouvelle libr. Nationale, Paris, 1918.
- KANTOROVICZ (H.). — *Zur Lehre vom richtigen Recht*, 1 vol. in-8°, Berlin, 1909.
- KElsen (H.). — *Grenzen zwischen juristischer u. soziologischer Methode*, 1 vol. in-8°, J. C. B. Moln, Tübingen, 1911.
- *Hauptprobleme des Staatsrechtslehre*, 1 vol. in-8°, xxvii-709 p., Mohr, Tübingen, 1911.
- *Les rapports de système entre le droit interne et le droit international*, dans Rec. des cours Acad., La Haye, t. XIV, p. 231-331, 1926.
- KELLER (H. K. E. L.). — *Droit naturel et droit positif en droit international public* (Etude de méthode) (Thèse Bordeaux), 1 vol. in-8°, vi-94 p., Sirey, Paris, 1931.
- KLINGMÜLLER. — *Der Begriff des Rechts grundtes*, 1 vol. in-8°, Breslau, 1901.
- KOHLER (J.). — *Grundlagen des Völkerrechts*, 1 vol. in-8°, 250 p., Enke, Stuttgart, 1918.
- KORFF (Baron S.). — *L'introduction à l'Histoire du Droit International*, dans Rec. des cours Acad., La Haye, t. I, 1923.

- KORKOUNOW (N.-M.). — *Cours de théorie générale du droit* (trad. par Tchernoff), 1 vol. in-8°, 2^e éd., Giard, Paris, 1914.
- KOSTERS (J.). — *Les fondements du droit des gens*, dans Bibl. Visseriana, t. IV; 4 vol. in-8°, 273 p., Nijhoff, La Haye, 1925.
- KRABBE (H.). — *L'idée moderne de l'État*, dans Rec. des cours Acad., La Haye, t. XIII, p. 509-582, 1926.
— *Kritische Darstellung der Staatslehre*, trad. du holland., 1 vol. in-8°, 338 p., Nijhoff, Haag, 1930.
- KRAUS (H.). — *La morale internationale*, dans Rec. des cours Acad., La Haye, t. XVI, 1927.
- KUNZ (K.). — *Völkerrechtswissenschaft u. Reine Rechtslehre*, 1 vol. in-8°, 85 p., Deuticke; Wien, 1923.
- LACROIX (P.). — *Essai sur le mysticisme juridique*. Rec. de l'Acad. de législ. de Toulouse, 1923-24, p. 58-102.
- LACOMBE (R.). — *La méthode sociologique de Durkheim*, 1 vol. in-18, Alcan, Paris, 1926.
- LAGORGETTE (J.). — *Le fondement du droit et de la morale* (Thèse Dijon), 1 vol. in-8°, 300 p., Giard, Paris, 1907.
- LALANDE (A.). — *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 2 vol. in-4°, p. 41-500, 501-1065 et 1 suppl., 4^e éd., Alcan, Paris, 1932.
- LAMBERT (Ed.). — *L'enseignement du droit comme science sociale et comme science internationale*, dans Bull. de l'Inst. de Dr. Comp. de Lyon, 1 vol. in-8°, 346 p., Giard, Paris, 1929.
- LANGE (C.-L.). — *Histoire de l'internationalisme* (Publ. de l'Institut. Nobel norvégien), 1 vol. in-8°, Ascheborg, Kristiania, 1919.
- LANGE (C.-L.). — *Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le développement du Droit International*, dans Rec. des Cours, Acad. La Haye, t. XIII, 1925.
- LECLERCQ (Abbé J.). — *Leçons de droit naturel*, dans Coll. de la Soc. d'Etudes morales, sociales et juridiques, 5 vol. in-8°. Wesmael-Charlier, Namur, 1927.
- LECOUTRE (S.). — *Les sanctions de la S. D. N.* (Thèse Aix), 1 vol., in-8°, 145 p., Imp. du Sud-Est, Toulon, 1924.
- LE FUR (L.). — *Races, Nationalités, Etats*, 1 vol. in-16°, 156 p., Alcan, Paris, 1922.
— *La nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales* (Cours à la « Sem. Sociale », Rennes, 1924), 1 vol. in-12, Chron. Soc. de France, Lyon, 1924.
— *Nationalisme et internationalisme au regard de la Morale et du Droit naturel* (extr. Chronique sociale de France), 1 br. in-8°, 32 p., Lyon.
— *La Société Internationale et la souveraineté de l'Etat* (Séances et trav. de l'Ac. Diplom., 1928).
— *La théorie du droit naturel depuis le XVII^e siècle et la doctrine moderne*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. XVIII, p. 263-442, Paris, 1928.

- LE FUR. — *Philosophie du droit des gens*. Cours à l'Int. H. E. I., 1 vol. in-8°, 162 p. « Les Cours de Droit », Paris, 1930.
- *Philosophie du droit des gens*. Cours à l'Inst. des H. E. I., 1931, 1 vol. in-8°, 265 p., Dot. Carnegie, Paris, 1931.
- *Philosophie du droit des gens*. Cours à l'Inst. H. E. I., 1 vol. in-8°, 238 p. Dot. Carnegie, Paris, 1932.
- *Le développement historique du droit international : de l'anarchie internationale à une communauté internationale organisée*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, n° 41, p. 505-601, 1932.
- LE HENAFF (A.). — *Le droit et les forces*. Etude sociologique, 1 vol. in-12, 174 p. Alcan, Paris, 1926.
- LETOURNEAU. — *La psychologie ethnique. Mentalité des races et des peuples*, 1 vol. in-8°; VIII, 556 p., Schleicher, Paris, 1910.
- LÉVI (Al.). — *La société et l'ordre juridique*, 1 vol. in-12, 403 p., Vrin, Paris, 1911.
- *Saggi de teoria del diritto*, 1 vol. in-8°, Bologna, 1924.
- LÉVY-BRUHL. — *La morale et la science des mœurs*, 1 vol. in-8°, 300 p. Alcan, Paris, 1903.
- LÉVY (Em.). — *Introduction au droit naturel*, 1 br. in-4°, 21 p. Edition de la Sirène, Paris, 1922.
- LÉVY-ULLMANN (A.). — *Eléments d'introduction générale à l'étude du droit*. I) *La définition du droit*, 1 vol. in-8°, 176 p., Sirey, Paris, 1917.
- LIOY (D.). — *La philosophie du droit*, trad. de l'italien par Durand. 1 vol. in-8°, 1887.
- LORIA (A.). — *Les bases économiques de la justice internationale*, 1 vol. in-4°, Christiana, 1912.
- MACIEJEWSKI (Dr). — *La théorie du Droit*, 1 vol. in-18°. Paris, 1931.
- MADAY (A. DE). — *Essai d'une explication sociologique de l'origine du droit*, 1 vol. in-18. Giard, Paris, 1911.
- *Sociologie de la Paix. Introduction à la philosophie du droit international*, 1 vol. in-16. Giard, Paris, 1913.
- MANDELSTAM (A.). — *La protection internationale des droits de l'homme*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, n° 38, 1932.
- MARASCO (Georges). — *Expression et concrétisation du droit* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 179 p., Jouve, Paris, 1930.
- MARKOVITCH (A.). — *Essai sur les rapports entre la notion de justice et l'élaboration du droit privé positif* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 238 p., Rousseau, Paris, 1930.
- MARTIN SAINT-LÉON (E.). — *Les sociétés de la nation. Étude sur les éléments constitutifs de la Nation Française*, 1 vol. in-8°, 416 p., Spes, Paris, 1930.
- MARTYNIAK (C.). — *Le fondement objectif du droit d'après saint Thomas d'Aquin*, 1 vol. in-8°, 207 p., Edit. Pierre Bossuet, Paris, 1931.
- MATHIEU (M.). — *Evolution de l'idée de société des nations* (Thèse Nancy). 1 vol. in-8°, 268 p., Rigot et Cie, Nancy, 1923.

- MAUNIER (R.). — *Introduction à la sociologie*, 1 vol. in-16°. Alcan, Paris, 1929.
- MÉTHODES JURIDIQUES (LES). — *Leçons au Col. libre des Sciences sociales*, par Larnaude, Truchy, Gény, etc., 1 vol. in-8°, Giard, Paris.
- MICHEL (S.). — *La notion thomiste du bien commun. Quelques-unes de ses applications juridiques*. 1 vol. in-8°. Vrin, Paris, 1932.
- MILHAUD (E.). — *L'organisation économique de la paix*, dans Rec. des Cours Acad. La Haye, t. XV, 1926.
- MILIOUCH (B.). — *Le fondement du droit international* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 144 p. Press. Mod. Paris, 1928.
- MINOST. — *Le fédéralisme économique et les sociétés à charte internationale. Les coopérations interétatiques*. 1 vol. in-8°, 235 p., Sirey, Paris, 1930.
- MICKINE-GUETZÉVITCH (B.). — *Droit international et droit constitutionnel*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, n° 33, 1931.
- MOCHI (A.). — *Science et morale dans les problèmes sociaux*, 1 vol. in-8°. xxiv, 583 p., Alcan, Paris, 1931.
- MORGAN (J. DE). — *Essai sur les nationalités*, 1 vol. in-8°, 138 p., Berger-Levrault, Paris, 1917.
- MORGENTHAU (H.). — *La réalité des normes, en particulier des normes du droit international. Fondements d'une théorie de normes*, 1 vol. in-8°, 252 p., Alcan, Paris, 1934.
- MORIN. — *La révolte des faits contre le Code*, 1 vol. in-16°, 256 p., Grasset, Paris, 1920.
- MOUSKHELI (M.). — *La théorie de l'Etat fédéral*, 1 vol. in-8°, 302 p., Pedone, Paris, 1931.
- MUIR (R.). — *Nationalisme et internationalisme. Le point culminant de l'histoire moderne*, trad. H. de Varigny, 1 vol. in-16°, 334 p., Pavot, Paris, 1918.
- NAVILLE. — *Classification des sciences*, 1 vol. in-8°, 322 p., 3^e éd. Alcan, Paris, 1920.
- NIPPOLD (O.). — *Le développement historique du Droit International depuis le Congrès de Vienne*, dans Rec. des Cours Acad. La Haye, t. II, 1924.
- NOVICOV (I.). *Mécanisme et limites de l'association humaine* (Biblioth. sociologique internationale), 1 vol. in-12. Girard et Brière, Paris, 1911.
- NYS (E.). — *Les origines du droit international*, 1 vol. in-8°, Gasteigne, Bruxelles, 1894.
- OLPHE-GAILLARD. — *La morale des Nations*, 1 vol. in-8°. Giard, Paris, 1920.
- OPPENHEIMER (Fr.). — *L'Etat, ses origines, son évolution et son avenir*, traduction W. Hord, 1 vol. in-8°, Giard, Paris, 1913.
- PARODI (D.). — *Les bases psychologiques de la vie morale*, 1 vol. in-16, Alcan, Paris, 1928.

- PARODI (D.). — *Le problème moral et la pensée contemporaine*, 1^{er} vol. in-8°, 320 p., 2^e éd., Alcan, Paris, 1930.
- *Du positivisme à l'idéalisme. Philosophie d'hier et d'aujourd'hui*, 1 vol. in-8°, 254 p., Vrin, Paris, 1930.
- PEARCE HIGGINS. — *Studies in International law and relations*, 1 vol. in-8°, VIII, 314 p., Univ. Press., Cambridge, 1928.
- PHILLIMORE. — *Les droits et les devoirs fondamentaux des Etats*, dans Rec. des Cours Acad. La Haye, t. I, p. 29-71, 1923.
- PICARD (E.). — *Le droit pur*, 1 vol. in-12. Flammarion, Paris, 1919.
- *Les constantes du droit. Institutes juridiques modernes*, 1 vol. in-12, Flammarion, Paris, 1921.
- PINON (R.). — *Le fait des interdépendances économiques dans le domaine international* (Cours à la « Sem. Sociale », Rennes).
- PIOT (A.). — *Droit naturel et Réalisme. Essai critique sur quelques doctrines françaises contemporaines*. (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 230 p., Lib. Générale, Paris, 1930.
- PLATON (G.). — *Pour le droit naturel*, 1 vol. in-12, 125 p., Rivière, Paris, 1911.
- POGGI (A.). — *Il concetto del Diritto e dello stato nella filosofia giuridica italiana contemporanea*, 1 vol. in-8°, 204 p., Cedam, Padova, 1933.
- POLITIS (N.). *Les nouvelles tendances du droit international*, 1 vol. in-16, 249 p., Hachette, Paris, 1927.
- PRIVAT (Ed.). — *Le choc des patriotismes. Les sentiments collectifs et la morale entre nations*, 1 vol. in-16, vii-179 p., Alcan, Paris, 1931.
- RAAFAT (W.). — *Le problème de la sécurité internationale* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 684 p., Pedone, Paris, 1930.
- RABAUD, BREUIL, GRASSÉ, LAUTIER. — *Les origines de la Société* (Deux semaines de synthèse), 1 vol. in-8°, 100 p., Renaissance du Livre, Paris, 1931.
- RALSTON (J.-H.). — *Le droit international de la démocratie*, trad. par H. Marquis, 1 vol. in-12, 177 p., Giard, Paris, 1923.
- RAPISARDI-MIRABELLI (A.). — *Théorie générale des Unions internationales*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. VII, 1925.
- RAUH (F.). — *Études de Morale*, 1 vol. in-8°, xxv-504 p., Alcan, Paris, 1914.
- RAYNAUD (B.). — *La vie économique internationale*, 1 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1926.
- REDSLOB (R.). — *Le principe des nationalités. Les origines, les fondements* 1 vol. psychologiques, les forces adverses, les solutions possibles, in-8°, Sirey, Paris, 1931.
- *Le principe des nationalités*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, n° 37, 1932.
- REEVES (J. S.). — *La structure de la communauté internationale*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. III, p. 5-24, 1921.

- RENAN (E.). — *Qu'est-ce qu'une Nation ?* Conf. faite en Sorbonne le 11 mars 1882. 1 br. in-8°, 30 p., C. Lévy, Paris, 1882.
- RENARD (G.). — *Autour des idées de M. Duquitt. Des sciences physiques aux sciences morales*, 1 br. in-8°, 27 p., Sirey, Paris, 1923.
- *Le droit, la justice et la volonté* (Confér. d'introd. philos. à l'étude du droit, 1^{re} série), 1 vol. in-18, Sirey, Paris, 1924.
- *Le droit, la logique et le bon sens* (Conf. d'intr. philos. à l'étude du droit, 2^e série) 1 vol. in-18, Sirey, Paris, 1925.
- *Le droit, l'ordre et la raison* (Conf. d'introd. philos. à l'étude du droit, 3^e série), 1 vol. in-18, Sirey, Paris, 1927.
- *La valeur de la loi-critique philosophique de la notion de loi. Pourquoi et comment il faut obéir à la loi*. 1 vol. in 8°, 298 p., Sirey, Paris, 1928.
- *La théorie de l'Institution. Essai d'ontologie juridique*. 1 vol. in-8°, t. XXXVI, 639 p., Sirey, Paris, 1930.
- RENOUVIER, — *Science de la Morale*, 2 vol. in-8°, Paris, 1908.
- RICHARD (G.). — *Essai sur l'origine de l'idée du droit* (thèse Lettres, Paris), 1 vol. in-8°, t. XXIII, 236 p., E. Thorin, Paris, 1892.
- RIPERT (G.). — *La règle morale, dans les obligations civiles*, 1 vol. in-8° 2^e éd., Librairie générale, Paris, 1927.
- ROGUIN (E.). — *La science juridique pure*, 3 vol. in-8°, Lib. Gén. Droit, et Rouge et Cie, Paris-Lausanne, 1923.
- ROLIN (H.). — *Prolégomènes à la science du droit. Esquisse d'une sociologie juridique*, 1 vol. in-8°, 167 p., Bruylaut-Alcan, Bruxelles-Paris, 1911.
- ROSCOE POUND. — *An introduction to the philosophy of law*, 1 vol. in-12, 307 p., Yale Univ. Press, New-Haven, 1922.
- ROTHER (T.). — *Traité de droit naturel*, 6 vol. in-8°, Larose et Victor Lecoffre, Paris, 1885 à 1912.
- RUEFF (J.). — *Des sciences physiques aux sciences morales. Introduction à l'étude de la morale et de l'économie politique nationale*, 1 vol. in-16, 203 p., Alcan, Paris, 1921.
- SA VIANNA (Dr.). — *De la non-existence d'un droit international américain*, 1 vol. in-8°, 290 p., L. Figuerdo, Rio de Janeiro, 1912.
- SCELLE (G.). — *Précis de Droit des Gens. Principes et systématique* (I, Introduction. Le milieu social), 1 vol. in-8°, 312 p., Sirey, Paris, 1932.
- SÉE (H.). — *Science et philosophie d'après la doctrine de M. E. Meyerson*. 1 vol. in-16, 203 p., Alcan, Paris, 1932.
- SENN (F.). — *De la justice et du droit. Explication de la définition traditionnelle de la justice suivie d'une étude sur la distinction du Jus naturalae et Jus gentium*, 1 vol. in-8°, 96 p., Sirey, Paris, 1927.
- SOLBERG et CROS. — *Le droit et la doctrine de la justice*, 1 vol. in-8°. Alcan, Paris, 1930.
- SPERANTIA (E.). — *Sur les fondements métaphysiques du droit positif*, 1 br. 42 p., « Ramuri », Craiova, 1931.

- SPIROPOULOS (J.). — *L'individu et le droit international*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. XXX, 1929.
- STAMLER. — *Die Lehre von dem richtigen Rechts*. 1 vol. in-8°, 647 p., Berlin, 1902.
- STOOP (A.). — *Analyse de la notion de droit*, 1 vol. in-8°, 231 p., Tjeenk-Willink et Zoon, Harlem, 1927.
- STURZO (Don L.). — *La Communauté internationale et le droit de la guerre*. dans Cahiers de la Nouvelle Journée, n° 18, 1 vol. in-8°, 283 p., Bloud et Gay, Paris, 1931.
- SUKIENICKI (W.). — *Essai sur la souveraineté des Etats en droit international moderne* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 390 p., Pedone, Paris, 1926.
- SUMNER-MAINE (Sir. H.). — *Etudes sur l'histoire du droit*, trad. par R. de Kéralian, 1 vol. in-8°, Paris, 1888.
- TANON (L.). — *L'évolution du droit et de la conscience sociale*, 1 vol. in-12°, 402 p., 2° éd., Alcan, Paris, 1905.
- TARDE. (G.). — *Les transformations du droit. Etude sociologique*, 1 vol. in-18, 8° éd., Paris, Alcan, 1922.
- TÉNÉKIDES (G.). — *L'individu dans l'ordre juridique international* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 271 p., Pedone, Paris, 1933.
- TRIEPEL (H.). — *Les rapports entre le droit interne et le droit international*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. I, p. 77-121, 1923.
- URUTIA (F.-J.). — *Le Continent américain et le droit international*, 1 vol. in-8°, 404 p., Rousseau, Paris, 1930.
- VALDOUR (J.). — *Les méthodes en science sociale. Etude historique et critique*, 1 vol. in-8°, 315 p., Rousseau, Paris, 1927.
- *Les méthodes de liaison entre la science sociale expérimentale et les autres sciences naturelles*, 1 vol. in-8°, 249 p., Rousseau, Paris, 1931.
- VAN GENEP (A.). — *Traité comparatif des nationalités* (t. I, Les éléments extérieurs de la nationalité), in-8°, 228 p., 1 vol. Payot, Paris, 1922.
- VAN VOLLenhoVEN. — *Les trois phases du droit des gens*, 1 vol. in-8°, 125 p., Nijhoff. La Haye, 1919.
- VAN DER VLUGT (W.). — *L'Œuvre de Grotius et son influence sur le développement du droit international*, dans Rec. des cours Acad. La Haye, t. VII, 1925.
- VAN WOERDEN (F.-A.). — *La Société des Nations et le rapprochement économique international*, 1 vol. in-8°, VIII-298 p. Nijhoff, La Haye, 1937.
- VAREILLES-SOMMIÈRES. — *Les principes fondamentaux du droit*, 1 vol. in-8°, Guillaumin, Paris, 1889.
- VELAY (P.). — *L'origine du droit et de l'obligation sociale*, 1 vol. in-8°, XVI-230 p., Rivière, Paris, 1929.
- VERDROSS (A.). — *Le fondement du droit international*, dans Rec. des cours Acad., La Haye, t. XVI, p. 251-323, 1927.

- VINOGRADOV (P.). — *Principes historiques du droit. Introduction. Le droit de la tribu*, trad. de l'angl. par R. Duer, 1 vol. in-8°, Payot, Paris, 1927.
- VISSCHER (Ch. DE). — *La codification du droit international*, dans Rec. des cours Acad., La Haye, t. VI, p. 329-455, 1925.
- VOLANSCHI (A.). — *Essai d'une définition expressive du droit basé sur l'idée de bonne foi* (Thèse Paris), 1 vol. in-8°, 403 p., Duchemin, Paris, 1929.
- ZITELMANN. — *Lucken im Recht*, 1 vol. in-4°, Leipzig, 1903.

C. — Articles de revues et publications périodiques.

- AILLET (J.). — *L'incertitude de la philosophie du droit*, dans Revue de Métaph. et Morale, mars 1911.
- *Droit et sociologie*, dans Rev. de Métaph. et Morale, 1923, p. 97-118 et 451-475.
- *Sur les rapports de la philosophie et du droit*, dans Arch. Phil. Dr. et Soc. jurid., 1931, 3-4, p. 351-385.
- *Le droit social* (Étude critique), dans Rev. de Mét. et Morale, 1933, p. 231-266.
- AKZIN (B.). — *L'Ecole autirchienne et le fondement du droit des gens*, dans Rev. de Dr. Intern. (Laprad.), 1927, p. 342.
- *Les sujets du Droit international*, dans Rev. de Dr. Int. (Laprad.), 1929, t. IV, Paris.
- ALESSANDRI (J.). — *Le Droit international public, son jugement et sa sanction*, dans Rev. Gén. Dr. et Jurispr., 1929, p. 99-108 et 154-166.
- ALEXEIEV (N. N.). — *Le droit naturel*, dans Arch. de Phil. du Droit, 1934, p. 135-164.
- ALVAREZ (A.). — *Le droit international américain. Son origine et son évolution*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1907, p. 353-405.
- *La méthode du droit international, à la veille de sa codification*, dans Rev. Génér. Dr. Int. Pub., 1913, p. 725-747.
- *Les résultats de la Première conférence de codification*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1931.
- *Projet de déclaration sur les données fondamentales et les grands principes du droit international de l'avenir*, dans Revista de Derecho Internacional, 1932, I, p. 147-158.
- ANNALES de l'Institut Intern. de Sociologie, t. XII, *La solidarité sociale dans le temps et dans l'espace* et t. XIII, *La solidarité sociale. Ses formes, son principe, ses limites*, 2 vol. in-8°, Giard, Paris, 1910-1911.
- ANNUAIRE de l'Institut de Philosophie du Droit et de Sociologie juridique, 1934-1935, *Le problème des sources du droit positif*, 1 vol. in-8°, 246 p., Sirey, Paris, 1934.

- APPLETON (CH.). — *Les rapports trad. de la morale et du droit*, dans Rev. Gén. Dr. et Jurisp., 1931, p. 81-111 et 112-124.
- BAAK (J. C.). — *La codification doit-elle être universelle?* dans Rev. Dr. Int. et Lég. Comp., 1930, p. 721.
- VON BAR. — *Grundlage u. Kodifikation des Völkerrechts*, dans Archiv. für Rechts u. Wirtschaftsphilosophie, 4^e vol., p. 145, 1923.
- BARTHELEMY (J.). — *Les Etats-Unis d'Europe*, dans Rev. Polit. et Parl., 1929, p. 329-345.
- *Le problème de la souveraineté des États et la coopération européenne*, dans Rev. Dr. Int. (Lapradelle), 1930, p. 420.
- BELOT (G.). — *Règle et motif*, dans Rev. Métaph. et Morale, 1911, p. 481.
- *La Force du droit*, dans Rev. Mét. et Morale, 1916, p. 885-902.
- BENTLEY (A. F.). — *L'individuel et le social*, trad. Duprat, dans Rev. Intern. Sociologique, 1929, p. 243.
- BERGSON (H.). — *L'intuition philosophique*, Com. au Congr. de Bologne, 1911, dans Rev. Métaph. et Morale, 1911, p. 809-827.
- BONNARD (R.). — *Droit naturel et droit positif*, dans Rev. Int. de la Théor. du Dr., III, 1928-29, p. 1-17.
- *Léon Duguit, ses œuvres, sa doctrine*, dans Rev. Dr. Publ. et Soc. Pol., 1929, p. 5-51.
- BONNECASE (J.). — *Conceptualisme juridique et réalisme juridique dans la doctrine française*, dans Rev. Int. de la Théor. du dr., 1932-1933, p. 1-21.
- BONOMI (I.). — *L'influence du régime intérieur des nations sur les rapports internationaux*, dans l'Esprit Internat., 1929, n° 10, p. 161-174.
- BOURGEOIS (L.). — *La Morale internationale*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Pub., 1922, p. 5.
- BOUTHOU (G.). — *Critique de la conception d'une science sociale*, dans Rev. Int. Sociologique, 1931, p. 247 (extrait de « L'invention »), Paris, Giard, 1931.
- BOUTROUX (EM.). — *Du rapport de la philosophie aux sciences*, dans Rev. de Mét. et Morale, 1911, p. 417-435.
- *En quel sens la recherche scientifique est-elle une analyse?* dans Rev. de Mét. et Mor., 1911, p. 505-509.
- BROWN-SCOTT (J.). — *Réflexions sur l'universalité du droit des gens* (Annuaire de l'Institut de Dr. intern., 1927), p. 36-49.
- BRUNS (V.). — *Völkerrecht als Rechtsordnung*, dans Zeitschrift für ausländischer öffentliches Recht u. Völkerrecht, t. I, fasc. 1, 1929.
- BRUNSCHWIG (L.). — *Le problème philosophique des relations internationales*, dans l'Esprit Internat., n° 21, p. 39-55, 1932.
- CAVAGLIERI (A.). — *La conception positive de la société internationale* dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1911, pp. 259-292.
- *Concetto e caratteri del diritto internazionale* dans Rivista del dir. int., 1922, p. 389.

- CHARMONT (J.). — *La coutume contre la loi* dans Rev. de Mét. et Mor., 1917, pp. 469-475.
- *Le fondement de l'ordre collectif*, dans Rev. de l'Institut de Sociologie Solvay, 1921, pp. 1-14.
- CHKLAVER (Georges). — *Les idées du professeur Burckhard sur le droit des gens*, dans Rev. de Dr. intern. (Laprad), 1927, p. 422.
- CORNIL (G.). — *Notes sur le problème des origines du droit*, dans Rev. Dr. Int. et Lég. Comp., 1910, pp. 471-500.
- COSENTINI (F.). — *Philosophie du droit et Sociologie*, dans Rev. Int. de Sociol., 1912, pp. 549-588.
- CUCHE (P.). — *Pour une meilleure terminologie juridique. A propos d'un livre nouveau de philosophie du droit*, dans Arch. de Phil. du Dr. et Soc. jur. 1931, pp. 195-206.
- *A la recherche du fondement du droit. Y a-t-il un ramantisme juridique*, dans Rev. Trim, Dr. Civ., 1929.
- DAVY (G.). — *L'unité de fondement de l'obligation politique*, dans Arch. de Phil. du Dr. et Soc. jur., 1931, p. 87-95.
- *Le problème de l'obligation chez Duguit et chez Kelson*, dans Arch. de Phil. du Droit, n° 1-2, 1933.
- DEGENCIÈRE FERRANDIÈRE (A.). — *Quelques réflexions touchant le règlement des conflits internationaux*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ. 1929, p. 416-451.
- DELOS (J.-T.). — *Le point de rencontre du sociologue et du juriste dans la théorie moderne du droit*, dans la « Vie Intellectuelle », 1929, janvier, p. 136-153.
- *La théorie de l'Institution. La solution réaliste du problème de la personnalité morale et le droit à fondement objectif*, dans Arch. Phil. de Dr. et Soc. jur. 1931, p. 97-153.
- DEL VECCHIO (G.). — *L'idée d'une science du droit universel comparé*, trad. par R. Francer, dans Rev. Crit. Législ. et Jurisp., 1910, p. 486-505.
- *Essai sur les principes généraux du droit*, (Leçon d'introd. Rome, 1920), dans Rev. Crit. Législ. et Jurisp., 1925, p. 133-192 et 231-252.
- *A propos de la conception étatique du droit*, trad. par G. Morin et E. Tulet, dans Rev. Crit. de Législ. et Jurisp., 1930, p. 57-81.
- DUBOIS. — *L'évolution de la notion du droit naturel antérieur aux physiocrates*, dans Rev. d'histoire des doctrines économiques. 1908, n° 3.
- DUGUIT (L.). — *Le droit constitutionnel et la sociologie*, dans Rev. Internat. de l'Enseignement, novembre 1898.
- DUMAS (J.). — *Les sanctions du droit international d'après les conventions de la Haye 1899-1907*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1908, p. 557-580.
- DUPRAT (G.-L.). — *L'esprit scientifique en politique et économique*, dans Rev. Int. de Sociol., 1926, p. 1-13.

- EISENMANN (Ch.). — *Deux théoriciens du droit : Duguit et Hauriou*, dans Rev. Philosophique 1930, p. 247, 279.
- ERICH. — *Quelques aspects généraux de la codification du droit international*, dans Rev. de Dr. Int. et Lég. Comp., 1929, p. 32-43.
- FAUCHILLE (P.). — *La guerre de l'avenir et les moyens de l'empêcher*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1919, pp. 406-418.
- FAUCONNET. — *Sociétés et faits sociaux*, dans Revue pédagogique, déc. 1921.
- FIGE (P.). — *La Science du droit international. Horizons nouveaux*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1909, p. 463-481.
— *La véritable mission de la science du droit international pour donner à la société internationale une organisation juridique*, dans Rev. dr. Int. et Lég. comp., 1910, p. 169-179.
- FOUILLÉE (A.). — *Sociologie théorique et sociologie pratique*, dans Rev. Mét. et Morale, 1911, p. 374-392.
- GARNER (J. W.). — *La reconstitution du droit international*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1921, p. 413-441.
— *Des limitations à la souveraineté nationale dans les relations extérieures*, dans Rev. Dr. Intern. et lég. comp., 1925, p. 36-59.
— *Le nouveau droit international*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1930, p. 225-240.
- GÉNY (F.). — *La notion de droit en France. Son état présent. Son avenir. Essai de ralliement autour d'un programme homogène d'études de philos. du Droit*, dans Arch. de Phil. du Droit. n° 1-2, p. 9-41, 1931.
- GHERÁRDINI. — *La comunita internazionale et il suo diritto*, d. Rivista di diritto intern., n° 1-2, 1919.
- GIRAUD (E.). — *De la valeur et des rapports des notions de droit et de politique dans l'ordre international*, dans Rev. Gén. Dr. Intern. Publ., 1922, p. 473.
- GOROVTSNEFF (A.). — *La notion d'objet en droit international et son rôle pour la construction juridique de cette discipline*, dans Rev. Dr. Int. et Lég. Comp., 1925, p. 173-201.
- GROUBER. — *Une théorie psychologique du droit (d'après Petrazzky)*, dans Rev. Trim. Dr. Civ., 1911, p. 531-579.
- GUERRERO (J.). — *La Conférence de la Haye, relative à la codification du droit international*, dans Rev. Dr. Int. (Laprad.), t. V, p. 478, 1930.
- GURVITCH (G.). — *La philosophie du droit de H. Grotius et la théorie moderne du droit international*, dans Rev. de Métaph. et de Morale, p. 365, 1927.
— *Droit naturel ou droit positif intuitif?* dans Archives de Philos. du Droit, n°s 3 et 4, Paris, 1933.
— *Les fondements de l'évolution du droit d'après Emmanuel Levy*, dans Rev. Philos., 1934, p. 104-138.
- HANDELSMANN (M.). — *L'idée du rapprochement entre les nations dans l'histoire moderne*, dans Esprit Internat., p. 96-110, janvier 1930.

- HAURIU (M.). — *Les deux réalismes*, dans Rec. de l'Acad. de législat. de Toulouse, 1912-1913, p. 409-417.
- *Philosophie du droit et science sociale*, dans Rev. du Dr. Publ., 1899, p. 462.
- *Le droit naturel en Allemagne*, dans le Correspondant, Paris, 1918.
- *L'ordre social, la justice et le droit*, dans Rev. Trim. de Dr. civil, 1927, p. 795-827.
- *Le pouvoir, l'ordre, la liberté et les erreurs des systèmes objectivistes*, dans R. Mét. et Mor., 1928, p. 193-206.
- HAUTEFEUILLE (D'). — *Morale normative et morale scientifique*, dans Rev. Mét. et Morale, 1911, p. 759-779.
- HUBERT (R.). — *Science du droit, sociologie juridique et philosophie du droit*, dans Arch. de Phil. du Droit, 1-2, p. 43-71, 1931.
- *Contribution à l'étude sociologique des origines de la notion de droit naturel* (dans Arch. Phil. du Droit, n° 3-4, 1933).
- HAESAERT (J. P.). — *Fondement du Droit naturel*, dans Arch. Phil. Dr., n° 3-4, 1933.
- KALLAB (J.). — *Le postulat de justice dans la théorie du droit*, dans Rev. Int. de la Théorie du Droit, I, 1926-1927, p. 89.
- KAECKENBEECK (G.). — *L'application du droit aux relations entre États*, dans Rivista di diritto internazionale, 1927, p. 221-235.
- KELSEN (H.). — *Aperçu d'une théorie générale de l'État*, dans Rev. de Dr. Publ. (Jèze), 1926, p. 561-565.
- *Naturrecht u. positives Recht*, d. Rev. Int. de la Théor. du Dr., II, p. 71, 1927-28.
- *La méthode et la notion fondamentale de la théorie pure du droit*, dans Rev. Mét. et Mor., 1934, 183-204.
- KOROVINE (F.). — *La République des Soviets et le droit international*, dans Rev. Gén. dr. Int. Publ., 1923, p. 292-313.
- KUNZ (J. L.). — *La primauté du droit des gens*, dans Rev. Dr. Int. Lé. Comp., 1925, p. 556-559.
- LADIJENSKY (S. M.). — *La dynamique et la statique dans le droit*, dans Rev. Int. de la Théor. du Dr., II, 1927-28, p. 38-110.
- LADYZENSKY (A.). — *Les tendances principales dans la vie internationale contemporaine et les deux idées fondamentales dans les doctrines de droit international*, dans Rev. Int. de la Théor. du Dr., 1932.
- LALANDE (A.). — *Le Parallélisme formel des Sciences normatives*, dans Rev. Métaph. et Morale, 1911.
- LAMOUCHE (A.). — *Essai sur la méthode des sciences*, dans Rev. Philos., 1929, p. 48-104.
- LANSON (G.). — *Le déterminisme historique et l'idéalisme social dans l'Esprit des Lois*, dans Rev. de Mét. et Morale, 1916, p. 177-202.
- LAPRADELLE (A. DE). — *A. Pillet et le droit des gens*, dans Rev. de Dr. Int. (Laprad), 1927, p. 41.
- *Les nouvelles tendances du droit international*, dans l'Esprit Internat., 1927, p. 342-350.

- LAPRADELLE (A.). — *Projet en amendement à celui de M. Alvarez sur les principes fondamentaux du droit international adopté par la Commission de Codification le 21 mai 1931*, dans *Rev. Dr. Int.* (Laprad.), 1931.
- LASKINE. — *Les transformations du droit au XIX^e siècle*, dans *Rev. Mét. et Morale*, 1914, p. 221.
- LE FUR (L.). — *Philosophie du Droit International*, dans *Rev. Gén. Dr. Int. Publ.*, 1921, p. 565-603.
- *Le fondement juridique de la S. D. N.*, dans *rev. Scientia*, janv. 1923.
- *Le droit naturel ou objectifs s'étend-il aux rapports internationaux ?* dans *Rev. Dr. Int. et Lég. Comp.*, 1923, p. 59-80.
- *L'Etat souverain et la loi internationale*, dans *Rev. « Les Lettres »*, 1923, p. 87-104.
- *Le fondement du droit*, dans *Rev. « Les Lettres »*, Paris, 1926.
- *Le droit naturel et le droit rationnel ou scientifique*, dans *Rev. de droit internat.* (Lapradelle), 1927, p. 658.
- *Les conditions d'existence d'une Union européenne*, dans *Rev. Dr. Int.* (Laprad.), 1930, p. 71.
- *Essai d'une définition synthétique du droit*, dans *Bull. de la Soc. de Lég. Comp.*, 1930, p. 291-320.
- *Patriotisme et internationalisme*, dans *Rev. Polit. et Parlem.*, octobre 1930.
- *Droit individuel et droit social, coordination, subordination ou intégration*, dans *Arch. Philos. Dr. et Soc. Jurid.*, 1931, p. 279-309.
- *La théorie de l'institution et le droit naturel*, dans « *La vie intellectuelle* », p. 76-102, janvier 1931.
- *Droit naturel et réalisme*, dans *Arch. Phil. Droit*, n° 4-2, 1932.
- LÉVY (Em.). — *Le droit repose sur des croyances*, dans *Questions pratiques de législ. ouvrière*, n°s 6-9, 1909.
- *Eléments d'une doctrine du droit. La Paix par la Justice*, dans la « *Vie socialiste* », 4 br. in-16, 30 p., Giard, Paris, 1929.
- *La construction sociale du droit*, dans *Rev. philos.*, mars-avril 1931.
- LOUTER (J. DE). — *L'avenir du droit international public*, dans *Rev. Gén. Dr. Int. Publ.*, 1912, p. 281-309.
- *La crise du droit international*, dans *Rev. Gén. Dr. Int. Publ.*, 1919, p. 76-110.
- LUCIEN-BRUN (J.). — *Traditionalisme et laïcisation. — Les théories modernes de la philosophie du droit*, dans « *Les Etudes* », décembre 1926.
- *Une conception moderne du droit. Étude critique*, dans *Arch. de Philosophie*, vol. IV, cah. 3, 1927.
- MAGGIORE (G.). — *L'équité et sa valeur dans le droit*, dans *Riv. Internaz. di Filos. del Diritto*, p. 256, 1923.
- MAURY (J.). — *Observations sur les idées du professeur Keelsen*, dans *Rev. Crit. de Lég. et Jurisp.*, 1929.

- MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.). — *La doctrine soviétique du droit international*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ., 1925, p. 313-366.
- *Le progrès du droit international*, dans Rev. Polit. et Parlement., 1928, p. 279.
- *Les tendances internationales des nouvelles constitutions européennes*, dans L'Esprit International, 1928, p. 531-547.
- MORELLET (J.). — *Le principe de la souveraineté de l'Etat et le droit international public*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Public, 1926, p. 104-120.
- MORIN. — *La crise de la loi et du contrat* (Communic. à la Société de phil.), dans Rev. Mét. et Mor., 1925.
- *Vers la révision de la technique juridique. Le concept d'institution*, dans Arch. Phil. du Dr. et de Sociol. Jur., 1931, p. 73-85.
- MOUSKHELI (M.). — *L'équité en droit international moderne*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Pub., 1933.
- NAST (M.). — *Matérialisme et idéalisme juridiques*, dans Rev. Int. de la Théor. du Dr., IV, p. 171, 1929-30.
- NIEMEYER (T.). — *Vom Beruf unserer Zeit zur Kodifikation des Völkerrechts u. von der Lehre der Quellen des Völkerrechts*, dans Nymeyers Zeitschrift für internationales Recht, XLII, p. 1-26, 1926.
- NORERO (H.). — *IV^e Congrès international de Philosophie. 6^e section : Philosophie juridique et sociale, compte rendu* dans Rev. Mét. Morale, 1911, p. 667-675.
- NYS (E.). — *Le droit de la nature et le droit des gens au XVII^e siècle* dans Rev. Int. Lég. Comp., 1914, p. 245-285.
- PALANTE (G.). — *La téléologie sociale et son mécanisme*, dans Rev. Phil. 1901, p. 149-159.
- PARODI (D.). — *La force du Droit*, dans Rev. Mét. et Morale, 1916, p. 277-293.
- PATTERSON (W.). — *La philosophie du droit en Amérique*, dans Rev. Trim. Dr. Civ., 1930, 973-99.
- PERREAU (E. H.). — *Comment définir le droit?* dans Rev. Gén. Dr. et Jurisp., 1918, p. 68-77.
- *Le conflit du droit naturel et de la loi positive*, dans Rev. Génér. dr. et jurisp., 1925, p. 27-39.
- PILLET (A.). — *Recherches sur les droits fondamentaux des Etats*, dans Rev. Gén. Dr. Int. Publ. 1899, p. 66-236.
- POLITIS (N.). — *Les transformations du droit international*, dans Rev. Dr. Int., 1927, p. 57-75.
- *L'influence de la doctrine de L. Duguit sur le développement du droit international*, dans Arch. phil. Dr., n^o 1-2, 1932.
- RADBRUCH (G.). *Du droit individualiste au droit social*, dans Arch. Ph. Dr. et Soc. jur., 1931, p. 387-398.
- *Le relativisme dans la philosophie du droit*, dans Arch. de Phil. du Dr. et Soc. jurid., 1934, p. 105-110.

- RAPPARD (W. R.). — *Nationalisme and the League of Nations to-day*, conf. à l'Inst. des Relat. Internat. Genève, 1933, dans *American Political Science Quarterly*, p. 731-737, oct. 1933.
- REDSLOB (R.). — *La doctrine idéaliste du droit des gens proclamée par la Rev. franç. et par le philos. Emm. Kant.*, dans *Rev. Gén. Dr. Int. Publ.*, 1921, p. 441.
- *Considérations sur les fondements du droit des gens*, dans *Rev. Dr. Int. et Lég. Comp.*, 1933, p. 488-513.
- REGLADE (M.). — *Perspectives qu'ouvrent les doctrines du Doyen Duguit pour un renouvellement de l'étude du Droit International*, dans *Rev. gén. Dr. Int. Publ.*, 1930, pp. 409-415.
- *Essai sur le fondement du droit*, dans *Arch. Phil. Droit*, n° 3-7, 1933.
- RENARD (G.). — *Sur quelques orientations nouvelles de la science du droit*, dans « *Revue des Jeunes* », Paris, 1922.
- *Vers l'Economie Internationale*, dans *Rev. Econ. Intern.*, n° 1, 1927.
- *Les bases philosophiques du droit international et la doctrine du « Bien commun »* (ét. crit.), dans *Arch. phil. dr. et soc. jur.*, 1931, p. 465-480.
- RICHARD (G.). — *La méthode sociologique d'E. Durkheim*, dans *Rev. Int. Sociol.*, 1921, p. 371.
- *La pathologie sociale d'E. Durkheim* dans *Rev. Int. Sociol.*, 1930, p. 113-126.
- *Une critique de la morale dite sociologique* (ét. critique) dans *Rev. Int. de Sociol.*, 1931.
- *Les doctrines sociologiques et le postulat du droit international*, dans *Annales de l'Inst. Int. de Sociologie*, t. XVI, p. 208-237, Giard, Paris, 1932.
- *Le droit naturel et la philosophie des valeurs*, dans *Archives de Philosoph. du Droit*, p. 7-24, 1934.
- RIPERT (G.). — *Droit naturel et positivisme juridique*, dans *Annales de la Faculté de Droit d'Aix*, nouv. série, n° 1, Marseille, 1918.
- *Le socialisme juridique d'Emm Lévy*, dans *Rev. Crit. de Législ. et Jurisp.*, 1928, p. 21-37.
- ROUGIER (A.). — *La théorie de l'intervention d'humanité*, dans *Rev. Gén. Dr. Internat. Publ.*, 1910, p. 468-526.
- ROUSSEAU (Ch.). — *De la compatibilité des normes juridiques contradictoires dans l'ordre international*, extr. *Rev. Gén. Dr. Int. Publ.*, 1 br. in-8°, Pedone, Paris, 1932.
- RUYSSEN (Th.). — *La Force et le Droit*, dans *Rev. Mét. et Morale*, 1914, p. 849-869.
- SAAVEDRA-LAMAS (C.). — *La Crise de la Codification*, dans *Rev. Dr. Int. (Laprad)*, 1931, p. 17.
- SALEILLES (R.). — *Fondement et développement du droit*, dans *Rev. Int. de l'Enseignement*, n° 2, 1891.
- *Ecole historique et droit naturel, d'après quelques ouvrages récents* dans *Rev. Trim. Dr. Civ.* 1902, p. 80-112.

- SALEILLES (R.). — Les rapports du droit et de la sociologie » (conférence) dans *Rev. Internat. de l'Enseignement*. Nov. 1907.]
- SCELLE (G.). — *La S. D. N. est-elle un super-Etat ?* dans *Vie des Peuples*, vol. XII, p. 410-434, 1924.
- *Essai de systématique du droit international. Plan d'un cours de droit international public*, dans *Rev. Gén. Dr. Publ.* 1924, p. 117-143.
- *La doctrine de L. Duguit et les fondements du droit des gens*, dans *Arch. de Phil. du Droit*, 1932, p. 83-119.
- SCHÜCKING. — *L'organisation internationale*, dans *Rev. Dr. Int. Pub.* 1908, p. 5-28.
- SEDLACEK (J.). — *Interprétation et application de la règle du droit*, dans *Rev. Int. de la Théor. du Dr.*, 1932-1933, p. 180-185.
- SEGOND (J.). — *Renaissance idéaliste et néokantienne du droit*, dans *Rev. Philos.*, février 1911.
- SKRZYNSKI (Al.). — *Le nationalisme et l'internationalisme*, dans *L'Esprit International*, n° 3, 1927, p. 321-328.
- SNOW (A.-H.). — *Le droit des Nations*, dans *Rev. Gén. Dr. Int. Pub.*, 1912, p. 309-318.
- SPIROPOULOS (J.). — *Le fondement du droit international*, dans *Rev. Dr. Int.* (Laprad.), t. III, p. 97, 1929.
- TASIĆ (G.). — *Le réalisme et normativisme dans la science juridique*, dans *Rev. Int. de la Théor. du droit*, 1926-1927, p. 165 ; 1927-1928, p. 23.
- VAUTHIER (M.). — *Droit et sociologie*, dans *Rev. Dr. Int. et Lég. Comp.*, 1909, p. 163-179.
- VERDROSS (A.). — *Die Gesellschaftlichen Grundlagen der Völkerrechtstheorie*, dans *Arch. für Rechts u. Wirtschaftsphilos*, vol. XVIII, p. 413-431.
- *Les principes généraux du droit des gens considérés comme source du droit des gens*, dans *Rev. Dr. Int.* (Laprad.), 1931.
- VOIZE. — *Kant, philosophe du droit, étude sur la Reichtslehre*, dans *Rev. Int. de Sociologie*, 1914.
- WALINE (M.). — *Les idées maîtresses de deux grands publicistes français L. Duguit et H. Hauriou*, dans *Année polit. franç. et étrang.*, n° 16, nov. 1929 ; n° 17, mars 1930.
- *Qu'est-ce que le droit ?* (à propos d'un livre récent de G. Renard), dans *Année polit. fr. et étr.*, 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	1

PREMIÈRE PARTIE (EXPOSITION CRITIQUE)

CHAPITRE PREMIER

L'ordre juridique international positif et la nécessité d'un critérium objectif de la règle de droit international.

1. Le sens du mot *ordre*; la notion de règle de droit et l'ordre juridique; la notion de règle de droit international et l'imprécision des textes; doctrine et textes officiels. — 2. Conséquences de ces imprécisions pour la vie internationale; les difficultés de l'œuvre de codification et les « vœux » de la Conférence de La Haye en 1930. — 4. Le problème du « fondement » du droit international et les révisions qu'il impose. — 5. Le plan et la méthode que ce problème indique pour le présent ouvrage; la nécessité d'un critérium objectif de la notion de règle de droit

7

CHAPITRE II

Les doctrines juridiques et leur critérium de la règle de droit.

SECTION I. — La théorie classique du droit international.

6. Les origines individualistes et l'esprit formaliste de la théorie classique du droit international. — 7. Sa double source : la doctrine française de « droits fondamentaux » et la doctrine allemande de « l'autolimitation » de l'Etat; l'hypothèse de la « norme fondamentale » *pacta sunt servanda*. — 9. La position difficile de la théorie classique; elle implique logiquement la notion de règle de droit objectif, mais ne lui accorde pas de place dans ses développements.

16

SECTION. II. — Les doctrines du droit objectif.

10. Elles se partagent suivant le sens de la notion d'*objectif*, en idéalistes et positivistes. 23

A) *Les théories du droit naturel.*

11. La doctrine du droit naturel constitue la réaction de l'idéalisme contre le positivisme-formaliste des théories classiques; distinction d'avec la doctrine du droit de la nature du XVIII^e siècle. — 12. Le point commun à toutes les théories du droit naturel: l'idée de bien commun, de *justice*. — 13. Les « valeurs » qui sont à la base de cette doctrine lui permettent d'exercer une influence active dans la vie du droit positif; — 14. mais interdisent d'y trouver un critérium strictement objectif de la règle de droit, étant donné ses méthodes d'intuition. — 15. Les critiques qu'elles soulèvent. — 16. L'emploi indistinctement de « jugements de valeur » et de « jugements de réalité » n'en font de la doctrine du droit naturel qu'une doctrine d'action normative. 25

B) *Les théories sociologiques du droit.*

17. Les méthodes sociologiques, par leur positivité assurent la *connaissance* des faits sociaux, donc des phénomènes juridiques. — 18. Par contre, la prétention de fonder sur cette connaissance positive un *art moral* semble inacceptable. — 19. L'expérience des juristes inspirés du positivisme sociologique: la règle de droit de M. Duguit; M. Scelle et la loi biologique. — 20. Les méthodes sociologiques n'offrent non plus un critérium objectif de la règle de droit, pour n'avoir pas trouvé d'explication au passage de l'indicatif de la science à l'impératif de la norme 38

CHAPITRE III. — Le problème de l'objectivité dans l'ordre normatif juridique et sa méthode.

21. Les positions difficiles des théories examinées précédemment viennent de leurs méthodes et de leur conception du droit objectif. — 22. La méthode que nous nous proposons de suivre: séparation des activités de connaissance scientifique et des activités normatives, comme conséquence de la séparation d'une conscience psychologique distincte de la conscience morale. — 23. Le normatif peut être objet de science positive dans son existence comme phénomène. — 24. Cela constitue l'objet d'une *science du droit*, au sens strict du mot, distincte de l'*art* et de la *technique* du droit, activités normatives; positions respectives de la science du droit, la sociologie juridique et la philosophie du droit. — 25. La science du droit, connaissance du phénomène social « règle de droit », comme instrument de recherche d'un critérium objectif de la règle de droit 49

DEUXIÈME PARTIE (ESSAI DE SYNTHÈSE)

CHAPITRE PREMIER

Le critérium objectif de la règle de droit.

26. Les impératifs de la conscience morale : les *normes*, les *règles* et leur hiérarchisation ; normes et règles sociales. — 27. La règle de droit comme la *règle nécessaire* à la vie d'une société donnée. — 28. La *société nécessaire* résultant de la hiérarchisation des sociétés possibles pour un groupe donné d'individus ; définition de la notion de règle de droit. — 29. Analyse des éléments de cette définition : les rapports de nécessité entre les individus, leurs finalités, la société qui conditionne ces finalités, les règles qui conditionnent cette société ; ces rapports peuvent constituer les éléments d'un critérium objectif de la règle de droit en tant que phénomène. 67

CHAPITRE II

La règle du droit international.

30. En appliquant sur le plan international le critérium objectif envisagé, on espère trouver une réponse à la question de savoir s'il peut exister de véritables règles de droit international objectif. 77

SECTION I. — La société internationale comme société « nécessaire ».

31. Les imprécisions de la notion de société internationale et les difficultés qui s'ensuivent. — 32. Analyse de cette notion, afin de lui donner un sens plus précis ; la notion de *société* ; la notion d'*internationale*. — 33. La société internationale comme société nécessaire pour les individus ; rejet de cette conception comme illogique et contredisant les faits ; la société internationale nécessaire ne peut être qu'une société de sociétés nécessaires, d'Etats. — 34. L'existence d'une société internationale nécessaire est théoriquement possible et historiquement constatable ; elle peut donc constituer une société juridique. 79

SECTION II. — La règle-condition de la société internationale nécessaire, ou règle de droit international.

35. La règle-condition d'une société internationale nécessaire sera sa règle de droit ; théoriquement, elle ne peut pas être universelle, car il y a autant de règles de droit distinctes que de sociétés internationales nécessaires possibles ; des conditions d'existence d'un droit international régional : européen, américain, asiatique, etc. — 36. La règle de droit international et l'individu ; leurs positions respectives. — 37. Conclusions qui se dégagent en ce qui concerne la nature vraie du droit « international privé ». — 38. Considérations finales. 85

BIBLIOGRAPHIE 93

